

UNIVERSITÉ GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

**L'ACCUEIL ET L'HOSPITALITÉ ENVERS
LES RÉFUGIÉS SYRIENS À ISTANBUL**

THÈSE DE MASTER RECHERCHE

Dilara NAZLI

Directeur de recherche : Doç. Dr. A. Didem DANIŞ ŞENYÜZ

SEPTEMBRE 2017

UNIVERSITÉ GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

**L'ACCUEIL ET L'HOSPITALITÉ ENVERS
LES RÉFUGIÉS SYRIENS À ISTANBUL**

THÈSE DEMASTER RECHERCHE

Dilara NAZLI

Directeur de recherche : Doç. Dr. A. Didem DANIŞ ŞENYÜZ

SEPTEMBRE 2017

PRÉFACE

Tout d'abord, je voudrais remercier à mes professeurs à l'Université Galatasaray pour leur précieuse contribution à ma formation sociologique, particulièrement à Mme. Didem DANIŞ d'avoir partagé ses connaissances avec tant de générosité et m'assisté dans toutes les étapes de la rédaction de ce mémoire de recherche. Je tiens à remercier aussi à Hafsa AFILAL pour relecture finale du mémoire. Je me sens très redevable de la confiance de ma famille et mes amis qu'ils m'ont toujours témoignés. Je remercie spécifiquement à Nazire pour m'avoir fourni de nombreuses ressources bibliographiques remarquables et à Deniz pour son aide et soutien pendant la recherche de terrain et rédaction du mémoire.

Je m'en voudrais de ne pas souligner la contribution tou(te)s les employé(e)s et gestionnaires particulièrement ceux de Mülteciler Derneği et GÖN-KAR-DER qui m'ont accueilli et m'ont permis de mener une recherche au sein de leurs établissements. Il serait également injuste de ne pas mentionner le rôle assumé par les traducteurs et traductrices syriens dans la réalisation des entretiens en turc.

Enfin, j'aimerais remercier tous les habitants de Sultanbeyli qui ont accepté ma demande d'entrevue.

À moins que la contribution de toutes ces personnes, cette étude ne puisse être réalisée.

Toutes les erreurs dans ce mémoire de recherche m'appartiennent.

Dilara NAZLI

Septembre 2017

TABLE DES MATIERES

PRÉFACE	ii
TABLE DES MATIERES	iii
ABBREVIATIONS	v
RÉSUMÉ	vii
ABSTRACT.....	xii
ÖZET.....	xvii
INTRODUCTION	1
1. L’immigration des Syriens en Turquie	2
2. L’histoire de l’immigration en Turquie et la politique de l’accueil à l’égard des Syriens	3
3. Travail de terrain : un quartier informel à la périphérie d’Istanbul.....	8
4. L’objectif et la méthodologie de la recherche.....	12
PREMIERE PARTIE	16
LES ANCIENS MIGRANTS ET LES NOUVEAUX ARRIVANTS : SULTANBEYLI EN TANT QUE CARREFOUR D’INTERACTION.....	16
1. Les traits généraux des populations locales	20
2. Les réfugiés Syriens à Sultanbeyli	25
3. Les limites de l’hospitalité dessinées à travers les rapports <i>d’established et outsiders</i> au niveau local.....	31
3.1. Le conflit sur le partage des ressources	34
3.1.1.La chute des salaires et le déclin dans les opportunités d’emploi	35
3.1.2.L’augmentation rapide des loyers à Sultanbeyli	38
3.1.3.Le mécontentement concernant l’abondance de l’assistance sociale envers les Syriens et le conflit pour les services publics	39
3.1.4.La lutte pour « les hommes » : l’homme en tant qu’une ressource socio-économique	42
3.2. La stigmatisation de la culture et du mode de vie des Syriens	45
3.2.1. La paresse et le manque de discipline	46
3.2.2. Le style vestimentaire, l’hygiène et la cuisine syrienne.....	46
3.2.3. Les anciens migrants urbanisés vs. Les nouveaux migrants « ruraux »	48
3.3. La polarisation politique en ce qui concerne la politique de la Syrie du gouvernement turc.....	49
3.4. Les discours en concurrence : discours nationalistes vs.religieux.....	53

CONCLUSION DE LA PREMIER PARTIE : UNE HOSPITALITE LIMITEE ET « CONDITIONNELLE »	58
DEUXIEME PARTIE.....	61
L'ACCUEIL DES SYRIENS PAR LES ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE A SULTANBEYLİ	61
1. La société civile en Turquie	62
2. Les activités de la société civile en faveur des réfugiés syriens en Turquie ..	73
3. Les acteurs d'accueil et leur « hospitalité » envers les réfugiés syriens à Sultanbeyli	77
3.1. Les institutions	78
3.1.1. La GİGM, l'Etat civil et la police	79
3.1.2. SYDV	81
3.1.3. Le Müftü	85
3.2. Les autorités locales	86
3.2.1. La Municipalité	86
3.2.2. Les muhtars	89
3.3. Les partis politiques	92
3.4. Les activités des ONG à l'égard des réfugiés Syriens à Sultanbeyli	97
3.4.1. Les associations locales.....	98
3.4.1.1. L'Association des Réfugiés (Mülteciler Derneği, en turc, MD) ...	99
3.4.1.2. L'Association de la Fraternité des Bénévoles (Gönüllüler Kardeşliği Derneği, GÖN-KAR-DER)	109
3.4.2. Les associations supra-local de caractère islamique	112
3.4.2.1. La Fondation de l'Aide Humanitaire des Droits et des Libertés Humaines d'IHH (İHH İnsan Hakları ve Özgürlükleri İnsani Yardım Vakfı, en turc, IHH)	114
3.4.2.2. Le Croissant Bleu International (International Blue Crescent, en anglais, IBC)	116
3.4.3. Les organisations locales de charité islamique	117
3.4.3.1. La Fondation Hadji Şaban Efendi (Hacı Şaban Efendi Vakfı, en turc, HAKEV)	118
3.4.3.2. La Fondation Mimar Sinan de la Prospérité, de la Culture et de l'Education (Mimar Sinan İmar Kültür Eğitim Vakfı, en turc, MİKEV) ..	120
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE	122
LE ROLE DE LA SOCIETE CIVILE EN TERMES D'ACCUEIL DES REFUGIES SYRIENS A SULTANBEYLİ.....	122
CONCLUSION	125
BIBLIOGRAPHIE	132
CURRICULUM VITAE	142

ABBREVIATIONS

AFAD : Afet ve Acil Durum Yönetimi Başkanlığı [Présidence de Gestion des Catastrophes et d'Urgence]

AKP : Adalet ve Kalkınma Partisi [Parti de la Justice et du Développement]

ANAP : Anavatan Partisi [Parti de la Mère-Patrie]

ASPB : Aile ve Sosyal Politikalar Bakanlığı [Ministère de la Famille et les Politiques Sociales]

CHP : Cumhuriyet Halk Partisi [Parti Républicain du Peuple]

CIVICUS : World Cooperation for Citizen Participation [Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne]

GİGM : Göç İdaresi Genel Müdürlüğü [Direction Générale de la Gestion de la Migration]

EYDAS : Elektronik Yardım Dağıtım Sistemi [Système Electronique pour la Distribution des Aides]

FP : Fazilet Partisi [Partie de la Vertu]

GKY : Geçici Koruma Yönetmeliği [Réglementation de la Protection Temporaire]

GÖN-KAR-DER: Gönüllüler Kardeşliği Derneği [Association de la Fraternité des Bénévoles]

HADEP : Halkın Demokrasi Partisi [Parti de la Démocratie du Peuple]

HAKEV: Hacı Şaban Efendi Vakfı [Fondation Hacı Şaban Efendi]

HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

HDP : Halkların Demokratik Partisi [Parti Démocratique des Peuples]

IBC: International Blue Crescent [Croissant Bleu International]

IGAM : İltica ve Göç Araştırmaları Merkezi, [Centre de Recherche sur l'Asile et la Migration]

İHH: İHH İnsan Hakları ve Özgürlükleri İnsani Yardım Vakfı [Fondation de l'Aide Humanitaire des Droits et des Libertés Humaines]

İPM: İstanbul Politikalar Merkezi [Istanbul Policy Center]

MD: Mülteciler Derneği [Association des Réfugiés]

MEB : Milli Eğitim Bakanlığı [Ministère de l'Education Nationale]

MHP : Milliyetçi Hareket Partisi [Parti du Mouvement Nationaliste]

MİKEV: Mimar Sinan İmar Kültür Eğitim Vakfı [Fondation Mimar Sinan de la Prospérité, de la Culture et de l'Education]

MÜTEM : Mülteciler Türkçe Eğitim Merkezi [Centre de la Formation du Turc pour les Réfugiés]

ONG : Organisation Non-Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

RP : Refah Partisi [Parti de la Prospérité]

SP : Saadet Partisi [Parti de la Félicité]

STEP : Uluslararası Sivil Toplum Endeksi Projesi [Projet d'Index Internationale de la Société Civile]

SYDTF : Sosyal Yardımlaşma ve Dayanışmayı Teşvik Fonu [Fonds d'Incitation pour l'Assistance et la Solidarité Sociale]

SYDV : Sosyal Yardımlaşma ve Dayanışma Vakfı [Fondation de l'Assistance et de la Solidarité Sociale]

SYGM : Sosyal Yardımlar Genel Müdürlüğü [Direction Générale de l'Assistance Sociale]

TÜİK : Türkiye İstatistik Kurumu [Institut des Statistiques de Turquie]

TÜSEV : Türkiye Üçüncü Sektör Vakfı [Fondation du Troisième Secteur de Turquie]

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization [Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture]

UNICEF : United Nations International Children's Emergency Fund [Fonds des Nations Unies pour l'Enfance]

YD : Yurttaşlık Derneği [Citizens' Assembly]

YUKK : Yabancılar ve Uluslararası Koruma Kanunu [Loi sur les Étrangers et la Protection Internationale]

RÉSUMÉ

Une grande partie de Syriens qui ont fui les conflits en Syrie ont immigré vers la Turquie depuis avril 2011 suite à la politique de « porte ouverte » du gouvernement turc. En août 2017, plus de 90% de la population syrienne, plus de trois millions, vivent dans les villes alors que seulement 8% sont installés dans les camps de refuge. Avec une population d'environ 15 millions d'habitants, Istanbul accueille 500.084 de Syriens (statistiques du 10 août 2017) selon les statistiques officielles. Ce chiffre indique que 16% de la population syrienne en Turquie vit à Istanbul. Ils représentent 3% de la population totale d'Istanbul. Sultanbeyli, un quartier informel et conservateur à la périphérie d'Istanbul, accueille plus de 20.000 Syriens, approximativement 6% de sa population globale. En outre, l'abondance des services (par exemple, les services de santé et d'éducation, assistance sociale) fournis aux réfugiés par la Municipalité de Sultanbeyli est remarquable par rapport aux autres quartiers d'Istanbul. Ces facteurs nous orientent à mener une enquête de terrain pour comprendre les rapports entre les habitants et les réfugiés ainsi que pour examiner les services sociaux offerts aux Syriens à Sultanbeyli.

La majorité de la population de Sultanbeyli se compose de migrants anatoliens installés depuis 1950-1960. Il est important d'analyser la nature des rapports entre les anciens migrants et les nouveaux arrivants. Enfin, la majorité écrasante des habitants de Sultanbeyli a eu tendance à soutenir le parti au pouvoir lors des dernières élections. Ce facteur nous aide à comprendre quel est l'impact de la politique d'accueil du gouvernement sur les populations locales et comment cet impact joue un rôle en matière d'accueil envers les Syriens. Dans cette étude, on abordera les pratiques et les discours d'accueil et d'hospitalité de la population locale et d'autres acteurs tels que les organisations de la société civile, les partis politiques et les autorités administratives locales envers les réfugiés dans le cadre de la politique gouvernementale qui attribue un statut temporaire aux Syriens.

Cette étude se compose de deux parties principales : la première examine les pratiques et les discours d'accueil adoptés par les populations locales envers les Syriens. Dans la première partie, on a dessiné une carte des limites de l'hospitalité à travers les entretiens semi-directifs face-à-face réalisés avec 49 habitants de Sultanbeyli, en particulier les commerçants et les employés de magasins et 12 Syriens travaillant dans les ONG à Sultanbeyli. Bien que les discours positifs et négatifs concernant les Syriens varient en fonction de la classe et le statut socio-économique et de la perspective politico-idéologique de l'interviewé, le rapport entre ces deux groupes peut être principalement abordée comme celui d'"*established-outsiders*" si on reprend les mots de Elias et Scotson (1994 [1965]).

Les discours et les pratiques d'accueil ou de rejet envers les Syriens selon la classe et le statut socio-économique de l'interviewé. Parmi les employés, les

locataires et les groupes ayant un faible revenu on observe une intolérance à l'égard des Syriens en raison de l'augmentation de population syrienne dans l'arrondissement. Ceci a entraîné la montée des loyers et une baisse soudaine des salaires. Les employeurs et les propriétaires de maison sont généralement heureux de cette situation. En outre, de nombreux interviewés ont exprimé le fait que ces derniers abusent des Syriens. Les réfugiés essaient de gagner leur vie en louant des logements de mauvaise qualité, certains d'entre eux vivent dans les anciens dépôts de charbon des maisons à des prix exorbitants. Au niveau du marché de travail, ils ne bénéficient pas de la sécurité sociale et des salaires plus bas en comparaison avec ceux des employés du groupe établi. Cependant, les employeurs qui gagnent de l'argent au détriment des Syriens se sentent mal à l'aise avec le fait que les artisans syriens fassent le commerce et deviennent particulièrement les propriétaires des magasins d'orfèvrerie dans le quartier. En d'autres termes, on peut dire que la lutte pour les ressources à lieu entre les groupes des établis et des réfugiés ayant des caractéristiques socio-économiques équivalentes.

La colère et les accusations qui atteignent parfois un niveau de discours de haine dans les discours des femmes du groupe établi envers les femmes syriennes peuvent être considérés comme un indicateur de conflit entre elles. Les Syriennes qui avaient perdu leurs maris pendant la guerre ont dû immigrer avec leurs enfants en Turquie sont obligées à se marier illégalement ou de pratiquer la prostitution afin d'assurer leur subsistance. Dans la plupart des cas, en raison du manque d'indépendance économique des femmes locales, les hommes locaux deviennent une ressource socio-économique aux yeux des deux groupes de femmes. Cette concurrence sous-jacente se reflète dans le discours des femmes locales sous forme de discours de haine, de jalousie et de diffamation. Les discours qui visent à discréditer les Syriennes provoquent de mauvaises rumeurs et des légendes à l'égard des Syriennes.

Ces concurrences concernant le marché du travail et de l'immobilier ainsi que les « hommes » sont en même temps liés à un autre type de concurrence, une lutte pour établir la domination symbolique sur la zone résidentielle. Dans ce cadre, les discours exclusifs et stigmatisant ont été fréquemment enregistrés au cours des entretiens. Les discours concernés visent généralement à créer une hiérarchie entre le groupe des établis et le groupe des Syriens qui se positionne comme inférieur du premier groupe en discréditant leur mode de vie et culture (par exemple, la culture culinaire, le style de l'habillement, la vie familiale).

Un autre facteur crucial ayant un impact sur l'accueil des Syriens est l'approche des personnes interrogées concernant le gouvernement et sa politique extérieure. En général, on peut dire que les supporters du gouvernement adoptent une rhétorique plus "hospitalière" envers les Syriens alors que ceux qui expriment leur soutien aux partis d'opposition ne souhaitent pas le fait que les Syriens restent en Turquie. Outre la position politique, la rhétorique nationaliste ou religieuse peut également provoquer certains changements dans les discours. Par exemple, un interviewé qui supporte le gouvernement peut s'opposer à la présence des Syriens en Turquie conformément aux motivations nationalistes. Encore, quelqu'un exprimant qu'il ne soutient pas le gouvernement peut considérer les Syriens comme ses coreligionnaires et développer un discours plus hospitalier envers eux s'il/elle est motivé(e) par la religion.

Pour résumer, on peut dire à la lumière des entretiens réalisés avec les habitants que la réception et l'hospitalité envers les Syriens dépendent d'un certain

nombre de facteurs dans le cas de Sultanbeyli. L'intolérance alimentée par la rivalité pour le partage des ressources socio-économiques peut être remplacée par une tolérance limitée en cas d'augmentation des revenus grâce à l'arrivée des Syriens. On observe mieux ce phénomène dans les discours plus accueillants des propriétaires de maison et des employeurs. Dans ce cadre, il ne serait pas faux de dire qu'il existe une hospitalité "conditionnelle", dans les termes de Derrida envers les Syriens à Sultanbeyli.

Dans la deuxième partie, on analyse les activités des ONG, des autorités administratives locales et des organisations des partis politiques à Sultanbeyli dans le cadre des discours et des pratiques d'accueil. Avant cela, on s'est concentré sur le concept de la société civile au sens plus large et ces diverses interprétations dans les débats en sciences sociales en Turquie. Dans ce cadre, on aborde certaines dimensions fondamentales de ces débats : le rôle des ONG et sa contribution à la (non) démocratisation du pays, à la dichotomie / coordination entre l'Etat et la société, le rôle intermédiaire de la société civile entre l'Etat et le peuple et enfin la société civile en tant que figure alternative assumant les responsabilités de l'État.

Dans la section suivante, on s'est concentré sur le rôle de l'État en termes de satisfaction des besoins socio-économiques des réfugiés et leur intégration à la société ainsi que la coordination entre les organisations de la société civile et l'État. À ce stade, on examine les projets, orientés vers la population syrienne, mis en place à l'échelle nationale par les ONG en Turquie et les municipalités d'Istanbul. Enfin, on conclue cette étude en se penchant sur les activités et les discours des acteurs de la société civile à Sultanbeyli dans le contexte de la transformation néolibérale et islamique de la politique sociale et de l'économie en Turquie et à Sultanbeyli en particulier. Ces transformations seront nos outils conceptuels pour analyser le rôle de la société civile en ce qui concerne l'accueil des réfugiés à Sultanbeyli où plusieurs ONG sont en concurrence pour fournir des services sociaux aux Syriens.

La politique de la porte ouverte de l'AKP a permis à des millions de réfugiés syriens d'entrer en Turquie. Néanmoins, le gouvernement n'a pas pris de mesures nécessaires pour répondre aux besoins de cette population (par exemple ; le logement, la nourriture, l'accès au marché de travail, l'éducation et la santé) obligés de quitter son pays. Moins de 10% de la population syrienne vit dans des camps de réfugiés et bénéficie de services sociaux offerts par l'État. Le reste vit dans les villes travaillent souvent dans le secteur informel et essaient de gagner sa vie grâce à l'assistance sociale fournie par les réseaux de soutien familiaux et certaines ONG.

Dans ce cadre, la plupart des ONG motivées par des raisons religieuses se mobilisent pour fournir l'assistance sociale aux Syriens. À côté de ces ONG, certaines municipalités tentent parfois de soutenir les réfugiés. Contrairement à la plupart des municipalités d'Istanbul, la Municipalité de Sultanbeyli joue un rôle central en ce qui concerne la provision des services sociaux pour les Syriens. La Municipalité, la Direction de la Gestion de la Migration, autres autorités publiques telles que la police et le *müftü* agissent ensemble dans la gestion de cette immense vague d'immigration vers Sultanbeyli. Ils servent de modèle dans la coordination entre les établissements locaux. De même, certains *muhtars* assument volontairement la tâche de faciliter l'installation des réfugiés dans le quartier et de construire une conscience de solidarité de voisinage entre les habitants et les réfugiés.

L'étude d'Işık et Pınarcıoğlu à la fin des années quatre-vingt-dix a révélé que Sultanbeyli était gouverné par une tradition de gouvernance locale depuis son

établissement en tant que zone résidentielle. Les auteurs ont indiqué que on peut facilement suivre les traces de cette tradition municipale en examinant les achats-ventes informels de terrains et de maisons. Cela a ouvert la voie à l'intégration des migrants anatoliens à la vie urbaine à travers l'accès aux services d'infrastructure. À la lumière des résultats de notre travail de terrain, on peut dire que la Municipalité de Sultanbeyli poursuit cette tradition municipale. Elle a mobilisé cette fois ses ressources, avec l'aide de divers réseaux informels, pour la mise en place d'un projet d'assistance sociale à ses nouveaux habitants.

La migration des réfugiés vers Sultanbeyli a commencé à s'intensifier vers la fin de 2011. Le fait que la pauvreté des réfugiés est devenue plus visible a alimenté le désir de les aider. Les mauvaises conditions de vie des Syriens n'ont pas provoqué uniquement la pitié des citoyens, mais aussi de certains membres du personnel municipal. Sous la direction de certains personnages importants au sein de l'organisation municipale, une association a été créée afin de fournir des services sociaux aux Syriens. Les activités de cette association ne sont pas seulement limitées à la distribution d'aide humanitaire, l'association offre également de nombreux services sociaux aux réfugiés, notamment l'éducation et des services de santé. Cependant, une grande partie de ces services est fournie dans une sphère quasi-officielle. La contribution des réseaux informels de l'Association, notamment des certains établissements, aide à surmonter les obstacles bureaucratiques et financiers pour la mise en œuvre d'un tel projet.

Cependant, l'abondance de l'aide fournie aux réfugiés provoque un mécontentement chez les habitants locaux. Pour atténuer cela, l'association a fourni des bâtiments spéciaux où seuls les enfants syriens peuvent être scolarisés et tous les Syriens puissent bénéficier des services de santé à des prix raisonnables. Cette séparation physique des réfugiés et des habitants entraîne une augmentation du nombre des rumeurs à l'égard des Syriens et bloque les canaux de communication en réduisant le contact entre les deux groupes.

À côté de ces services sociaux informels tolérés par certaines autorités publiques, cette association est en coordination avec plusieurs ONG locales. Beaucoup d'entre eux ont une idéologie de philanthropie islamique. Le nombre de ces associations et fondations dont le principe de fonctionnement repose sur la philanthropie islamique a augmenté parallèlement avec la politique sociale néolibérale et la victoire politique de l'AKP dans les années 2000. Certains d'entre eux sont des organisations religieuses qui ont de bonnes relations avec le parti au pouvoir et au niveau local avec la municipalité et SYDV. Les ONG religieuses contribuent au renforcement des processus de construction de la communauté islamique préexistante au travers de l'assistance sociale. Elles créent un sentiment d'endettement et de reconnaissance envers les organisations de charité ou le parti au pouvoir parmi les Syriens. Malgré cette coopération, il faut noter qu'il existe une rivalité entre les ONG qui concourent pour acquérir un prestige symbolique dans le domaine humanitaire.

Le fonctionnement de tous ces établissements, y compris le SYDV, est basé sur la rationalité néolibérale qui privilégie la responsabilité individuelle dans la lutte contre la pauvreté, indépendamment des problèmes socio-économiques du système (par exemple, le chômage et la répartition juste du revenu). La rationalité néolibérale encourage les dons volontaires au lieu de mettre en pratique des politiques de providence plus égales pour tous les membres de la société. La rhétorique et les pratiques des employés et des dirigeants des ONG interviewés met en avant cette

rationalité néolibérale dans leurs discours et pratiques pour la lutte contre la pauvreté et l'aide aux réfugiés.

En ce qui concerne les partis d'opposition et leurs branches civiles, ils ont exprimé lors des entretiens qu'ils sont presque complètement exclus de la course pour l'obtention de ce prestige symbolique. Le fait que les partis d'opposition ne participent pas à des projets humanitaires découle en partie de leur attitude négative à l'égard de la présence des Syriens en Turquie. Cependant, les représentants de tous les partis politiques interviewés ont déclaré que le budget des partis d'opposition est trop limité pour financer cette assistance. En outre, ils ont précisé que les acteurs de la société civile ayant de bonnes relations avec le parti au pouvoir, comme l'association susmentionnée et certaines ONG religieuses, ne les laissent aucune place dans cette compétition symbolique.

En un mot, on peut dire qu'un grand nombre d'acteurs de la société civile à Sultanbeyli travaillent en harmonie avec l'État. Parfois ils ont même essayé d'assumer les responsabilités de l'État en termes de politique sociale envers les réfugiés syriens. Les constatés de cette étude ne conforment pas à l'approche très présente dans les débats en sciences sociales qui soutient une sorte d'opposition entre l'État et la société civile accentuant le rôle de la société civile dans la protection des droits et libertés individuels face à la domination étatique. On observe que les acteurs de la société civile à Sultanbeyli agissent comme des figures encourageant la réconciliation entre le pouvoir administratif et les citoyens.

L'accueil ou le rejet envers la permanence des réfugiés syriens en Turquie ne peut être compris que compte tenu des divisions politico-idéologiques, culturelles, ethniques et des distinctions entre les classes socio-économique qui existent actuellement dans la société. En analysant le discours de l'hospitalité envers les Syriens dans cette étude, on a non seulement rencontré les limites de l'hospitalité, mais aussi les lignes de failles sociales entre les individus ou communautés ayant un mode de vie et des idéologies différents.

Les résultats de cette enquête de terrain menée dans un arrondissement périphérique d'Istanbul nous donnent des indices sur la nature des relations entre les Syriens et les habitants dans d'autres arrondissements et villes de la Turquie, au moins dans une certaine mesure. En effet, on croit que la composition ethnique de Sultanbeyli, sa structure socio-économique informelle et son caractère conservateur reflètent, même si d'une manière générale, les caractéristiques de la majorité de la population globale de la Turquie.

ABSTRACT

A large part of the Syrians who escaped from the conflicts in Syria migrated to Turkey since April 2011 taking advantage of the open door policy of the Turkish government. As of August 2017, about 90% of the Syrian population of more than three million live in cities while only 8% of them stay at refugee camps. With a population of around 15 million, Istanbul has welcomed 500.084 Syrians (as of August 10, 2017) according to official records. This figure indicates that 16% of the Syrian population in Turkey live in Istanbul and Syrian refugees constitute 3% of Istanbul's total population. Sultanbeyli, an informal and conservative residential area on the outskirts of Istanbul, hosts more than 20.000 Syrians that constitute approximately 6% of its total population. Moreover, the abundance of services (e.g. health and education services) and social assistance provided by Sultanbeyli Municipality to the refugees are remarkably plentiful compared to the other districts of Istanbul. These factors guide us in conducting a field research in order to understand the relationships among the inhabitants and refugees and to examine the social services offered to Syrians in Sultanbeyli.

The majority of the population of Sultanbeyli consists of Anatolian migrants who came and settled there since 1950-1960s. It is important to analyze the nature of the relationship between the ancient migrants and the newcomers. Lastly, the overwhelming majority of the inhabitants of Sultanbeyli has a tendency to support the ruling party in the last elections. This factor helps us in understanding what is the impact of the government's hospitality policy on local people and how this impact plays a role in welcoming towards Syrians. In this study, we will deal with welcome and hospitality practices and discourses of the local people and other actors such as civil society organizations, political parties and local administrative authorities towards refugees in the framework of the government policy which attributes a temporary status to the Syrians.

This study is composed of two main parts that the first one looks into welcome and hospitality practices and discourses adopted by the local people towards the Syrians. In the first part, we drew a map of the limits of "hospitality" through semi-structured in-depth interviews realized with 49 inhabitants of Sultanbeyli, especially shopkeepers and employees of magazines and 12 Syrians who have been working in non-governmental organizations in Sultanbeyli. Although the positive and negative discourses regarding Syrians vary according to the socio-economic class and statue that one belongs to and the politico-ideological perspective of the individuals, the relationship between these two groups can be mainly approached as "*established-outsiders*" relationship as Elias and Scotson (1994 [1965]) call it.

The discourses and practices of the reception or rejection towards Syrians vary according to the socio-economic group and status of the interviewee. While amongst employees, lodgers and the groups who are more likely to have a low income level we observe an intolerance regarding Syrians because of the increase in the population of the district which resulted in an augmentation in rent increase and sudden decrease in the wages of the workers; employers and householders are

generally happy with this situation. In addition, many interviewees expressed the fact that the householders and employers abuse Syrians. The refugees are trying to make a living renting out substandard housing, some of them live even in ancient coal stores of the houses, at exorbitant prices. Besides, they are deprived of social security in the labor market and abused by working for lower wages compared to the established group. However, employers who make money at the expense of the Syrians feel uncomfortable with the fact that Syrian artisans set up a business and become especially owners of the jewelry stores in the district. In other words, we can say that the struggle for resources take place between established and refugee groups which have equivalent socio-economic characteristics.

The anger and accusation that attain sometimes a level of hate speech in the discourse of the women of the established group towards Syrian women can be seen as an indicator of conflict among them. Syrian women who had lost their husbands for a variety of reasons during the war and had to immigrate with their children to Turkey are obliged to do illegal marriage or practice prostitution to ensure their subsistence. In most cases, because of the lack of economic independence of local women, local men become a socio-economic resource in the eyes of two groups of women. This underlying competition is reflected in the speech of established women in the form of hate discourse, jealousy and slander. Discourses which aim to discredit Syrian women spark some bad rumors and legends about Syrian women among inhabitants.

These competitions regarding labor and real estate markets and “men” are at the same time intertwined with another competition for establishing a symbolic dominance over the residential area. In this framework, exclusionary and stigmatizing discourses were commonly recorded during interviews. Concerned discourses generally aim to create a hierarchy between the established group that one belongs to and the group of the Syrians which is positioned as inferior others by targeting their lifestyle and culture (e.g. culinary culture, clothing style, family life).

Another crucial factor which has an impact on welcoming of the Syrians is the approach of interviewees regarding government and its foreign policy. In general, we can say that the supporters of the government have adopted a more “hospitable” rhetoric towards the Syrians whereas who expresses his/her support for the opposition parties don't wish that Syrians would stay in Turkey. Yet, whether or not to support the ruling party alone does not always result in positive discourses regarding Syrians. Apart from political stance, nationalist and religious rhetoric can also cause some changes in discourses. For example, an interviewer supporting the government can oppose the presence of Syrians in Turkey in line with nationalist motivations. Again, someone expresses that he does not support the government may consider the Syrians as fellow-believers and develop a more hospitable discourse towards them if he/she is motivated by religion.

To summarize, we can say in the light of interviews realized with inhabitants that reception and hospitality towards Syrians depends on a number of factors in the case of Sultanbeyli. The intolerance fueled by rivalry for the socio-economic resource distribution can be replaced by a limited tolerance if it's a question of material or interest derived from the Syrians. We can best observe this phenomenon in more accommodating discourses of householders and employers which stem from their increasing gains thanks to the arrival of the Syrians. In this frame, it would not be wrong to say that there is a “conditional” hospitality, in Derrida's terms “*hospitalité conditionnelle*” towards Syrians in Sultanbeyli.

In the second part, we analyze the activities of non-governmental organizations, local administrative authorities and political party organizations in Sultanbeyli in the context of the discourses and practices of reception and hospitality. Before it, we focused on the concept of civil society in its broadest sense and various interpretations of the term in the social sciences debates in Turkey. In this framework, we approach some of the fundamental dimensions of these debates: the role of NGOs in contributing to the (non) democratization of the country, the dichotomy / coordination between the state and society, the intermediary role of civil society between the state and people, and finally civil society as an alternative figure which assume the state's responsibilities.

In the following section, we focus on the role of the state in terms of needs of refugees and their integration to the society since the beginning of the refugee crisis as well as the coordination between civil society organizations and the state. At this point, we examine what kinds of projects and collaborations oriented towards Syrians implemented nationwide by NGOs and municipalities in Istanbul. Lastly, we conclude this study by concentrating on the activities and discourses of civil society actors in Sultanbeyli in the context of the neo-liberal and Islamic transformation of social policy and economy in Turkey and Sultanbeyli in particular. These transformations will be our conceptual tools in order to analyze the role of the civil society actors regarding the welcome towards refugees in Sultanbeyli where many NGOs is competing to meet the needs of the Syrians as much as possible.

The AKP's open door policy allowed millions of Syrian refugees to enter Turkey. Nevertheless, the government has not taken some measures to meet the needs of this population (e.g. shelter, food, access to labor market, education and health services) that had to leave their country. Less than 10% of the Syrian population live in refugee camps and benefit from state-sponsored social services. The rest live in cities, often working in the informal sector and trying to make a living thanks to social assistance provided by their family circles and some NGOs.

In this framework, mostly religious motivated NGOs mobilize to provide social assistance to Syrians. In addition to these NGOs, some municipalities have occasionally tried to support refugees with social assistance. Unlike most of the municipalities in Istanbul, Municipality of Sultanbeyli has undertaken a pivotal role in aid and social service activities to Syrians. The Municipality, Direction of Migration, other public authorities such as the police and the *müftü* act together as a model for the coordination between the local establishments. These authorities have deal with this immense wave of immigration towards Sultanbeyli. Similarly, some *muhtars* have voluntarily undertaken the task of facilitating the settlement of the refugees in the districts and of building a consciousness of neighborly solidarity between the inhabitants and the refugees.

Işık and Pınarcıoğlu's work in the end of the nineties revealed that Sultanbeyli was governed by an understanding of local governance since its establishment as a residential area. The authors indicated that we could easily follow the traces of this understanding by examining the informal land and house sales which pave the way for the integration of Anatolian migrants to urban life throughout getting infrastructure services. In the light of the results of our fieldwork we may say that the Municipality of Sultanbeyli carries on this traditional understanding of local governance. The Municipality mobilized this time its resources, with the help of various informal networks, for the implementation of a social assistance project to its new inhabitants.

Refugee migration to Sultanbeyli began to increase towards the end of 2011. The fact that poverty of refugees became more visible in the district has fueled the desire of many people to help the refugees. The poor living conditions of the Syrians didn't tear the hearts of the citizens, but also of the prominent personalities and some of the municipal staff. Under the leadership of some important figures within the municipal organization an association was established in order to provide social services to Syrians. Activities of this association is not only limited to humanitarian aid distributions, but also it offers many social services to refugees, especially in the field of education and health. However, much of these services provided in a semi-informal sphere. The informal networks between the association and many institutions helps to overcome the bureaucratic and financial obstacles ahead of the implementation of such a large-scale project.

However, the abundance of aid provided to refugees are causing dissatisfaction among the inhabitants of the district. To alleviate this, the association has allocated special buildings where only Syrian children can receive education and all Syrians can benefit from health services paying reasonable fees. This physical separation of refugees from inhabitants cause an increase in the number of the myths and rumors about Syrians, which are very common among the people, and blocks communication channels by reducing the contact between the two groups.

Alongside these informal social services which are tolerated by some public authorities, this association is in coordination with lots of local NGOs. Many of them have an ideology of Islamic philanthropy. The number of such associations and foundations whose working principle is based on Islamic philanthropy has increased parallel to neoliberal social policy implementations and the political victory of the AKP in the 2000s. Some of them are religion-oriented organizations that have good relations with the ruling party and the at the local level with the municipality and SYDV. Religiously oriented NGOs contribute to strengthening preexisting Islamic community building process through social assistance, creating a sense of indebtedness and of gratitude toward aid organizations or the ruling party among Syrians. Despite this co-operation, we must note that there is a rivalry among the NGOs that compete for having symbolic prestige in the humanitarian field.

The functioning of all these institutions, including the SYDV is based on the neo-liberal rationality that prioritizes individual responsibility in combating poverty regardless of the socio-economic problems (e.g., unemployment and unbalanced income distribution) of the system. Neo-liberal rationality encourages donations based on volunteerism instead of putting more equal social welfare policies embracing every member of the society into practice. The -rhetoric and practices of NGO's interviewed employees and managers emphasize this neoliberal rationality in combating poverty and helping refugees.

As for the opposition parties and their civil branches, they expressed during interviews that they are almost completely excluded from competition for having the symbolic prestige. The fact that opposition parties do not take part in humanitarian projects stems partly from their negative stance regarding the presence of Syrians in Turkey. However, the representatives of all the political parties that we interviewed stated that the budget of the opposition parties is too limited to finance such assistance. In addition, they specified that civil society actors which have good relations with the ruling party, such as the aforementioned association and some religiously-oriented NGOs, leave no room for them in this symbolic competition.

In a nutshell, it can be said that a large number of civil society actors in Sultanbeyli work in harmony with the state and sometimes they even tried to replace the state's responsibilities in terms of its social policy to Syrian refugees. The findings of this study do not conform to the approach very present in debates in the social sciences which supports a kind of opposition between the State and civil society emphasizing the role of civil society in the protection of individual rights and freedoms in the face of state domination. We observe that civil society actors in Sultanbeyli act as figures encouraging reconciliation between administrative power and citizens.

The welcome or rejection regarding permanentization of Syrian refugees in Turkey can only be understood considering the political, ideological, cultural and ethnic divisions and class distinctions that are currently existing in the society. By analyzing the discourse of hospitality towards the Syrians in this study we have not only faced with the limits of hospitality, but also the social fault lines between individuals or communities that have different lifestyles and ideologies.

Findings of this field survey conducted in an informal and peripheral settlement area of Istanbul give us clues about the nature of relations between Syrians and inhabitants in other districts and cities of Turkey, at least to a certain extent. Indeed, we believe that Sultanbeyli's ethnic composition, its informal socio-economic structure and conservative stance reflect, albeit generally, the characteristics of the majority of the overall population in Turkey.

ÖZET

Ülkelerindeki çatışmalardan kaçan Suriyelilerin büyük bir bölümü Türk hükümetinin açık kapı politikasından yararlanarak Nisan 2011'den beri Türkiye'ye göç etmeye başladı. Ağustos 2017 itibariyle sayıları üç milyonu aşan Suriyeli nüfusun % 90'ından fazlası şehirlerde yaşarken, sadece %8'i mülteci kamplarında kalmaktadır. Yaklaşık 15 milyonluk nüfusu ile İstanbul, resmi kayıtlara göre 500.084 Suriyeliyi ağırlamaktadır (10 Ağustos 2017 itibariyle). Bu rakam Türkiye'deki Suriyeli nüfusun %16'sının İstanbul'da yaşadığını ve Suriyeli mültecilerin İstanbul'un toplam nüfusunun % 3'ünü oluşturduğunu ifade etmektedir. İstanbul'un eteklerinde enformel ve muhafazakar bir yerleşim alanı olan Sultanbeyli, toplam nüfusunun yaklaşık %6'sını oluşturan 20.000'den fazla Suriyeliye ev sahipliği yapıyor. Bunun yanı sıra Sultanbeyli Belediyesi tarafından mültecilere sağlanan hizmetlerin (örn. sağlık ve eğitim hizmetleri) ve sosyal yardımın İstanbul'un diğer ilçeleriyle karşılaştırıldığında dikkate değer biçimde fazla olması bizi, hem yerleşikler ve mülteciler arasındaki ilişkilere eğilmek hem de Suriyelilere sunulan sosyal hizmetleri yakından incelemek amacıyla Sultanbeyli'de bir saha araştırması gerçekleştirmeye yöneltti.

Diğer yandan, Sultanbeyli nüfusunun büyük bir bölümünün 1960'lı yıllardan başlayarak Anadolu kaynaklı göç dalgalarıyla gelip buraya yerleşen göçmenlerden oluşması, eski göçmeler ve ilçeye yeni gelen mülteciler, yani yerleşikler ve yeni gelenler arasındaki ilişkinin doğasını analiz edebilmek adına önem arz etmektedir. Son olarak Sultanbeyli nüfusunun ezici çoğunluğunun son seçimlerde iktidar partisini destekleyen bir eğilim sergilemesi hükümetin misafirperverlik politikasının yerel halkta nasıl bir etki bıraktığını ve Suriyelilere yönelik kabulde bu politikanın nasıl bir rol oynadığını anlamamıza katkıda bulunacaktır. Bu çalışmada, Suriyelilere geçici bir statü atfeden hükümet politikası doğrultusunda, yerel halkın ve sivil toplum örgütleri, siyasi partiler ve yerel idari otoriteler gibi diğer aktörlerin mültecilere yönelik kabul ve misafirperverlik uygulama ve söylemlerini ele alacağız.

Bu çalışma, birincisi, yerel halkın Suriyelilere yönelik benimsemiş olduğu kabul ve misafirperverlik uygulama ve söylemleri üzerine eğilen iki ana bölümden oluşmaktadır. İlk bölümde Sultanbeyli'deki esnaf ve mağaza çalışanları başta olmak üzere 49 yerleşiklerin yanı sıra sivil toplum örgütlerinde çalışan 12 Suriyeliyle gerçekleştirilen yarı yapılandırılmış derinlemesine görüşmeler aracılığıyla Sultanbeyli'deki "misafirperverlik" sınırlarının bir haritasını çıkardık. Suriyelilere yönelik olumlu ve olumsuz söylemler bireylerin sosyo-ekonomik sınıf ve statüleri ile politik ve ideolojik perspektiflerine göre değişiklik arz etse de esasen bu iki grup arasındaki ilişkiyi bir yerleşik-dışarıklı ya da Elias ve Scotson'un (1994 [1965]) tabiriyle söylersek bir "*established-outsiders*" ilişkisi olarak ele almak mümkündür.

Suriyeli varlığını benimseyici veya reddedici söylem ve pratikler sosyo-ekonomik sınıf ve statüye göre değişkenlik göstermektedir. İşçi sınıfına mensup, genelde ilçedeki evlerde kiracı olarak ikamet eden ve gelir düzeyi düşük olan

kesimlerde ilçenin nüfusunun artması sonucu kiralarda meydana gelen artış ve yine bu nedenle işçilik ücretlerindeki ani düşüş nedeniyle Suriyelilere karşı hoşgörüsüzlüğe daha fazla rastlanırken, iş verenler ve ev sahipleri bu durumdan genel olarak memnundur. Ayrıca, birçok görüşmeci ev sahiplerinin ve işverenlerin Suriyelilere yönelik sömürülerinin altını çizmiştir. Şayet, ilçede birçok Suriyeli eskiden kömür deposu olarak kullanılan yerlerde fahiş ücretler ödeyerek ve birkaç aile bir arada kalarak hayatlarını idame ettirmeye çalışmaktadırlar. Diğer taraftan iş piyasasında sosyal güvenceden mahrum ve yerleşiklere nazaran düşük ücretler karşılığı çalıştırılarak suistimal edilmektedirler. Ancak, Suriyelilerden maddi yarar sağlayan işverenler Suriyeli esnafın ilçede başta kuyumculuk olmak üzere çeşitli ticaret kollarında faaliyet göstermelerinden, mağaza ve dükkan sahibi olmalarından rahatsızlık duymaktadır. Diğer bir deyişle, kaynak mücadelesi birbirine eşdeğer sosyo-ekonomik özellikler taşıyan yerleşik ve mülteci grupları arasında cereyan etmektedir.

Bir başka “sosyo- ekonomik kaynak” rekabeti olarak görülebilecek durum ise yerleşik gruba mensup kadınların Suriyeli hemcinslerine yönelik nefret söylemine varan öfke ve suçlamalarıdır. Savaşta eşlerini çeşitli nedenlerle kaybetmiş ve Türkiye’ye çocuklarıyla birlikte göç etmek zorunda kalmış Suriyeli kadınlar zaman zaman geçimlerini sağlayabilmek için yerleşik gruptan erkeklerle yasal olmayan evlilikler yapmakta veya fuhuş piyasasına sürüklenmektedir. Çoğu durumda gerek yerleşik gerek mülteci kadınların ekonomik bağımsızlıklarının olmaması kadınların yerleşik gruba mensup erkeklerle yapılan evliliği geçimlerini garanti altına almak adına araçsallaştırmasına yol açmaktadır. Böylece yerleşik erkekler kadınlar arasında bir sosyo-ekonomik “kaynak” haline gelmektedir. Altta yatan bu rekabet yerleşik kadınların konuşmalarına nefret, kıskançlık ve karalamaya yönelik söylemler şeklinde yansımaktadır. Karalamaya yönelik söylemler Suriyeli kadınlar hakkında bir takım kötü dedikodu ve efsanelerin ortalıkta dolaşmasına neden olmaktadır.

İş ve emlak piyasasında başta olmak üzere kaynak paylaşımında yaşanan bu çekişme aynı zamanda yerleşilen alan üzerinde sembolik hakimiyet kurma amaçlı rekabetle iç içe geçmiştir. Bu çerçevede ele alındığında, görüşmeler sonucunda yerleşikler arasında yaygın olarak Suriyelileri dışlayıcı ve etiketleyici söylemlere rastlanmıştır. Söz konusu söylemler genel olarak Suriyelilerin yaşam tarzı ve kültürünü (örneğin; mutfak kültürü, giyim tarzı, aile yaşantısı) hedef alarak ait olunan yerleşikler grubu ile kendinden daha aşağıda olan bir “öteki” olarak konumlandırılan Suriyeli grup arasında bir hiyerarşi oluşturmaya yöneliktir.

Suriyelilere yönelik kabulde etkili olan başka bir kritik faktör de hükümete ve hükümetin Suriye politikasına olan bakıştır. Bir genelleme yapılırsa görüşmecilerden hükümeti destekleyenler Suriyelilere karşı görece daha “misafirperver” bir söylem benimsemişken, muhalefet partilerini desteklediğini ifade edenler Türkiye’de Suriyeli varlığına karşıdırlar. Ancak, tek başına hükümete destek verip vermemek de her zaman Suriyelilere yönelik söylemlerin olumlu olmasıyla sonuçlanmamaktadır. Politik duruş dışında milliyetçi ve dini söylemler de işin içine girebilmekte, örneğin, hükümeti destekleyen bir görüşmeci milliyetçi motivasyonlar doğrultusunda Suriyelilerin Türkiye’de bulunmasına karşı çıkabilmektedir. Yine hükümeti desteklemediğini ifade eden biri dini motivasyonu yüksek olduğunda Suriyelileri din kardeşi gibi görebilmekte ve onlara karşı daha misafirperver bir söylem geliştirebilmektedir.

Özetlemek gerekirse ilk bölümde yerleşiklerle yapılan görüşmeler sonucu Suriyelilere yönelik kabul ve misafirperverliğin en azından Sultanbeyli örneğinde birden çok faktöre bağlı olarak değişkenlik gösterdiğini söyleyebiliriz. Temelde ilçede mülteciler ve yerleşikler arasındaki sosyo-ekonomik kaynak rekabetinden beslenen hoşgörüsüzlük Suriyeliler üzerinden elde edilen maddi çıkar söz konusu olduğunda yerini kısıtlı da olsa hoşgörüyü bırakabilmektedir. Bunu en iyi, ev sahipleri ve işverenlerin Suriyelilerin gelişiyle artan kazançlarından kaynaklanan onlara yönelik daha müsahamalı söylemlerinde gözlemleyebiliyoruz. Bu çerçevede Sultanbeyli’de Suriyelilere yönelik “şartlı” bir misafirperverlik, Derrida’nın kullandığı şekliyle söylersek bir “*hospitalité conditionnelle*” olduğunu söylemek yanlış olmayacaktır.

İkinci bölümde ise, sivil toplum kuruluşlarının, yerel idari makamların ve siyasi parti örgütlerinin faaliyetlerini yine kabul ve misafirperverlik söylemleri ve uygulamaları bağlamında ele alıyoruz. Sultanbeyli’deki sivil toplum aktörlerinin faaliyetlerini ve söylemlerini analiz etmeye başlamadan önce sivil toplum kavramını en geniş anlamıyla ele almaya ve konuyla ilgili olarak Türkiye’deki sosyal bilimler tartışmalarındaki yorumların neler olduğuna odaklandık. Bunların başlıcaları ülkenin demokratikleşmesine katkıda bulunmada sivil toplumun rolü, devlet ve toplum arasındaki ilişkinin doğası (ikililik / eşgüdüm) , yerel yönetimlerin devlet ve sivil toplum arasındaki aracı rolü ve son olarak da sivil toplumun devlete alternatif bir aktör olarak ele alınması etrafında şekillenmektedir.

İzleyen bölümde Suriyeli mülteci krizinin başlangıcından beri devletin mültecilerin ihtiyaçları ve topluma entegrasyonu açısından üstlendiği role ve sivil toplum kuruluşlarıyla devlet arasındaki eşgüdüm üzerine eğildik. Bu noktada özellikle STK’ların ülke çapında ve Belediyelerin İstanbul genelinde Suriyelilere ilişkin ne gibi faaliyetler ve işbirlikleri içinde olduğunu inceliyoruz. Son olarak, Sultanbeyli’deki sivil toplum aktörlerinin faaliyetlerini ve söylemlerini ülkede ve Sultanbeyli özelinde sosyal politikanın ve ekonominin neo-liberal ve İslami dönüşümü çerçevesinde ele alarak çalışmamızı noktalandırıyoruz. Söz konusu dönüşümler birçok sivil toplum kuruluşunun Suriyelilerin ihtiyaçlarını mümkün olduğunca karşılamak için bir nevi yarışa giriştiği bu ilçede, mültecilere yönelik faaliyetleri analiz etmeye yönelik kavramsal araçlarımızı oluşturacaktır.

AKP’nin açık kapı politikası, milyonlarca Suriyeli mültecinin Türkiye’ye girmesine olanak vermiştir. Bununla birlikte, hükümet, ülkesini terk etmek zorunda kalan bu nüfusun ihtiyaçlarını (örn. barınak, gıda, işgücü piyasasına erişim, eğitim ve sağlık hizmetleri) karşılamak için gerekli bazı önlemleri almadı ya da alamadı ve bazı durumlarda ise alınan önlemler çok sınırlı kaldı. Ağustos 2017 itibarıyla Suriyeli nüfusun sadece yaklaşık %8’i mülteci kamplarında kalmakta ve devlet tarafından sağlanan sosyal hizmetlerden yararlanabilmektedir. Geri kalan kesim ise kentlerde yaşamakta, genellikle kayıt dışı sektörde çalışarak, aile çevrelerinin desteği ve bazı STK’ların sosyal yardımları ile geçimlerini sağlamaya çalışmaktadır.

Bu bağlamda, çoğunlukla dini motivasyonlu sivil toplum kuruluşları, Suriyeliler için sosyal yardım sağlamak amacıyla harekete geçtiler. Bu STK’ların yanı sıra bazı belediyeler de zaman zaman sosyal yardımlarla mültecilere destek olmaya çalıştı. İstanbul’daki çoğu belediyeden farklı olarak, Sultanbeyli Belediyesi, Suriyelilere yönelik yardım ve sosyal hizmet faaliyetlerinde öncü bir rol

üstlenmiştir.Yine yerel kurumlar arası koordinasyon ve iletişim açısından bir örnek teşkil edecek şekilde Sultanbeyli’de belediye, Göç İdaresi, emniyet ve müftülük gibi diğer kamu kurumları ve yetkilileri birlikte hareket ederek, Sultanbeyli’ye yönelik bu muazzam göç dalgasının idaresini gerçekleştirmektedir. Benzer şekilde, bazı mahalle muhtarları, mültecilerin ilçede yerleşmesine katkıda bulunmak ve yerleşikler ile mülteciler arasında komşuluk dayanışması bilincini oluşturma görevini gönüllü olarak üstlenmişlerdir.

Sultanbeyli’nin bir yerleşim alanı olarak kuruluşundan günümüze kadar süregelen ve izlerini kayıtdışı arsa ve konut satışlarında rahatlıkla gözlemleyebileceğimiz bir yerel yönetim anlayışıyla yönetildiği, Işık ve Pınarcıoğlu’nun doksanlı yılların sonundaki çalışmasında detaylı olarak ortaya konulmuştu. Söz konusu araştırmada, Anadolu’nun çeşitli bölgelerinden gelen göçmenlerin şehir hayatına uyum sağlamasında ve altyapı hizmetlerine kavuşmasında Belediye’nin devlet ile ilçe sakinleri arasındaki aracı rolü enformel yapılaşmaya göz yumması ile açıklanmıştı. Saha çalışmamızın sonuçlarına istinaden Sultanbeyli Belediyesi’nin bu çeşit bir yerel yönetim geleneğini devam ettirdiğini, bu sefer de ilçenin yeni sakinleri olan Suriyeliler için çeşitli enformel ilişki ağlarının yardımıyla büyük bir sosyal hizmet projesi için kaynaklarını seferber ettiğini söyleyebiliriz.

Sultanbeyli’ye yönelik mülteci göçü 2011 yılı sonlarına doğru gittikçe artmaya başladı. Yoksul mültecilerin ilçede daha görünür hale gelmesi pek çok kişide mültecilere yönelik yardım ve bağışta bulunma isteğini körükledi. Suriyelilerin kötü yaşam koşulları sadece vatandaşların değil, ilçenin önde gelenlerinin ve bazı Belediye çalışanlarının da Suriyelilere karşı bir duyarlılık geliştirmesine yol açtı. Belediye’deki bazı kilit noktalarada görev alan şahsiyetlerin önderliğiyle ve çeşitli girişimler sonucu Suriyelililere yönelik hizmet vermek amacıyla bir dernek kuruldu. Bu dernek sadece insani yardım dağıtımlarıyla yetinmeyip eğitim ve sağlık alanı başta olmak üzere mültecilere birçok sosyal hizmet sunmaktadır. Ancak, bu hizmetlerin sunumu, büyük bölümü yarı-resmi ya da yarı-gayriresmi diyebileceğimiz bir ortamda cereyan etmektedir. Böylesine büyük bir projenin hayata geçirilmesi önündeki bürokratik ve mali engellerin aşılmasında dernek ile birçok kurum ve kuruluş arasındaki enformel ilişki ağlarının etkin rolü yadsınamaz.

Ne var ki, mültecilere yönelik bol miktarda yardım, ilçe sakinleri arasında memnuniyetsizliği tetiklemektedir.Bu memnuniyetsizliği azaltmak için dernek yalnızca Suriyeli çocukların eğitim görebileceği ve tüm Suriyelilerin sağlık hizmetlerden makul ücretler karşılığı yararlanabilecekleri, mültecilerin hizmetine mahsus binalar tahsis etmiştir. Mültecilerle yerleşiklerin bu yolla birbirinden ayrılması vatandaşlar arasında oldukça yaygın olan Suriyelilerle ilgili efsane ve dedikoduları daha da artırmakta ve iki grup arasındaki teması azaltarak iletişim kanallarını tıkamaktadır.

Bazı resmi yetkililerce hoşgörülen bu gayriresmi sosyal hizmet sunumuna paralel olarak, bu dernek, çoğu, Suriyeli nüfusa yardım açısından islami hayırseverlik ideolojisini benimsemiş birçok yerel STK ile eşgüdüm içinde çalışmaktadır. İslami hayırseverlik prensibine dayanarak hizmet veren bu tür dernek ve vakıfların sayıları neoliberal sosyal politika uygulamaları ve 2000’li yıllarda AKP’nin siyasi arenadaki zaferiyle beraber gittikçe artmıştır. Bunlardan bazıları

iktidar partisiyle ve yerel düzeyde Belediye ile iyi ilişkiler içindeki dini yönelimli kuruluşlar olup SYDV ve Belediye ile işbirliği içindedirler. Dini yönelimli STK'lar sosyal yardım yoluyla mevcut islami karakterli cemaat inşa sürecini güçlendirmeye, yardım alanlarda yardım kuruluşlarına veya hükümete karşı bir borçluluk hissiyatı yaratmaya ve Suriyeliler arasında iktidar partisine yönelik bir minnetkarlık oluşmasına katkıda bulunmaktadır. Ancak, tüm bu işbirliğine rağmen, insani yardım alanında sembolik prestij kazanmak için yarışan STK'lar arasında ciddi bir rekabet olduğunu da not etmek gerekir.

SYDV de dahil olmak üzere tüm bu kurumların işleyişi sistemdeki birtakım sosyo-ekonomik (örn. işsizlik, eşitsiz gelir dağılımı) sorunları göz önüne almaksızın yoksullukla mücadelede bireysel sorumluluğu ön plana çıkaran neo-liberal rasyonaliteye dayanmakta ve toplumun tüm üyelerini kapsayan ve daha eşitlikçi sosyal refah politikalarını uygulamaya geçirmek yerine gönüllülük esasına dayanan bağışı teşvik etmektedir. Görüşülen STK çalışanlarının ve yöneticilerinin uygulamaları ve söylemleri yoksullukla mücadele ve mültecilere yardım konusunda benimsenmiş bu neoliberal mantığı vurgular niteliktedir.

Muhalefet partileri ve sivil kollarına gelince, insani yardım alanında faaliyet gösteren kurumlar arasında prestij için verilen bu yarıştan neredeyse tamamen dışlandıklarını görüşmelerde ifade etmişlerdir. Muhalefet partilerinin insani yardım alanında rol almaması, kısmen, Suriyelilerin Türkiye'deki varlıklarına karşı çıkmalarından kaynaklanmaktadır. Ancak, görüşülen tüm siyasi partilerin temsilcileri muhalefet partileri olarak bütçelerinin kısıtlı olduğunu, dolayısıyla böyle bir yardıma ayıracak bütçelerinin olmadığını belirttiler. Ayrıca; Belediye, sözkonusu dernek ve bazı dini karakterli STK'lar gibi iktidar partisiyle iyi ilişkiler içindeki sivil toplum aktörlerinin bu prestij yarışında kendilerine pek de yer bırakmadıklarını da vurguladılar.

Kısacası, Sultanbeyli'de çok sayıda sivil toplum aktörünün devletle uyum içinde çalıştığı ve bazen devletin Suriyelilere yönelik sosyal hizmet alanındaki namevduyetini ikame etmeye çalıştıkları söylenebilir. Sosyal bilimler tartışmalarında devlet ve sivil toplum arasında bir tür karşıtlık gören, sivil toplumun devletin tahakküm ve hakimiyeti karşısında demokrasiyi, bireysel hak ve özgürlükleri korumada önemli bir rol üstlendiğini düşünen görüşün aksine; Sultanbeyli'de sivil toplum aktörleri idari güç ile vatandaşlar arasında uzlaşmayı teşvik eden figürler olarak hareket etmektedirler.

Suriyeli mültecilerin Türkiye'de kalıcılaşmalarının yerleşikler tarafından kabulü veya reddi ancak toplumda halihazırda varolan siyasi, ideolojik, kültürel ve etnik bölünmüşlük ve sınıfsal ayrımlar gözönüne alındığında anlaşılabilir. Bu çalışmada Suriyelilere yönelik misafirperverlik söylemlerini analiz ederken sadece misafirperverliğin sınırlarıyla değil aynı zamanda farklı yaşam tarzı ve ideolojilere sahip birey ve topluluklar arasındaki toplumsal fay hatlarıyla da karşı karşıya geldik.

İstanbul'un çeperindeki enformel bir yerleşim alanında yürütülen bu saha araştırmasının bulguları bize, en azından bir dereceye kadar, diğer il ve ilçelerde de Suriyeliler ve yerleşikler arasındaki ilişkilerin doğasına ilişkin ip uçları vermektedir. Esasen, Sultanbeyli'nin etnik bileşimi, enformel sosyo-ekonomik yapısı ve muhafazakar duruşuyla ülke nüfusunun çoğunluğunun özelliklerini genel hatlarıyla da olsa yansıttığını düşünüyoruz.

INTRODUCTION

La Turquie a ouvert sa porte aux trois millions de réfugiés¹ syriens ayant fui des conflits militaires dans leur pays. De cette manière, elle est devenue le pays accueillant le nombre le plus élevé de Syriens. Le nombre de réfugiés syriens en Europe ou dans les autres pays voisins de la Syrie tels que la Jordanie, le Liban et l'Irak est moins important que celui enregistré en Turquie. C'est pour cela que le cas turc mérite de retenir l'attention.

Depuis 2011, les autorités turques et les médias nomment les Syriens comme les « invités », « demandeurs d'asile », « réfugiés » et/ou « migrants ». Ces appellations se sont évoluées dans le temps et elles sont utilisées de manière interchangeable et désordonnée.² Le gouvernement et les autorités les appellent, en général, « invités » en soulignant qu'ils ne sont pas des « réfugiés », mais plutôt un groupe assujéti à un encadrement juridique spécifique et « temporaire ». Ces discours accentuent d'avantage les expressions tel que « la Turquie a accueilli les Syriens à bras ouvert ».³

¹ Dans cette étude, on a nommé les Syriens comme « réfugiés » même s'ils ne soient pas reconnus comme tels par la loi. Lorsqu'ils sont sous la protection temporaire, leur statut juridique n'est pas équivalent à celui de réfugiés. Par contre, les conditions sous lesquelles ils ont immigré vers la Turquie est bien convenable pour les appeler, d'un point de vue sociologique, réfugiés. Car, il s'agit d'une immigration forcée causée par les conflits armés. Ainsi, il est probable que ces gens-là ne puissent pas retourner à leur pays d'origine au moins pour un certain temps.

² Nurcan Özgür Baklacioğlu et Zeynep Kılıncım, **Sürgünde Toplumsal Cinsiyet İstanbul'da Suriyeli Kadın ve LGBTİ Mülteciler**, Istanbul, Derin Yayınları, 2015, p.1.

³ « Başbakan Yıldırım : üç milyon Suriyeli kardeşimize kucak açtık » [Premier Ministre Yıldırım: on a ouvert nos bras à 3 millions de nos frères syriens], **Star**, le 1 février 2017, <http://www.star.com.tr/video/basbakan-yildirim-3-milyon-suriyeli-kardesimize-kucak-actik-video-727340/>.

Pendant les deux dernières années, il y a eu un intérêt croissant à l'égard de l'immigration des Syriens en Turquie dans les sciences sociales. Plusieurs chercheurs se sont concentrés sur l'impact de l'immigration syrienne à l'échelle nationale. D'autres ont mis l'accent sur les conséquences socio-économiques régionales de cette immigration au sud-est du pays où un bon nombre de réfugiés vivent à la fois dans les villes et dans les camps. Néanmoins, les études sur les réfugiés habitant ou travaillant dans les métropoles sont restées limitées. En rédigeant ce mémoire, on a centré notre attention sur les réfugiés syriens urbains vivant dans la périphérie d'Istanbul. La recherche a ciblé d'explorer les pratiques et les discours d'accueil et d'hospitalité envers les réfugiés syriens à Sultanbeyli.

1. L'immigration des Syriens en Turquie

Les réfugiés syriens ont commencé à entrer en Turquie à partir d'avril 2011 suivant les conflits armés dans leur pays et leur nombre augmente de manière régulière au bout de six dernières années. En février 2017, le Ministère de l'Intérieur turc a déclaré que le nombre total des demandeurs d'asile atteint 3.551.078 personnes⁴. Selon la Direction Générale de la Gestion de la Migration (*Göç İdaresi Genel Müdürlüğü* en turc, GİGM), en date du 10 août 2017⁵, 3.097.390 Syriens sont bénéficiaires de la protection temporaire.

Selon les mêmes statistiques, seulement 233.276 de Syriens vivent dans les centres d'accueil, le reste qui constitue plus de 90% des réfugiés préfère habiter en dehors des camps à cause des problèmes sécuritaires ou de la discrimination basée sur l'identité ethnique et religieuse⁶. 22 centres de refuge se trouvent dans les villes

⁴ « Türkiye'de mülteci sayısı 3 milyon 551 bin 78'e yükseldi » [Le nombre des réfugiés en Turquie a augmenté à 3 millions 551 milles 78], T24, le 15 février 2017, <http://t24.com.tr/haber/turkiyede-multeci-sayisi-3-milyon-551-bin-78e-yukseldi,389055>.

⁵ « Yıllara göre geçici koruma kapsamındaki Suriyeliler » [Les Syriens sous la protection temporaire par année], İç İşleri Bakanlığı Göç İdaresi Genel Müdürlüğü [Ministère des Affaires Intérieures Direction Générale de la Migration], http://www.goc.gov.tr/icerik6/gecici-koruma_363_378_4713_icerik, (Accédé au 19 août 2017)

⁶ Baklacioğlu et Kılıncım, *op. cit.*, p.1.

frontalières ou dans d'autres villes au sud-est du pays qui sont à proximité de la frontière syrienne : Şanlıurfa, Gaziantep, Kahramanmaraş, Mardin, Hatay, Kilis, Adana, Osmaniye, Malatya et Adıyaman. Néanmoins, les réfugiés syriens ont aussi bien choisi de vivre dans les métropoles se situant à l'ouest du pays comme Istanbul, İzmir et Bursa.

Istanbul, ville mégapole de sa région avec une population d'approximativement 15 millions, accueille officiellement⁷ 500.084 Syriens en août 2017 ; cela veut dire que 16% de la population Syrienne en Turquie vit à Istanbul. Les réfugiés syriens constituent 3% de la population totale d'Istanbul.⁸

En bref, il s'agit d'une immigration massive vers la Turquie. Cette vague migratoire se diffère des précédentes qui ont marqué l'histoire du pays. Dans le prochain chapitre on va aborder ces différences.

2. L'histoire de l'immigration en Turquie et la politique de l'accueil à l'égard des Syriens

Depuis la fondation de la république, la Turquie a reçu des millions de migrants et a adopté différentes stratégies afin de gérer les vagues migratoires par rapport à la conjoncture politique nationale et mondiale. Au début, la politique de

⁷ Ceux qui vivent "officiellement" sont des personnes enregistrées par la Police. La procédure d'enregistrement nécessite une série d'opérations. Tout d'abord, l'enregistrement préliminaire (*ön kayıt*, en turc) du réfugié est réalisé par GİGM (Direction Générale de la Gestion des Migrations). Deuxièmement, la Police mène une investigation à l'égard du réfugié. Ensuite, le chef du quartier (*mahalle muhtarı*, en turc) vérifie la validité de l'adresse présentée à la Police. Finalement, DGMM réenregistre le réfugié et met fin à ce processus. Les réfugiés qui ont eu un enregistrement du lieu de résidence peuvent prouver le lieu où ils vivent. Il y en a d'autres ayant une adresse ailleurs mais vivant à Istanbul. Au début de l'immigration, une grande partie de réfugiés ont préféré ne pas être enregistrés parce qu'ils avaient peur qu'ils ne puissent pas aller vers un troisième pays s'ils ont été enregistrés en Turquie. Certains parmi eux étaient réticents à l'égard de l'enregistrement parce qu'ils étaient douteux par rapport à l'obligation de rester dans les camps des réfugiés suite à l'enregistrement. En guise de conclusion, le nombre réel de Syriens vivant à Istanbul est beaucoup plus élevé que celui enregistré selon les statistiques officielles.

⁸ La Population totale d'Istanbul selon les statistiques de l'Institut des Statistiques de la Turquie (*Türkiye İstatistik Kurumu*, TÜİK en turc) était 14.804.116 d'après les données de 2016. « Yıllara Göre İl Nüfusları 2000-2016 » [Les populations des villes par année 2000-2016], **İç İşleri Bakanlığı Göç İdaresi Genel Müdürlüğü** [Ministère des Affaires Intérieures Direction Générale de la Gestion de la Migration], <http://www.tuik.gov.tr/UstMenu.do?metod=temelist>. Pour plus d'information sur la répartition des syriens par arrondissements voir M. Murat Erdoğan et al., "Kopuş"tan "Uyum"a Kent Mültecileri, Suriyeli Mülteciler ve Belediyelerin Süreç Yönetimi: İstanbul Örneği, Istanbul: Marmara Belediyeler Birliği Kültür Yayınları, 2017.

la frontière a mis l'accent sur *nation-building* (l'édification de la nation) et s'est basée sur l'idée de fraternité ethnique (*soydaşlık*, en turc).⁹ À travers les échanges de population turco-grec et les départs volontaires et forcés des minorités non-musulmanes en plusieurs vagues, la population se nationalisait. Entre les années cinquante et quatre-vingt l'État a continué cette politique de « *turcification* ».

Dans les années quatre-vingt, pour la première fois, la Turquie confrontait l'immigration des réfugiés qui « *n'étaient ni turcs ni musulmans* ». ¹⁰ D'une part, le processus de globalisation ayant ouvert la voie pour l'immigration transnationale ainsi que la circulation des technologies, des biens, des idées et de la monnaie au niveau mondiale est une des raisons de l'immigration vers la Turquie. D'autre part, les bouleversements politiques dans la région a rendu la Turquie un pays d'accueil pour les réfugiés, notamment, les demandeurs d'asiles Afghans sont arrivés en Turquie lors de l'intervention militaire soviétique en Afghanistan (1979-1989). La fin de la Guerre Froide a provoqué des vagues d'immigration venant des anciens pays Soviétiques vers la Turquie. Aussi, suite à la Révolution Islamique Iranienne en 1980 ; au Massacre de Halabja en 1988 et à la Première Guerre du Golfe en 1991 un grand nombre de personnes ont dû quitter leur pays et se sont réfugiées en Turquie. En 1989, les Pomaks et les Turcs ont fui le harcèlement brutal du régime communiste bulgare. Plus tard, les Bosniaques et les Albanais sont arrivés après l'effondrement de la Yougoslavie. Finalement, en raison de l'occupation de l'Afghanistan par les États-Unis en 2001 les Afghans ont immigré en Turquie. ¹¹

Depuis les deux dernières décennies, le caractère de l'immigration vers le pays a tout-à-fait changé. Divers facteurs internes et externes l'ont façonné dans la période suivant la guerre froide. Tout d'abord, le processus de la mondialisation était un paramètre externe qui a affecté forcément la transformation de la Turquie en un pays de « transition » en termes de migration. ¹² Simultanément, étant une

⁹ La loi no. 2510/1934 et la loi no. 5543/2006 réglant le sujet d'installation des réfugiés soulignent que « *être d'origine et de culture turque* » est la condition de pouvoir entrer et s'établir légalement en Turquie et d'être considéré comme « un migrant ».

¹⁰ Ahmet İçduygu et Damla B. Aksel, « Turkish Migration Policies : a critical historical retrospective », *Perceptions*, 2013, Vol. XVIII, No. 3, pp.170-173.

¹¹ Danış et Parla, « Nafile Soydaşlık : Irak ve Bulgaristan Türkleri örneğinde göçmen, dernek ve devlet », *Toplum ve Bilim*, 2009, 114, p.141.

¹² İçduygu et Aksel, *op.cit.*, p.178.

caractéristique propre au pays, l'économie de marché libre formée par l'informalité a été un changement interne décisive en termes d'attraction des immigrés. En outre, l'assouplissement du régime migratoire, comme élément interne, a rendu l'immigration en Turquie plus facile qu'auparavant. La contribution de la position partiellement libérale du gouvernement d'AKP a été crucial en termes du renouvellement de la politique migratoire du pays. Dernièrement, l'ambition de la Turquie en vue de devenir un membre de l'Union Européenne et la libéralisation politique ont provoqué un processus d'évolution en ce qui concerne la politique traditionnelle du pays mettant l'accent sur l'identité nationale. Dans le cadre de l'adaptation du pays aux critères de l'Union Européenne, la Turquie a été incitée de reconnaître les cultures et les ethnies divergentes. Incontestablement, cette transformation conceptuelle a eu un impact sur la perception des étrangers et les migrants aux yeux de l'Etat ainsi que de la société. Ce qui oblige le pays à reformer la politique gouvernementale en admettant que la Turquie est devenu un pays de « transition ».¹³ Cependant, comme souligné par Daniş et Parla « (...) ces changements existant en théorie et qui sont utilisés comme un atout important maintenus à l'ordre du jour dans le processus de négociation avec l'Union Européenne, les politiques « tacites et transitoires » appliquées selon la situation en pratique et la structure du groupe de migrants sont influents ». Dans la période suivant les années 1990, parallèlement à la dérégulation des mouvements migratoires, à la fois le statut et le régime migratoire du pays peuvent être désignés par leur caractère « incertaines ou bien pour mieux dire provisionnels » selon Daniş et Parla.¹⁴

Les discussions concernant les politiques d'immigration de la Turquie ont principalement eu lieu autour de la définition du terme « réfugié ». La Turquie a signé la Convention de Genève datée de 1951. Cet accord a attribué le statut de « réfugié » à ceux

« qui, par suite d'événements survenus avant le 1er janvier 1951 et craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne

¹³ Ibid., p.179.

¹⁴ Daniş et Parla, **op.cit.**, p.141.

peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner. »¹⁵

Cependant, les autorités turques ont adopté la limitation géographique. C'est-à-dire qu'on considère une personne sous les conditions précisées par la Convention comme « réfugié » si elle est issue d'un pays européen. D'autres réfugiés sont nommés comme « demandeurs d'asile » et ne peuvent jouir des droits d'un réfugié. Crucialement, la plupart des réfugiés est originaire des pays non-européens, particulièrement, de l'Irak, de l'Iran, de l'Afghanistan, de la Somalie et du Soudan¹⁶. Bref, la Turquie met en œuvre deux politiques différentes pour les réfugiés européens et non-européens. Le statut des réfugiés non-européens a été déterminé par la réglementation no. 6169 daté 1994.¹⁷ D'après cette réglementation, une personne peut devenir « demandeur d'asile » et avoir la protection internationale temporaire jusqu'à sa réinstallation dans un pays tiers si sa situation est en conformité avec l'article de la Convention de Genève citée ci-dessus.¹⁸

À la fin de 2011, les bonnes relations entre le gouvernement d'AKP et Bachar el-Assad ont dégradé et le gouvernement turc a annoncé son soutien aux groupes oppositionnels en Syrie en reconnaissant l'autorité du Conseil National Syrien à l'époque. Simultanément, la Turquie a adopté la politique de « portes ouvertes » envers les Syriens.¹⁹ Le Ministre des Affaires Extérieures et le Premier Ministre l'ont exprimé plusieurs fois dans leur discours.²⁰ La manifestation de cette posture a été

¹⁵ “Definition of the term ‘refugee’” [Definition du term du ‘réfugié’], **Convention and Protocol Relating to The Status of Refugees** [Convention et protocole relatif au statut des réfugiés], <http://www.unhcr.org/3b66c2aa10>.

¹⁶ Cavidan Soykan, “The new draft law on foreigners and international protection in Turkey”, **Oxford Monitor of Forced Migration**, 2012, Vol.II, No. 2, p.39.

¹⁷ Il s'agit du Règlement de 1994 sur « Les procédures et les principes relatifs aux afflux massifs et étrangers arrivant en Turquie soit en tant que particuliers, soit en groupes désireux de demander l'asile soit de la Turquie soit de demander des permis de séjour avec l'intention de demander l'asile d'un pays tiers », le Journal Officiel, No.22127, le 30 novembre 1994.

¹⁸ Baklacioğlu et Kivılcım, **op.cit.**, p.7-8

¹⁹ Kemal Kirişçi, **Syrian refugees and Turkey's challenges: Going beyond hospitality**, Washington, DC: Brookings Institution, 2014, p. 5.

²⁰ « Erdogan : Suriyelilere kapımız açık » [Erdogan: Notre porte est ouvert aux Syriens], **T24**, le 8 juin 2011, <http://t24.com.tr/haber/erdogan-suriyelilere-kapimiz-acik149922>.

accompagnée par l'hostilité contre Assad. Le gouvernement turc a toujours souligné la cruauté et la dictature du président syrien envers son peuple.²¹

Malgré l'expérience de la Turquie avec les demandeurs d'asile et les réfugiés, le pays n'avait pas une expérience similaire à cette dernière vague d'immigration des Syriens. Kirişçi a dénoté que pour trois raisons cela s'est divergé des précédentes. Premièrement, le nombre des réfugiés est le plus important dans l'histoire du pays. Dans un deuxième temps, la Turquie n'a jamais adopté une politique de « portes ouvertes » pour des masses des réfugiés non-européens de cette ampleur. Finalement, pour la première fois, une agence gouvernementale (GİGM) chargée de la gestion de l'immigration vers le pays a été établie par la mise en œuvre du premier document législative dans l'histoire du pays en matière de réglementation de l'état juridique des immigrants et des étrangers.²²

En fait, l'établissement de GİGM résulte d'un long processus d'adaptation aux critères d'Union Européenne en ce qui concerne le régime de l'asile et de la migration qui s'inscrit dans la même ligne avec un processus ayant commencé par le Plan d'Action National accepté en 2005.²³ Au fil des années, les préparations pour une nouvelle réglementation retardée continuaient. Parallèlement à ce processus de préparation, en 2011 la violence en Syrie a déclenché la migration en masse des Syriens vers la Turquie. Dans ce cadre-là, la loi sur les Étrangers et la Protection Internationale (*Yabancılar ve Uluslararası Koruma Kanunu* en turc, YUKK), qui « *définit et regroupe légalement toutes les définitions utilisées dans le domaine sous le même cadre juridique pour la première fois* » est entrée en vigueur en 2013, deux ans après l'arrivée des premiers groupes de réfugiés syriens.²⁴ En 2014, en se référant à l'article No. 91 de YUKK, la Réglementation de la Protection Temporaire (*Geçici Koruma Yönetmeliği*, en turc, GKY) à l'égard des Syriens est entrée

²¹ « Erdogan : Esad bana göre teröristtir » [Selon moi Assad est un terroriste], **Sözcü**, le 31 octobre 2014, <http://www.sozcu.com.tr/2014/dunya/erdogan-Assad-bana-gore-teroristtir-636455/>.

²² Kirişçi, **op. cit.**, pp.8-9.

²³ Voir İltica ve Göç Alanındaki Avrupa Birliği Müktesebatının Üstelenilmesine İlişkin Türkiye Ulusal Eylem Planı [Le plan d'action national de la Turquie pour l'adoption de l'acquis de l'Union Européenne dans le domaine de l'asile et de la migration], **İç İşleri Bakanlığı Göç İdaresi Genel Müdürlüğü** [Ministère des Affaires Intérieures Direction Générale de la Gestion de la Migration] [http://www.goc.gov.tr/files/files/turkiye_ulusal_eylem_plani\(2\).pdf](http://www.goc.gov.tr/files/files/turkiye_ulusal_eylem_plani(2).pdf)

²⁴ Soykan, **op.cit.**, p. 41

envigueur.²⁵ Avant cette date, il n'y avait pas un texte juridique qui définissait les droits et le statut des Syriens.

3. Travail de terrain : un quartier informel à la périphérie d'Istanbul

L'arrivée des Syriens a déclenché un processus de transformation et d'évolution sociologique au sein de la société. La conjoncture économique et politique de la Turquie devient de plus en plus compliquée depuis l'arrivée des réfugiés. La Turquie étant un pays de moyen-revenue où le niveau de bien-être est modeste, la majorité des citoyens ont un pouvoir d'achat limité et un accès réduit aux marchés d'emploi et au système de la sécurité sociale. De même, la société est divisée par les idéologies politiques et conflits basés sur l'identité ethnique et religieuse. La participation d'une grande population ayant ses propres caractéristiques socio-économiques et culturelles ont certainement un impact sur la vie des populations préexistantes et vice versa. Ainsi, il est nécessaire d'examiner les pratiques et les discours de l'accueil et de l'hospitalité envers les réfugiés syriens lors de ce processus d'installation en Turquie.

Dans la littérature scientifique, il y a certaines études réalisées au sujet des réfugiés syriens en Turquie ainsi que les activités des ONG et des autorités locales. A part les recherches se focalisant sur l'aspect juridique du sujet, une grande partie des recherches se concentre sur les populations syriennes vivant dans les villes frontalières et analyse l'impact de leur statut temporaire sur leurs conditions de vie (voir le rapport de Biner et Soykan à Gaziantep), les difficultés qu'ils ont rencontrées (voir l'étude de Baklacioğlu et Kıvılcım sur les femmes et les LGBTI à Istanbul), leur niveau socio-économique (e.g. la participation au marché du travail) et la nature des rapports sociaux entre les populations locales et les réfugiés (voir la recherche de Lordoğlu et Aslan sur les villes frontalières)²⁶. D'autres abordent les activités des

²⁵ Voir Geçici Koruma [Protection Temporaire], Voir İltica ve Göç Alanındaki Avrupa Birliği Müktesebatının Üstelenilmesine İlişkin Türkiye Ulusal Eylem Planı, İç İşleri Bakanlığı Göç İdaresi Genel Müdürlüğü [Ministère des Affaires Intérieures Direction Générale de la Gestion de la Migration], http://www.goc.gov.tr/icerik3/gecici-koruma_409_546_552.

²⁶ Kuvvet Lordoğlu et Mustafa Aslan, «En Fazla Suriyeli Göçmen Alan Beş Kentin Emek Piyasalarında Değişimi: 2011-2014», Çalışma ve Toplum, 2016, Vol. 49, No.2, <http://www.calismatoplum.org/sayi49/lordoglu.pdf>.

ONG et des municipalités à l'échelle nationale ou régionale en termes d'accueil des Syriens (e.g. les services et les aides fournies aux réfugiés (voir les rapports rédigés par IGAM, YD, IPM et Kutlu cités dans la deuxième partie de cette étude). Le travail de terrain réalisé dans le cadre de ce dernier type de recherches est en général se limite aux entretiens réalisés avec les représentants de ces établissements.

A la différence de plusieurs recherches réalisées dans les villes frontalières, on a mené une enquête de terrain à Istanbul, la mégapole accueillant 16% de l'ensemble de la population syrienne vivant dans le pays. En ayant réalisé des entretiens face-à-face avec les habitants (e.g. petits commerçants, employé(e)s des magasins etc.), les représentants des partis politiques et les ONG ; on a voulu mettre en œuvre une étude profonde non-seulement sur les rapports entre les populations locales et les réfugiés, mais aussi sur les activités des établissements locaux (y compris les ONG et les institutions publiques) concernant l'accueil des réfugiés à travers l'analyse des discours et des pratiques de l'hospitalité dans le cadre politico-juridique englobant les réfugiés syriens.

On a choisi Sultanbeyli, un arrondissement périphérique qui se situe à 35 km de distance au centre de Kadıköy sur la rive asiatique d'Istanbul en tant que terrain de recherche. Autrement dit, l'enquête du terrain n'a pas été menée à l'échelle de la ville mais à l'échelle d'un arrondissement, dû à des contraintes budgétaires et temporelles. Cependant ces contraintes n'étaient pas les seuls facteurs qui nous ont poussé à choisir cet arrondissement comme terrain.

Avant tout, la population syrienne habitant à Sultanbeyli, 20.860 à la fin de 2016, atteint un nombre énorme en comparaison avec d'autres arrondissements de la ville. A partir de 2012 les réfugiés syriens sont arrivés à Sultanbeyli. Lors de la rédaction de ce mémoire, en mars 2017, les Syriens constituaient 6% de la population totale de Sultanbeyli.²⁷

Deuxièmement, l'abondance des services (e.g. sanitaire, éducatif) et d'assistance sociale fournies aux Syriens par la Municipalité de Sultanbeyli a attiré notre attention sur les activités caritatives ayant lieu dans cet arrondissement. Etant le

²⁷ A partir du 31 décembre 2016, 20.860 de Syriens ont été enregistrés par la Préfecture de Police à Sultanbeyli (l'entretien dans la Préfecture de Police en 6 janvier 2017) tandis que l'ensemble des populations locales sont 324.709 de personnes –sauf le réfugiés- à partir de la même date, selon le site d'internet officiel de la Municipalité de Sultanbeyli. Voir <http://www.sultanbeyli.gov.tr/ilcemizin-nufus-durumu>.

pionnier entre plusieurs municipalités au niveau de ville, la Municipalité de Sultanbeyli a mis en œuvre un grand projet pour l'assistance sociale sponsorisé par les fonds des organisations internationales tels que les fondations et les organisations internationales comme l'ONU, l'UNESCO, l'UNICEF etc. Ce projet est réalisé par une association ayant des relations étroites avec la Municipalité, dont nous allons traiter en détails ci-dessous. A côté des activités de cette association, plusieurs d'autres associations et structures de charité nationales et locales font des efforts pour assister les réfugiés syriens à Sultanbeyli.

Dans un troisième lieu, le fait que les habitants de Sultanbeyli sont également des migrants étant venu de diverses régions de l'Anatolie nous donne l'occasion d'examiner les rapports sociaux entre les anciens et les nouveaux migrants installés dans le même arrondissement. Les premiers habitants de l'arrondissement étaient issus du nord-est du pays, particulièrement de Trabzon, Muş, Gümüşhane, Tokat et Erzurum. Dans les années successives, on voit un déplacement interne au niveau de la ville : les migrants anatoliens installés ailleurs à Istanbul commencent à s'installer à Sultanbeyli. Enfin, dans les années quatre-vingt-dix, cette fois-ci les migrants d'origine kurde s'installent dans l'arrondissement suite à la migration forcée. Avec chaque vague migratoire, les nouveaux arrivants confrontent plus de difficultés pour s'intégrer par rapport à ceux qui sont arrivés auparavant, car, les ressources socio-économiques comme l'emploi, les terrains et les logements dont on a besoin afin de survivre dans la ville se sont réduits au bout du temps contrairement à l'accroissement de la population locale. Ainsi, les anciens migrants s'imposent aux nouveaux en tant que patrons, propriétaires de maison et terrains. Dans leur ouvrage sur Sultanbeyli, Işık et Pınarcıoğlu appellent cette situation « pauvreté en alternance » (*nöbetleşe yoksulluk*, en turc).²⁸ Les premiers habitants ayant été originaire du nord-est du pays ont en générale tiré parti dans les affaires politiques de l'arrondissement et sont devenus les personnalités notables en termes d'administration locale tandis que les habitants ultérieurement installés à Sultanbeyli tel que les migrants d'origine kurde restent généralement au bas de l'échelle pyramidale de la pauvreté en alternance. A ce point, on peut réclamer un chevauchement global entre le niveau socio-économique et l'origine ethnique des

²⁸ Oğuz Işık et M. Melih Pınarcıoğlu, *Nöbetleşe Yoksulluk Gecekondulaşma ve Kent Yoksulları : Sultanbeyli Örneği*, Istanbul, İletişim, 2001.

habitants de Sultanbeyli variant selon la période d'installation. On se demande comment la présence des Syriens, les derniers arrivants constituant une autre entité ethnique, influence les rapports de domination préexistante à Sultanbeyli.

Finalement, il faut souligner le rôle de la perspective politico-idéologique des individus dans la construction des discours d'hospitalité vers les réfugiés syriens. Les habitants de Sultanbeyli sont, dès le début, des conservateurs religieux. Depuis sa fondation dans les années quatre-vingt, la Municipalité de Sultanbeyli était toujours sous la gestion des partis politiques islamistes²⁹ (RP/FP/AKP). Les premiers maires de l'arrondissement ont formé une politique municipale au niveau local en instrumentalisant les pratiques informelles tel que l'occupation informelle du terrain public et la construction informelle du logement. Donc l'informalité est la caractéristique principale dès le début de l'histoire de Sultanbeyli. Selon Işık et Pınarcıoğlu, la municipalité a bien dirigé le sentiment d'une collaboration cachée parmi tous les habitants de ce quartier informel quelle que soit la position de ceux-ci dans l'échelle du système pyramidal de la « *pauvreté en alternance* ». ³⁰ Car, tous partageaient un point commun : la non-conformité aux règles formelles. De cette manière, la Municipalité gérée par les partis islamistes successives a réussi de créer une communauté de caractère islamique autour du sentiment partagé d'incertitude découlant de l'informalité et de la méfiance à l'égard des règles formelles. Les valeurs conservatrices et les réseaux de connaissances et de *hemşeri*³¹ ont renforcé les liens personnels au sein de cette communauté. Etant héritière de la tradition municipale de RP/FP, l'AKP a atteint une réussite non-négligeable dans les élections nationales et locales récentes à Sultanbeyli : dans les élections ayant lieu en juin 2015, l'AKP a eu 57% et en novembre 2015 67% des voix valides à Sultanbeyli.

²⁹ Pour appeler les partis politiques, le RP et le FP on utilise le terme « islamiste » puis que l'idéologie et le plan d'action de ces deux partis ne signalaient pas seulement une approche conservatrice et islamique. Le RP et le FP ont eu une politique donnant l'importance aux normes de Coran dans la réglementation de l'ordre public ainsi qu'à l'idéal de la création de la umma islamique. Quant à l'AKP, même si au début, c'était un parti conservateur mais libéral, les discours et pratiques du parti se sont de plus en plus évolués vers l'Islamisme. Alors, dans le cas de Sultanbeyli il s'agit des gouvernements locaux de partis politiques islamistes.

³⁰ *Ibid.*, pp.267-268.

Ainsi, il est intéressant d'observer les rapports du pouvoir et les interactions entre les nouveaux venus et les anciens migrants au travers de l'évaluation des discours et des pratiques de l'accueil et de l'hospitalité en questionnant comment la politique d'« hospitalité » du gouvernement ayant une place privilégiée à Sultanbeyli affecte le positionnement des habitants vis-à-vis les réfugiés.

4. L'objectif et la méthodologie de la recherche

En réalisant cette recherche notre point de départ a été formé par certaines questions : Comment les habitants de Sultanbeyli ont accueilli les réfugiés syriens ? Quels sont les pratiques et les discours d'hospitalité que ces populations construisent au tour de la présence des réfugiés ? Quelles sont les limites de cette hospitalité ? En gardant ces questions à l'esprit on a contacté les acteurs d'accueil locaux tels que les petits commerçants, les ONG, les représentants locaux des partis politiques principaux et les bureaux des autorités administratives à Sultanbeyli afin de mettre en lumière les discours et les pratiques de l'accueil et de l'hospitalité envers les réfugiés syriens.

On a eu recours à la méthode qualitative lors de la réalisation de cette recherche. Cette préférence découle en partie de l'impossibilité de mener une enquête généraliste à l'ensemble des populations locales. Puis qu'on n'a pas les moyens nécessaires (e.g. les données démographiques des populations locales et les enquêteurs/enquêtrices) pour mettre en œuvre ce type de recherche. Mais aussi, la méthode qualitative nous donne l'occasion d'examiner en profondeur la construction des discours. Pendant l'entretien on peut saisir l'évolution des mimiques, des gestes et de l'intonation qui nous disent beaucoup plus de choses sur la nature et les fluctuations des sentiments ainsi que l'intention derrière des discours des enquêtés que les mots. Le plus important est qu'à travers l'entretien les enquêtés

³¹ Le mot *hemşeri* signifiant « ce qui est venus du même 'pays' ou 'petite région' (*yöre*, en turc) » est traduit en français par Jean-François Pérouse. Pour les *Hemşeri Dernekleri* l'auteur suggère le terme « des associations de 'pays' » tandis que pour nommer les *Yöre Dernekleri* il préfère d'utiliser l'expression « les associations de compatriotes ». Pour une étude approfondie sur les associations de *hemşeri*, voir Jean-François Pérouse, « Phénomène migratoire, formation et différenciation des associations de *hemşehri* à Istanbul : chronologies et géographies croisées », *European Journal of Turkish Studies* [Online], 2005, No.2. Consulté à l'adresse <http://ejts.revues.org/www.ejtd.revues.org/369>.

peuvent s'exprimer davantage et de manière détaillée. On croit que l'inclusion de l'enquêteur/l'enquêtrice « dans » la recherche et sa confrontation avec les enquêtés se servent à la fois à l'auto-développement de ce dernier et l'amélioration de sa compréhension de la société dans laquelle il/elle vit.

On a réalisé 66 entretiens approfondis semi-directifs entre octobre 2016 et janvier 2017. À l'exception d'un seul entretien en anglais (celui avec un gestionnaire du Croissant Bleu International), tous ont été réalisés en turc. Certains interviewés sont des employé(e)s syriens qui travaillaient dans les ONG locales. On les a contactés à l'intermédiaire de ceux qui sont bilingues parmi eux.

On peut catégoriser nos interviewés parmi les habitants de Sultanbeyli en trois grande partie : les employeurs ou les travailleurs autonomes tels que les agents immobiliers, les orfèvres, les vendeurs des appareils électroménagers et des produits ménagers d'occasion, les quincailliers dont les magasins se situent au centre de l'arrondissement, dans le Boulevard *Fatih*, l'avenue principale et dans les centres commerciaux (*Atlaspark* et *Plato AVM*)³²; les employé(e)s qu'on a interviewé(e)s pendant les horaires du travail travaillant dans les magasins se trouvant dans le Boulevard *Fatih* et à proximité de ce boulevard³³ ainsi que dans les magasins qui se placent au sein des deux centres commerciaux de l'arrondissement cités ci-dessus et enfin les personnes tels que les élèves du lycée, les femmes au foyer et les retraités ayant qui passent leur temps libre à se détendre dans le parc ou à aller voir un film au cinéma.

Quant aux ONG, on en a visité six. L'acteur principal dans le domaine associatif est l'Association des Réfugiés (*Mülteciler Derneği*, MD) étant fortement rattachée à la Municipalité de Sultanbeyli. En outre, on a communiqué avec le

³² En 2012, *Plato AVM* et en 2015 *Atlaspark* ont ouvert leurs portes aux clients. Il y a juste quelques kilomètres entre les deux. *Atlaspark* (étant vraiment un bâtiment immense) se trouve à proximité des guichets d'autoroutes reliant le quartier à Istanbul. L'existence inattendue de ces deux centres commerciaux dans le quartier nous a surpris. Car, on ne pensait pas qu'il y ait un centre commercial dans cet arrondissement de la ville qui est parmi les plus pauvres et conservateurs. Cela mérite toute une autre recherche sociologique et un questionnement self-réflexive sur les préjugés du chercheur.

³³ Les employées des boutiques de vêtements islamiques ont une place particulière parmi les autres employés interviewés. Dans ces boutiques il n'y a que les femmes, soit en tant qu'une vendeuse soit comme cliente, à l'exception du patron du magasin et parfois les maris des clientes. On a commencé à notre terrain par ce type de magasins conservateurs parce qu'on était douteuse et s'est inquiétée par la difficulté imaginé qu'on puisse envisager lors des entretiens avec les interviewés masculins dans un arrondissement conservateur. Pour d'autres magasins cela n'était pas le cas, on a contacté avec les hommes aussi bien que les femmes.

directeur du Centre de l'enseignement du Turc pour les Réfugiés (*Mülteciler Türkçe Eğitim Merkezien turc, MÜTEM*). On a pu aussi s'entretenir avec les gestionnaires et/les employé(e)s de trois autres ONG locales (HAKEV, MİKEV, GÖN-KAR-DER) et deux ONG internationales (İHH, IBC).³⁴ Dans des cas précis, on a rencontré la même personne deux fois en vue d'approfondir sur le sujet. Seulement une ONG, le Croissant Rouge Turc (*Kızılay* en turc), a refusé de nous accueillir et nous exige une autorisation officielle.

Parmi les autorités administratives, deux chefs de quartier (*les muhtars*)³⁵, le *Müftü* de Sultanbeyli, la Directrice de la Fondation de l'Assistance et de la Solidarité Sociale (*Sosyal Yardımlaşma ve Dayanışma Vakfı* en turc, SYDV), une fonctionnaire de DGMM et un traducteur travaillant au sein de la Préfecture de Police ont répondu à nos questions. Le bureau du *Müftü* (le représentant local de l'autorité Religieuse de la Turquie, *Türkiye Diyanet Vakfı*, en turc) et de SYDV se trouvent au sein du bâtiment de la Préfecture de Sultanbeyli. Autrement dit, ces deux fondations ont un caractère bureaucratique et officiel même si le mot « fondation » nous renvoie à l'idée de la civilité.

Malheureusement, on n'a pas pu parvenir à recueillir de la police certaines informations spécifiques telle que le nombre exact des réfugiés syriens à Sultanbeyli parce qu'on nous a exigé une autorisation formelle pour obtenir plus d'information. Le chef du Bureau de l'État Civil à Sultanbeyli (*Nüfus Müdürlüğü*, en turc) nous a indiqué qu'« on n'a rien à voir avec les Syriens sauf l'enregistrement de leur adresse de résidence » (L'entretien avec le Chef du Bureau de l'Etat Civil à Sultanbeyli au 6 janvier 2017). Le Directeur de l'Éducation Nationale de Sultanbeyli (*İlçe Milli Eğitim Müdürü*, en turc) n'a pas accepté de nous accueillir non plus et il nous a informé qu'il est strictement interdit de contacter avec les élèves et les professeurs des écoles publiques auxquelles vont les élèves syriens. Les réponses négatives des bureaucrates de *Kızılay*, de la direction de L'Etat Civil (*Nüfus Müdürlüğü*, en turc) et du Ministère de l'Education Nationale (*Milli Eğitim*

³⁴ Ces six ONG sont: *Mülteciler Derneği* [Association des Réfugiés], *Gönüllüler Kardeşliği Derneği* [Association de la Fraternité des Bénévoles], *Hacı Şaban Efendi Vakfı* [Fondation Hacı Şaban Efendi], *Mimar Sinan İmar Kültür Eğitim Vakfı* [Fondation Mimar Sinan de la Prospérité, de la Culture et de l'Education], *İHH İnsan Hakları ve Özgürlükleri İnsani Yardım Vakfı* [Fondation de l'Aide Humanitaire des Droits et des Libertés Humaines] et *International Blue Crescent* [Croissant Bleu International].

³⁵ Un entretien a été réalisé avec le *Muhtar* lui-même et l'autre avec l'épouse d'un autre *muhtar* qui travaillait dans son bureau lors qu'il est absent.

Bakanlığı, en turc, MEB) nous démontrent la non-volonté du pouvoir étatique en termes de partage d'information avec les chercheurs. Même si cette attitude est habituelle en Turquie où la tradition bureaucratique était toujours dominante, le fait que l'Etat d'urgence étant en vigueur depuis juillet 2016 suivant le coup d'Etat manqué a créé beaucoup plus d'obstacles devant l'acquisition d'autorisation afin de mener des recherches au sein des institutions publiques.

Les représentants locaux de trois partis politiques, SP, CHP et MHP ont accepté d'échanger autour de leurs avis et leur plans d'action vis-à-vis la présence des réfugiés à Sultanbeyli. On n'a pas pu avoir un rendez-vous avec le président local de l'organisation locale de l'AKP.

Dernièrement, on a rendu visite au lieu de culte (*cemevi* en turc) des Alévies à Sultanbeyli (*Pir Sultan Abdal Cemevi*), une minorité religieuse de 25.000 personnes, dans le but de consulter leurs points de vue à propos des réfugiés syriens.

Cette étude est composée de deux parties principales. Dans la première partie, on abordera, les caractéristiques (e.g. qui sont-ils, d'où viennent-ils etc.) des habitants de Sultanbeyli et les réfugiés syriens ainsi que les discours et les pratiques de l'accueil et de l'hospitalité envers ces derniers dans le cadre des rapports d'« *established-outsiders* » au sens utilisé par Elias et Scotson. Ainsi, on vise à montrer la limite de cette « hospitalité » et son caractère « *conditionnel* » comme il a été décrit dans un concept créé par Derrida. Dans la deuxième partie de la recherche, après avoir jeté un coup d'œil à l'évaluation de la société civile en Turquie, on traitera les activités caritatives des institutions publiques, des autorités locales, des partis politiques et des ONG ouvrant pour les réfugiés syriens à Sultanbeyli, en analysant le rôle joué par divers acteurs en matière d'accueil des réfugiés et l'impact des services fournis sur ces derniers par rapport aux liens entre les habitants et les nouveaux arrivants dont les caractéristiques générales ont été abordée dans la première partie. En se focalisant spécifiquement sur « l'hospitalité » envers les réfugiés syriens au niveau local, cette enquête compréhensive met en avant la nature des rapports entre la société civile et l'Etat, ici représenté par les autorités locales et les institutions publiques ; en mettant en question le caractère démocratique et émancipatrice des organisations de la société civile face à la domination étatique.

PREMIERE PARTIE

LES ANCIENS MIGRANTS ET LES NOUVEAUX ARRIVANTS : SULTANBEYLI EN TANT QUE CARREFOUR D'INTERACTION

L'histoire de l'établissement de Sultanbeyli est significative pour comprendre les processus sociaux ayant façonné ce quartier informel. Puisque l'ouvrage remarquable d'Işık et Pınarcıoğlu a fourni des indices sur cette histoire, on lui fait recours en rédigeant les paragraphes suivants.³⁶

Autrefois, les terres aux alentours de Sultanbeyli ont été données à un ministre de l'Empire ottomane, Hasan Hüsnü Paşa, par Sultan Abdülhamid II. Par la suite de la fondation de la République, ces terres dont le statut était d'abord considéré par la loi (la Loi no. 3116, entrée en vigueur en 1937) comme des terres forestières ont été réparties entre plusieurs individus y installés suite aux modifications de cette loi. En 1957, Sultanbeyli a eu le statut de village. Néanmoins, les propriétaires des terres ne se sont pas entendus sur sa distribution. Avec la Loi no. 6831 en 1958, juste un an plus tard du changement du statut de Sultanbeyli, les terres ont été enregistrées suivant les procès successifs visant la résolution du désaccord sur la répartition des terres ; mais les conflits n'ont pas fini et poursuivis jusqu'à 1984. Ce qui est crucial à ce point est que pendant le procès, il était interdit de vendre les terres, c'est pour cela que les propriétaires les ont vendus de manière informelle.

Lors de la fin des années cinquante et la première moitié des années soixante, les groupes et personnes d'origine anatolienne, surtout ceux qui venaient du nord-est du pays (e.g. Trabzon, Gümüşhane, Tokat et Erzurum) ont immigré à Sultanbeyli. Etant les « *premiers occupants* », ils ont eu le contrôle sur les terres du quartier et ont joué un rôle pertinent en termes de la construction des rapports de pouvoir. Simultanément, puis qu'il est devenu un village au sens administratif du terme, il était possible pour le *muhtar* de régler les achat-ventes des terres entre les habitants en donnant à chacun un

³⁶ Işık et Pınarcıoğlu, **op.cit.**

document informel dans l'absence d'une réglementation officielle. Cependant, à cause d'une forte augmentation de la demande pour l'achat des terres ce système de partage n'était plus applicable. Les propriétaires de la terre vendaient -sans cesse- les terres aux demandeurs. Les premiers habitants étaient les pionniers en termes de la vente des terres³⁷ car, ils n'avaient aucun document authentique constituant une épreuve démontrant les frontières des terres possédées par telle ou telle personne. Il est probable que certains propriétaires ont vendu non seulement leurs terres, mais aussi d'autres sans faire la distinction si elles ont le statut de terrain forestier ou pas.

Işık et Pınarcıoğlu ont détecté trois règles principales de ce mécanisme chaotique du partage et du transfert de terrains.³⁸ Avant tout, le premier occupant des terres les a vendus en grandes parties. Dans un deuxième temps, d'autres groupes les ont revendus en les divisant en plus petites pièces à ceux qu'on appelle « *les derniers occupants* », qui ont construit des maisons sur ces terres. En fait, le transfert des terres n'a pas touché à sa fin. L'achat-vente des terres continue toujours parmi les derniers occupants. Le partage des terres a été concrétisé par les plans privés de la division en parcelle (*özel parselasyon planları*, en turc) créés de la part des « agences immobilières » eux-mêmes. À la fois ces deux groupes, les agents immobiliers et les derniers occupants se sont bien rendu compte du caractère officieux de ce commerce.

Les auteurs nous ont averti que malgré qu'on puisse penser à première vue qu'il n'y a aucune règle dans ce quartier entièrement informel, au contraire, on observe avant tout que le mécanisme informel d'achat-vente des terres n'a pas été établi par hasard. Le Parti de la Démocratie du Peuple (HADEP, *Halkın Demokrasi Partisi*, en turc) et le Parti de la Vertu (FP, *Fazilet Partisi*, en turc) étaient deux partis éminents qui avaient la majorité des votes dans les élections dans les années 1990. Autrement dit, selon Işık et Pınarcıoğlu, le quartier avait une composition ethnique et politique qu'on n'avait pas ailleurs dans le pays. Donc, on peut dire que le processus d'installation informel d'une manière à l'autre orienté par quelques

³⁷ *Ibid.*, p.253. Presque tous ceux qui vivaient pendant longtemps à Sultanbeyli ont créé une agence immobilière

³⁸ *Ibid.*, p.255.

groupes.³⁹Deuxièmement, un ensemble des règles non-écrites et non-dites ont été mises en œuvre par la Municipalité gérant le fonctionnement du quartier.

Işık et Pınarcıoğlu ont réclamé que deux mécanismes sociaux chevauchés ont formé l'histoire de l'établissement du quartier.⁴⁰Le premier est celui de l'enrichissement des premiers occupants de la terre en dépit des autres groupes ultérieurement arrivés. Le deuxième étant en relation étroite avec l'enrichissement des premiers occupants est la « *formation d'une communauté* » qui s'est épanouie grâce aux rapports de patronage (*himayecilik*, en turc). Autrement dit, d'une part, il s'agissait d'une sorte d'exploitation des nouveaux habitants par les premiers particulièrement dans le marché du travail et marché de l'immobilier (e.g. les patrons vs. employés, les propriétaires vs. locataires) alors que d'autre part, la création de la communauté (islamique) étant à la fois un résultat et un indicateur d'une solidarité entre les nouveaux et anciens migrants dont le but ultime est d'intégrer à la vie urbaine. Le double caractère de cette solidarité accompagnée par un rapport de domination est également indiqué par Erder qui stipule que les relations de solidarité sont redéfinies dans l'espace urbain et se distancient de celles de la solidarité pure basée sur la confiance aux relations hiérarchiques testées par l'expérience. Donc, selon Erder, une variété de rapports de domination existe au cœur de la solidarité entre la famille, les proches et/ou les *hemşeri*.⁴¹

L'enrichissement des premiers occupants et la solidarité entre ces premiers et les nouveaux habitants sont basées sur l'inégalité. Ceux qui ont gagné beaucoup grâce au mécanisme informel d'achat-vente des terres avaient aussi le pouvoir dans la vie politique du quartier, notamment, les Islamistes qui ont tiré parti de ce processus encore plus que d'autres groupes tels que les Alévites et les Kurdes. Ainsi, leur puissance politique est restée beaucoup plus forte par rapport à ces derniers.

Il faut rappeler que les réseaux de *hemşeri* étaient fondamentaux en matière de formation de la communauté. Erder a souligné qu'étant différent des relations entre les proches, les *hemşerin* n'existaient pas avant la période de la migration. Bien que ce type de relation fonctionne en tant qu'un élément de solidarité parmi les immigrés les plus pauvres ; ainsi que pour les migrants venant des classes plus favorisées

³⁹ *Ibid.*, p.258.

⁴⁰ *Ibid.*, pp.259-260.

⁴¹ Sema Erder, *İstanbul'a Bir Kent Kondu, Ümraniye*, İstanbul: İletişim, 1996, pp.303-304.

l'omniprésence des réseaux de *hemşeri* dans tous les domaines de la vie urbaine est inestimable. A Istanbul, d'un côté, les migrants Anatoliens ont instrumentalisés ces réseaux afin de trouver une solution aux problèmes d'infrastructure municipale et d'intégration (surtout à travers du marché du travail et le secteur de l'immobilier) à la vie urbaine dans une sphère informelle ; d'autre côté, ils les ont utilisés dans le but d'obtenir une place favorable dans la politique ; alors on voit en même temps un rapport de pouvoir au sein de ces réseaux.⁴²

Comme indiqué par Erder dans sa recherche sur Ümraniye, un autre quartier informel à l'époque. A la différence d'un espace urbain formé dans un cadre formel ; par rapport à Sultanbeyli, on observe « *une interaction latente ou ouverte* » entre la sphère informelle et formelle qui définit « *la nature des services publics* » tels que le marché du travail et immobilier. Dépourvus des services publics formels assurés par l'Etat et le marché privé, celui qui s'est installé dans le quartier cherche les canaux d'intégration au système formel pendant le processus d'établissement. L'auteur attire l'attention sur le rôle joué par la municipalité en termes de la « *légalisation* » de la présence officielle des occupants ainsi que l'établissement et la perpétuité « *des rapports sociaux locaux* » au travers les droits de « *propriété* ». ⁴³ Parallèlement, Işık et Pınarcıoğlu soulignent que la Municipalité de Sultanbeyli agit en tant qu'acteur de négociation parmi les habitants eux-mêmes ainsi qu'entre eux et l'Etat.

*« La municipalité est la seule institution à laquelle les habitants de Sultanbeyli vivant presque tous dans les logements informels et se sentant inconfortables face à la loi peuvent se fier. La seule institution qui relie Sultanbeyli à la loi est la municipalité. Grâce à cette confiance [des habitants], la municipalité pourrait établir un lien invisible entre le bas et le sommet de ce système que nous appelons la pauvreté en alternance présentant de très grandes disparités parmi ses participants. »*⁴⁴

En tant que « *municipalité constituante* » [kurucu belediye, en turc] la Municipalité de Sultanbeyli s'est intéressée à l'établissement du « local » plutôt

⁴² Sema Erder, « Nerelisin hemşerim ? » dans **İstanbul, Küresel ile Yerel Arasında**, Çağlar Keyder (ed.), 2013, İstanbul, Metis.

⁴³ Sema Erder, **İstanbul'a Bir Kent Kondu, Ümraniye**, pp.300-301.

⁴⁴ Işık et Pınarcıoğlu, **op. cit.**, p.267.

qu'au contrôle professionnel aux institutions dubien-être public.⁴⁵ De nos jours, elle a accompli cette mission encertain mesure et s'oriente vers d'autres politiques (e.g. larépartition de l'assistance sociale). Cependant, les traces de cette tradition administrative peuvent être saisies dans ses activités en continuation, particulièrement celles au regard des réfugiés syriens.

1. Les traits généraux des populations locales

Lors de notre enquête de terrain, on a constaté certaines caractéristiques concernant Sultanbeyli et les habitants du quartier en parallélisme avec les observations d'Işık et Pıncıoğlu.

Tout d'abord, il faut noter quela grande majorité de l'ensemble de la population de Sultanbeyli est constituée par les sunnites conservateurs qui soutiennent principalement l'AKP. Sultanbeyli a une importance politique et symbolique malgré sa distance au centre de la mégapole. Il est reconnu comme le "forteresse imprenable" de l'AKP. Quand on analyse les résultats de deux dernières élections nationales on voit qu'en juin 2015 les votesobtenus par l'AKP ont constitué approximativement 57% de la totalité des voix valides. Toutefois, le succès d'HDP au niveau local n'est pas négligeable non plus. L'HDP a eu 21% des voix totales tandis que les trois autres grands partispolitiques au niveau local CHP, MHP et SP ensemble ont pu avoir seulement 19% des voix valides. Probablement, le succès de HDP qui est identifié avec le mouvement kurde résulte de la présence d'un bon nombre de population kurde étant arrivé à Sultanbeyli dans les années quatre-vingt-dix à cause de la migration forcée. Les pourcentagesdes votes obtenusont un peu changé dans les élections de novembre 2015. L'AKP et l'HDP ontrespectivement eu 67% et17% des voix tandis que trois autres partis politique MHP, CHP et SP ensemble ont eu15% des voix valides à Sultanbeyli.⁴⁶

⁴⁵ Erder, *İstanbul'a Bir Kent Kondu, Ümraniye*, p.302.

⁴⁶ On a consulté la page de Haut Conseil pour les Elections (*Yüksek Seçim Kurumu* en turc) pour les résultats des élections de 7 juin 2015 https://sonuc.ysk.gov.tr/module/sspsSandikTutanakBilgisi.jsf?id=6492491&sid=13884&filename=%C4%B0STANBUL-1_%C4%B0STANBUL-1_Milletvekili%20Se%C3%A7imleri%20%C4%B0l%20Birle%C5%9Ftirme%20Tutanaklar%C4%B1%20.jpg&fileType=2 et pour celles de 1 novembre 2015

Les liens de *hemşeri* sont extrêmement précieux dans la formation du quartier et en termes des rapports de pouvoir entre les différents groupes des *hemşeri*. A l'époque où on a mené l'enquête de terrain, ceux qui sont d'Erzurum ont occupé des places privilégiées dans la politique locale. A côté d'eux, les canaux de communications sont ouverts pour d'autres groupes des migrants du nord-est, de Bayburt, Gümüşhane et Trabzon, étant généralement « *en conformité avec l'idéologie et la religion officiel de l'Etat* » et des « *premiers occupants* » du quartier qui « *connaissent des gens* » dans les positions politiques notables alors que les groupes d'oppositions (les Kurdes, les Alévies et pour l'instant les Kémalistes, etc.) sont loin d'exprimer leurs besoins et demandes socio-économiques aux autorités officielles.⁴⁷ L'importance des réseaux des *hemşeri* est remarquable au travers de la prévalence des expressions en ce qui concerne la ville d'origine à la fois de l'enquêtrice et l'interviewé pendant les entretiens. Quasi-totalité des interviewés (sauf quelques exceptions) nous ont demandé notre ville d'origine.⁴⁸

Dans un deuxième lieu, le caractère conservateur du quartier n'a pas changé. De nos jours, Sultanbeyli est encore un quartier distingué de la plupart des arrondissements d'Istanbul avec le niveau de son conservatisme religieux. La personne qui y visite pour la première fois peut facilement remarquer cette particularité. Nous aussi, dès qu'on a pris le bus en direction de Sultanbeyli nous nous sommes rendu compte que la plupart des femmes sont voilées et qu'il y a nombreux hommes barbus au style islamique. En descendant du bus, les noms des avenues et des rues ainsi que des quartiers (*mahalle*, en turc) nous signale la même chose : Avenue de *Ziya-ül Hak*, Avenue le Cours du Coran (*Kur'an Kursu Caddesi* en turc), Boulevard de *Fatih*, Quartier *Mehmet Akif Ersoy*, etc. Les panneaux des magasins nous renvoient à la religiosité du quartier. L'abondance des boutiques de vêtements

https://sonuc.ysk.gov.tr/module/sspsSandikTutanakBilgisi.jsf?id=9734511&sid=14868&filename=%C4%B0STANBUL-1_%C4%B0STANBUL-1_Milletvekili%20Se%C3%A7imleri%20%C4%B0%20Birle%C5%9Firme%20Tutanaklar%C4%B1%20.jpg&fileType=2.

⁴⁷Pour la précision de l'aspect dichotomique de ce privilège et exclusion, voir Erder, "Nerelisin Hemşerim?", p.204.

⁴⁸La question demandée et allant de soi souvent était « *Nerelisin ?* » [D'où viens-tu ?], « *Memleket nere ?* » [Quelle est ta ville d'origine ?]. Heureusement, le parallélisme entre leur et notre ville d'origine a facilité la communication parmi nous. Les parents de ma mère ont émigré d'Erzurum et mon grand-père de Giresun, les deux villes se situant dans la région d'où plusieurs interviewés sont originaires. Surtout la prépondérance de *hemşeri* parmi les originaires d'Erzurum est éminente à Sultanbeyli.

féminins au style islamique (*tesettir mağazaları*, en turc) attire notre attention. Les noms utilisés dans les panneaux sont des noms féminins islamiques tels que *Beyza*, *Merve Nur*, *Büşra Nuret* ainsi de suite. Simultanément, on peut suivre les traces de l'intégration de l'Islam au système capitaliste et l'augmentation des entrepreneurs locaux à Sultanbeyli. Les chaînes de supermarché appartiennent aux groupes et personnes religieuses sont étendues dans tout le quartier : les supermarchés *Çağrı*, *Hakmar*, *Oruç* sont éminentes parmi plusieurs d'autres.

Troisièmement, le caractère informel de Sultanbeyli peut être observé au travers de la présence des bidonvilles (*gecekondu*, en turc). Lorsqu'on va vers la périphérie de l'arrondissement, on constate des *gecekondu* à deux ou trois étages ayant un petit jardin clos. De temps en temps, on voit des terrains disponibles parmi ces *gecekondu*.⁴⁹ Simultanément, la grande quantité d'agents immobiliers nous rappelle la tradition d'achat-vente entre les premiers et derniers « occupants ». Ce métier n'a pas cessé d'être privilégié par les habitants du quartier. Ils vendent ou louent des terres et des maisons à la fois à Sultanbeyli et dans les villes à proximité tel que Sakarya et İzmit. Quant au marché du travail, il est occupé par les petits entrepreneurs. Le nombre des magasins de petits commerçants et des ateliers du textile est considérable.

Comme résultat du caractère conservateur et informel du quartier, on observe une divergence entre ce qui concerne les expériences des hommes et des femmes avec l'espace. La présence des femmes dans l'espace public est plus limitée à Sultanbeyli par rapport aux arrondissements centraux d'Istanbul comme Kadıköy, Taksim ou Beşiktaş. Les femmes sont omniprésentes dans certains endroits reliés aux tâches ménagères et à la prise en charge des enfants, notamment, aux alentours de l'école (c'est généralement les femmes qui cherchent les enfants de l'école), dans le marché hebdomadaire du quartier, dans les boutiques de vêtements féminins ainsi que les centres commerciaux on a observé que les femmes sont plus nombreuses en comparaison avec leur présence dans les restaurants ou dans la rue. Une femme est

⁴⁹ Même s'il y a des terres disponibles sur lesquelles il n'existe aucune maison, on n'a pas vu des parcs à l'exception de deux : un parc construit autour d'un lac artificiel (*Gölet*) et un petit parc s'appelant Parc *Yunus Emre* à courte distance de la Mosquée Centrale du quartier. Ces sont des exemples de l'absence d'un plan de zonage et le degré de limitation de l'espace public réservé seulement aux "mosquées", "écoles" et "*kahvehane*" (les endroits privés à l'accès des hommes où ils boivent généralement du café et du thé ainsi que jouent des jeux de table, lisent les journaux et échangent des mots) en cadre des règles latentes du marché d'immobilier. Pour cette évaluation concernant l'utilisation de l'espace public voir Erder, *İstanbul'a Bir Kent Kondu, Ümraniye*, p.303.

fréquemment accompagnée par une amie, ses enfants, ses proches ou son mari dans l'espace public.

Dans ce quartier conservateur l'espace est formé par des rapports de genre selon le mode de vie islamique. On voit que dans la vie économique les femmes sont concentrées dans les secteurs de travail consacrés aux femmes tels que le secteur cosmétique, de vêtements féminins etc. Les boutiques vestimentaires à la mode islamique peuvent être abordées comme une extension de « la maison » qui a été considérée avant la modernisation Turque en tant qu'un espace privé à la femme. A l'époque on appelle « *harem* » les parties de la maison consacrées à la vie privée ; également, étant une extension de cette « vie privée » les femmes qui vivent dans ces zones sont nommées comme tel.⁵⁰ Dans les boutiquesse trouvent les cabines « interdites » aux hommes (à l'exception de –parfois- patron ou le mari de la cliente). Cela montre ouvertement la perpétuation de la division spatiale entre les genres.

Les boutiques agissent comme une sphère intermédiaire qui relie la maison et « le privé » (*mahrem*, en turc) à la vie économique et sociale. Etant une sorte d'espace « semi-public »⁵¹ elles constituent « un marché niche » pour les jeunes femmes (surtout diplômées du lycée) en termes d'intégration dans la vie du travail. Toutefois, il faut prendre en considération le rapport de domination entre les jeunes employées et leurs patrons qui sont dans la majorité des cas des hommes plus âgés qu'elles. Même si les boutiques peuvent être aperçues comme « sûres » pour une femme comme c'est le cas pour la maison ou dites l'espace « privée » ; en fait, ces boutiques sont des espaces politiques⁵² où on assiste aux luttes de pouvoir entre l'employeur et l'employé aussi bien l'homme que la femme. L'exploitation de ces femmes, diplômées du lycée islamique ou vocationnel ou bien des facultés, moins valorisées en termes d'offre d'emploi, après avoir obtenu le diplôme est

⁵⁰ Pierce (2002 :3) cité par Serpil Çakır, « Osmanlı'da Kadınların Mekanı, Sınırlar ve İhlaller », Ayten Alkan (ed.), **Cins Cins Mekan**, Istanbul, Varlık, 2009, p.80.

⁵¹ **Ibid.**, p.155. Dans son article sur le hammam des femmes Elif Ekin Akşit critique l'utilisation du terme « semi-public » pour l'endroit consacré à la socialisation des femmes en vue de discréditer l'existence féminine dans l'espace public. Elle met l'accent sur la reconnaissance -sans problème- en tant que exemples parfaits de l'espace public des *kahvehane* (les cafés privés à seul accès des hommes) et parcs auxquels les femmes ne sont pas autorisées d'entrer et donc qui ne sont pas également ouverts à une partie du public. Ici, le terme n'a pas été utilisé dans ce but mais plutôt pour attirer l'attention à la ressemblance entre une maison et ces boutiques ainsi que l'opportunité de socialisation (bien qu'elle soit limitée) fournie par ces boutiques.

⁵² **Ibid.**, p.80.

incontestable. Certaines interviewées ont ouvertement adressé des plaintes à l'égard de leur patron qui ne paie pas leur sécurité sociale et les fait travailler à un salaire très bas.⁵³ La majorité d'entre elles considèrent cette emploi comme temporaire et ont envie de trouver un autre. Evidemment, l'abondance des offres d'emplois sur des vitrines des boutiques qui annoncent la demande pour des employées justifient ce qu'elles disaient. De plus, on a témoigné le licenciement d'une d'entre elles à qui son patron ne voulait plus payer son assurance travail après avoir travaillé un an dans le même magasin.

La division spatiale du travail peut être appréciable en comparant deux groupes d'interviewés qu'on a contacté : les employées des boutiques et les petits commerçants.⁵⁴ Cette division de travail est plus qu'une simple distribution de certains type d'emploi aux catégories de genre, mais elle accorde un statut supérieur aux hommes alors qu'elle offre une position subordonnée aux femmes.⁵⁵ On observe une concentration des hommes de 30-40 ans dans le commerce et l'artisanat tandis que de jeunes femmes travaillent en tant que vendeuses dans les boutiques. La subordination des femmes est renforcée par l'écart entre les âges des employées et du patron. La domination masculine est accompagnée par celle de l'âge. Non seulement la division spatiale de ces deux groupes est divergente, mais aussi le revenu et le capital culturel varie par rapport à cette division. Les hommes âgés sont les travailleurs autonomes, les entrepreneurs, les patrons qui touchent assez

⁵³ Certaines interviewées ont associé l'échec commercial de leur patron au fait qu'il ne leur a pas payé ce qu'elles méritent. Du point de vue religieux elles croient que le Dieu donne l'argent aux bons patrons qui paient régulièrement le salaire et l'assurance de ses employé(e)s. Néanmoins, un patron peut être apprécié par les employées malgré qu'il n'ait pas versé leur assurance s'il est considéré comme un bon musulman. Pendant ses entretiens à Konya, Yasin Durak a saisi des motifs similaires à ce qu'on a trouvé dans le discours des jeunes employées à Sultanbeyli. Selon Durak, la religiosité d'employeur et sa crédibilité issue de cette première assume « une autorité morale » et peut être instrumentalisée pour le contrôle de main-d'œuvre (p.41). La recherche de crédibilité et « une assurance informelle » de la part des employés est une conséquence des conditions de travail précaires, des fruits de la politique néolibérale de l'Etat (p.73). Durak a expliqué la raison principale de l'obéissance à l'employeur à partir (du concept de) l'hégémonie culturelle (d'E. P. Thompson) qui est omniprésente dans les relations sociales de la vie quotidienne : l'amitié, le voisinage, les relations familiales et avec les proches et les responsabilités sociales concernant ces relations et les valeurs reconnues en tant qu'une exigence culturelle et légitime supprime l'idée de domination entre les classes. Les références à la religion (l'Islam sunnite) qui est la langue de l'hégémonie dans ce cas-là cachent les rapports inégalitaires entre les employés et l'employeur (pp.95-96). Voir Yasin Durak, **Emeğin Tevekkülü, Konya'da İşçi-İşveren İlişkileri ve Dindarlık**, Tanıl Bora (ed.), Istanbul, İletişim, 2013.

⁵⁴ Dans les centres commerciaux et d'autres type de magasins se trouvant dans le Boulevard Fatih on voit une distribution plus équilibrée d'emplois entre les deux genres bien que les employés sont plus nombreux que les employées.

⁵⁵ Hartmann (1992 :133-134) cité par Ayten Alkan, **Yerel Yönetimler ve Cinsiyet, Kadınların Kentte Görünmez Varlığı**, Ankara, Dipnot, 2005, p.41.

régulièrement une certaine somme d'argent tandis que les jeunes femmes sont obligées de faire un choix entre les tâches ménagères et travailler dans le marché informel.

La grande majorité des personnes interviewées (49 personnes) sont diplômées du lycée, sauf quelques exceptions ont également une formation universitaire, généralement limitée aux programmes de formation associés (*ön lisans programı*, en turc) ou l'université à distance. Parmi nos interviewés il n'y a aucun homme non-scolarisé. Ils sont au moins diplômés de l'école primaire et dans plusieurs cas du lycée commercial ou technique. Parmi les interviewés, on observe une tendance de choix des lycées islamiques chez les jeunes filles ; au contraire, il n'y avait aucun homme ayant une formation islamique. De plus, elles sont majoritairement diplômées des programmes associés surtout en sciences de la santé, de l'université à distance et de la faculté de théologie. Cette situation peut être interprétée comme résultat des dynamiques qui ont poussé les jeunes femmes à des écoles moins valorisées. Enfin, parmi les interviewés, les femmes de foyer constituent le groupe ayant le niveau d'éducation le plus bas. Ces femmes n'ont jamais eu une éducation formelle.

2. Les réfugiés Syriens à Sultanbeyli

Environ 500.000 réfugiés syriens vivent à Istanbul à partir du mars 2017. Sultanbeyli accueille à peu près 6% de cette population (20.860 à partir du 31 décembre 2016). Selon les habitants de Sultanbeyli et les employés des associations, la majorité de syriens est venue des régions rurales d'Alep. On n'a pas eu l'occasion de s'entretenir avec les réfugiés syriens⁵⁶ à l'exception de ceux qui travaillent dans les ONG locales tels que les médecins et les traducteurs à l'intermédiaire des

⁵⁶ On était dépourvu des moyens économiques (e.g. payer pour un traducteur) afin de réaliser des entretiens avec les Syriens. Le MD et le GÖN-KAR-DER, chacun a une base de données (SUKOM) créé par un logiciel informatique à l'intermédiaire du soutien de la Municipalité. Le MD a réalisé des enquêtes détaillées en visitant les ménages syriens en vue de mettre en lumière leurs besoins socio-économique en cadre du processus d'installation à Sultanbeyli. Toutefois, on n'a pas eu l'occasion de parvenir aux données statistiques ainsi que les entretiens faits avec les réfugiés. C'est pour cette raison qu'on a pu seulement communiquer avec les employés syriens des ONG qu'on a visités. Mais on pense que leurs commentaires sur la situation des syriens à Sultanbeyli et leurs propres expériences en tant que réfugiés apportent une valeur en matière de la mise en avant des circonstances dans lesquelles ils vivent.

personnes bilingues. Néanmoins, leurs commentaires et constatations mettent en lumière les conditions de vie des Syriens à Sultanbeyli.

D'après un sociologue avec qui on a communiqué dans l'Association des Réfugiés, les familles syriennes sont étendues, et deux ou trois familles vivent ensemble pour surmonter les problèmes économiques (e.g. payer le loyer). Toutefois, le fait que les réfugiés ne savent pas la langue turque cause l'isolement des populations locales et de fermeture communautaire.

« Les familles syriennes qui sont venues ici[à Sultanbeyli] (...) sont en solidarité avec leurs proches. C'est ce qui distingue Sultanbeyli des autres arrondissements[d'Istanbul]. En cas de problème, ils peuvent les [leurs proches] consulter. Ceux qui [vivent] aux alentours de Kadıköy portant leurs lits sur le dos sont obligés de survivre[seuls]. Ici, chez les proches, trois ou quatre familles tentent de surmonter collectivement ce problème économique. Ils sont connectés. » (Entretien avec un sociologue travaillant au sein de MD, célibataire, 24 ans, étudiant en master, habite à Sultanbeyli il y a 9 mois, au 31 octobre 2016)

Le taux de fertilité chez les Syriens est élevé comme il a été souligné par plusieurs interviewés pendant la recherche. Chaque famille a en général quatre ou cinq enfants et les femmes se sont mariées à partir de l'âge de 13-14 ans. La femme syrienne est absente dans le marché du travail, il est préférable que les hommes travaillent et les femmes s'occupent des tâches ménagères et des enfants. Dans la plupart de cas, la famille ne s'intéresse pas à l'éducation de leurs enfants selon le sociologue interviewé.

“Il y a eu un problème qu'on vient de surmonter progressivement. Ils [les Syriens] proviennent des villages de la région d'Alep. Cela influence leur point de vue sur l'éducation des enfants. On essaie de le changer, de le détruire (...) On essaie de sensibiliser les familles de la planification familiale et [empêcher le mariage précoce] pour les enfants de moins de 18 ans.” (Entretien avec un sociologue travaillant au sein de MD, célibataire, 24 ans, étudiant en master, habite à Sultanbeyli il y a 9 mois, au 31 octobre 2016)

Le niveau d'éducation des Syriens est faible comme exprimé par une autre sociologue travaillant dans une association locale. Néanmoins, elle a souligné que le

niveau d'éducation varie selon la ville d'origine des réfugiés. Elle attire l'attention au profilsdes Syriens en termes de leur qualification professionnelle.

“La plupart d'eux sont d'Alep. Ceux qui viennent de Damas et d'Homs sont facilement reconnaissables : un diplômé de l'université, la mère est un peu éduquée [etc.]La profession que ceux qui sont d'Alep ayant pratiqué [en Syrie] sont très similaires à leur emploi [actuel]à Sultanbeyli. Il [un Syrien d'Alep] a également travaillé dans la construction ou dans le textile à Sultanbeyli. (...) Ici[à Sultanbeyli], ils n'ont aucune difficulté à trouver du travail.”(Entretien avec une sociologue travaillant au sein de MD, célibataire, 23 ans, diplômée de l'université, habite à Sultanbeyli depuis 20 ans, au 23 novembre 2016)

A côté d'un niveau d'éducation bas et le nombre d'enfant élevé, les Syriens souffrent de la pauvreté. Les interviewés ont met en avant les mauvaises conditions de vie dans lesquelles les réfugiés font des efforts pour survivre.

« [Avez-vous des voisins syriens ?]Heu ... Il y a ceux qui vivent près de nous, [mais]pas dans la rue[qu'on habite]. Quand ils sont arrivés à leur maison il n'y avait rien dedans. Les fournitures, les nourritures et les couvertures ont été apportés par les voisins.Ils les[les Syriens] ont aidés de cette manière.»
(Entretien avec une employée de magasin d'immeubles, célibataire, 20 ans, diplômée du lycée, née à Sultanbeyli, au 17 novembre 2016)

« Dans une rue sur le haut du quartier ... Il n'y a pas de parents, l'enfant est handicapé. Leurshabitsétaient déchirésen plein l'hiver. On les a offerts des vêtements etc. J'ai vu l'endroit où ils sont restés. Un endroit comme un dépôt de charbon. »(Entretien avec une étudiante du lycée islamique dans un parc public, célibataire, 16 ans, habite à Sultanbeyli il y a 13 ans, au 13 novembre 2016)

Les Syriens font face à des grandes difficultés pour accéder ausecteur de l'immobilier ainsi qu'au marché du travail. Ils sont obligés d'habiter dans des maisons de mauvaise qualité, en contrepartie ils paient plus que les populations locales pour le loyer. En fait, plusieurs propriétaires louent les dépôts de charbon de leur maison aux Syriens. Ce rapport d'exploitation entre les locataires syriens et les propriétaires locaux est renforcée selon le montant payé pour le loyer : les

locataires sont obligés de payer 100-200 euros pour des anciens dépôts de charbon utilisés comme logement. Normalement, à Sultanbeyli, un locataire local paie ce montant pour une maison de bonne qualité.

« Les loyers se doublent, se multiplient. On ne peut plus trouver des logements. On payait 400 livres [100 euros], le Syrien a loué pour 650 livres [160 euros]. » (Entretien avec un médecin dans un parc public, homme, célibataire, 30 ans, habite à Sultanbeyli il y a 5 ans, au 13 novembre 2016)

Quant aux conditions de travail on voit encore que les Syriens s'occupent des emplois les plus précaires et les moins payés. La majorité travaille dans le secteur du textile et de la construction. Même si les populations locales sont aussi des employés dans ces deux secteurs, le revenu des Syriens reste inférieur par rapport aux populations locales. Malgré l'appartenance de quelques Syriens à des classes privilégiées comme les médecins et les professeurs, ils sont souvent obligés d'occuper des emplois désagréables, comme exprimé par certains interviewés. Un employé d'une association locale a révélé l'exploitation des Syriens par les employeurs. D'après cet interviewé les Syriens n'ont pas envie de travailler parce qu'ils sont exploités dans le marché du travail.

“Si l'assurance était fournie, si le Ministère du Travail contrôlait [les conditions de travail] et le même salaire [que les Turcs] leur était payé, ils [les Syriens] travailleraient. [Ils gagnent] 1000-2000 livres [250-500 euros] [et dépensent] 700-800 livres [175-200 euros] pour louer [un appartement]. Ils dépenseraient le reste pour la nourriture et le carburant. Alors que les Turcs font le même travail pour 1600 livres [400 euros], les Syriens le font pour 1000 livres [250 euros]. Tous les employeurs ne font pas comme ça. Les gens qui ont peur d'Allah paient le même salaire au Syrien qu'au Turc.” (Entretien avec un traducteur Turkmène [de Syrie] travaillant au sein de MD, marié, 33 ans, diplômé de l'université, habite à Sultanbeyli il y a 4 ans, au 31 octobre 2016)

En référant aux discours des interviewés on peut résumer les traits généraux de la plupart des réfugiés syriens habitant à Sultanbeyli comme la suite : a) la majorité est d'origine d'Alep, particulièrement des régions rurales b) le taux de fertilité est élevé par rapport aux populations locales, une famille a 4-5 enfants c) le niveau d'éducation est bas, les familles ne donnent pas beaucoup d'importance à la

scolarisation des enfants d) il y a une division du travail traditionnel entre l'homme et la femme, les hommes s'occupent de gagner la vie de l'ensemble de la famille tandis que les femmes sont responsables du maintien de la maison et de la garde des enfants e) ils sont exploités par les propriétaires des immeubles et les employeurs f) les hommes syriens travaillent principalement dans le secteur du textile et de la construction.

Bien qu'on n'ait pas pu s'entretenir avec les Syriens qui habitent à Sultanbeyli, on a réalisé des entretiens avec 13 employés syriens travaillant au sein de deux ONG locales : l'Association des Réfugiés (*Mülteciler Derneği* en turc, MD) et l'Association de la Fraternité des Bénévoles (*Gönüllüler Kardeşliği Derneği* en turc, GÖN-KAR-DER). Dans ces deux organisations les médecins et les traducteurs syriens offrent le service à leurs compatriotes. On a contacté 11 employé(e)s de MD : 5 médecins, 3 traducteurs, une pharmacienne, un employé sans qualification et une psychologue tandis qu'on s'est entretenu avec 2 employés de GÖN-KAR-DER, une traductrice et un dentiste. Les entretiens ont été réalisés en turc grâce au service de traduction offert par les traducteurs. Évidemment, les constatés des entretiens ne sont pas généralisables à toute la population syrienne habitant dans cet arrondissement, car le nombre des interviewés est très limité pour généraliser les résultats. En outre, les traits généraux de ces personnes ne reflètent pas les caractéristiques réelles des Syriens à Sultanbeyli, en comparaison avec le niveau socio-économique général des réfugiés syriens indiqué par la majorité des interviewés dans cette recherche. On est bien conscient que le cas des employés de ces deux ONG est exceptionnel. Malgré tout, les entretiens nous donnent certains indices sur le déplacement interne des réfugiés en Turquie aussi bien que pourquoi ils préfèrent d'installer à Istanbul et plus spécifiquement à Sultanbeyli.

La plupart des employé(e)s syriens interviewés sont originaires d'Alep et de Damas. 10 personnes sur 13 sont diplômées de l'université. Certains ont habité dans les villes frontalières telles que Hatay et Gaziantep. Une personne habitait à Ankara avant de s'installer à Sultanbeyli. Deux interviewés habitent dans différents arrondissements d'Istanbul Atasehir et Fatih. Le temps vécu à Sultanbeyli est 1,8 en moyenne pour le groupe. La personne qui s'est installée pour la plus longue durée dans le quartier habitait depuis 5,5 ans à Sultanbeyli tandis que celui qui est récemment venu vivait depuis un mois.

En générale, les interviewés ont préféré la Turquie à cause d'une série de raisons. Tout d'abord, plusieurs ont des proches qui se sont installés auparavant en Turquie. D'une part, il s'agit des proches et des membres de la famille qui ont récemment immigré afin de s'installer et trouver un emploi. D'autre part, il y en a ceux qui vivaient en Turquie depuis une longue durée dans les villes du sud-est comme Hatay et Gaziantep. Deuxièmement, ils pensent que la Turquie est un pays où ils peuvent pratiquer librement leur religion. Ils se sentent aussi confortable à l'égard de la similitude culturelle entre les deux pays, surtout dans la région du sud-est. Troisièmement, s'ils savent parler la langue turque, ils peuvent décider de s'installer en Turquie. Un interviewé qui a eu sa formation universitaire à Izmir et qui a des compétences en expression orale en turc a décidé de se réfugier en Turquie après l'aggravation des conflits armés en Syrie. Le cas des Turkmènes est particulier : non seulement leur langue maternelle est le turc, mais aussi il se sentent une appartenance historique et ethnique avec la Turquie.

Quant au choix d'Istanbul en tant que lieu de résidence, ceux qui ont quitté Hatay et Gaziantep nous expliquent les diverses raisons leur ayant orientés vers Istanbul et plus spécifiquement vers Sultanbeyli. Plusieurs mettent l'accent sur la présence de leurs proches ou d'autres membres de leur famille à Istanbul, c'est-à-dire les réseaux sociaux jouent un rôle dans leur choix. Dans un deuxième lieu, la recherche d'emploi ou les activités commerciales en continuité est cruciale à ce point-là. Ensuite, l'abondance de l'assistance sociale et des facilités fournies dans les hôpitaux publics à Istanbul par rapport aux autres villes anatoliennes comme Gaziantep attirent les réfugiés. Un employé venant de Gaziantep a indiqué qu'il était obligé de payer une grande somme d'argent aux traducteurs arabe-turc, mais à Istanbul il est plus facile de profiter des services de traductions dans les hôpitaux publics. Enfin, les tensions entre les syriens sunnites et les populations aléviennes à Hatay sont décisives en termes de l'installation à Istanbul pour une des interviewés.

6 personnes sur 13, presque la moitié des interviewés syriens, vivaient dans une autre ville préalable en Turquie. Dans ce contexte, la mobilité des Syriens vers Sultanbeyli, un quartier informel d'Istanbul, est considérable. L'étude d'Erder à Ümraniye a également mis en avant que les habitants d'Ümraniye se sont installés ailleurs à Istanbul (dans le centre-ville) dans la période suivant la migration. La recherche d'Erder montre simultanément que le moyenne du nombre de déplacement au sein d'Istanbul pour chaque ménage est 2,5 fois. Dans notre étude, il s'agit d'une

mobilité entre les villes au lieu d'un déplacement dans la même ville sauf qu'un interviewé habitant à Esenler avant. Mais la migration en deux étapes est le point commun de tous ces cas.

Ci-dessus, nous avons présenté les caractéristiques des populations locales, c'est-à-dire les anciens migrants, les habitants de ce quartier informel et les réfugiés syriens, les nouveaux habitants de Sultanbeyli. Dans les chapitres suivants on va traiter les rapports sociaux d'hospitalité et d'animosité entre ces deux groupes en cadre des circonstances socio-économiques et politiques en Turquie façonnant ces rapports au niveau local.

3. Les limites de l'hospitalité dessinées à travers les rapports *d'established et outsiders* au niveau local

L'ambiguïté issue du statut juridique des Syriens affecte forcément la nature des rapports sociaux entre les populations locales (e.g. les petits commerçants, les employés des magasins et d'autres personnes qu'on a contacté pendant l'enquête) et les réfugiés. D'une part, ils sont considérés comme « les invités » et on leur demande de se comporter en conformant aux exigences de ce statut et respecter cerôle attribué à l'invité.⁵⁷ Il s'agit d'une sorte d'hospitalité que Derrida appelle comme *conditionnelle* qui crée un rapport de domination entre l'hôte et l'invité en faveur de ce premier, la « condition » de ce rapport inégalitaire est déterminé par l'hôte.

« Pas d'hospitalité, au sens classique, sans souveraineté du soi sur le chez-soi, mais comme il n'y a pas d'hospitalité non plus d'hospitalité sans finitude, la souveraineté peut s'exercer qu'en filtrant, choisissant, donc en excluant et en faisant violence. »⁵⁸

D'autre part, le discours du Président sur la naturalisation des réfugiés syriens, au moins ceux qui ont une éducation supérieure et/ou la capacité de contribuer au

⁵⁷ Pour une analyse sur les discours de l'hospitalité envers les immigrés en Australie voir Avril Bell, Being « at home » in the Nation : Hospitality and Sovereignty in Talk About Immigration. *Ethnicities*, 2010, Vol. 10, No.2, p.240 <https://doi.org/10.1177/1468796810361653>.

⁵⁸ Jacques Derrida, *De l'hospitalité*, Anne Dufourmantelle invite Jacques Derrida à répondre, France, Calmann-Lévy, 1997, p.53.

développement économique du pays bouleverse ce rapport basé sur l'idée du temporaire.⁵⁹ Dans ce cadre, un bon nombre des interviewés ont adressé des plaintes concernant l'installation permanente des réfugiés syriens qui était auparavant considérée comme temporaire.

«I1 : Nous voyons trop de Syriens. Je pense que nous sommes devenus des invités dans notre pays. I2 : En fait, nous ne le voulons pas en bref. Au début, c'était bon. Mais maintenant, dans notre pays, nous sommes les Syriens, ils sont des citoyens. Les transports publics que je prends, les endroits où nous allons ... » (Entretien avec deux employées de magasin de vêtement féminin, I1 : célibataire, 19 ans, diplômée du lycée islamique pour les filles, née à Sultanbeyli ; I2 : célibataire, 25 ans, diplômée du lycée vocationnel pour les filles, née à Sultanebeyli, au 27 octobre 2016)

A Sultanbeyli, le prolongement de la durée de séjour des « invités » syriens déclenche une peur d'« occupation » et d'« appropriation » de leur « maison » par les Syriens. Ainsi, l'hospitalité est remplacée par l'hostilité et le terme des invités par les non-désirés. La déclaration en ce qui concerne la naturalisation des Syriens alimente le débat. La solution proposée par une multitude de personnes est l'installation des Syriens dans un camp ou un endroit spécifique pour eux afin que les deux groupes soient heureux.

« Ils [les Syriens] avaient besoin d'aide. Ils ne pouvaient pas prendre de représailles contre les bombes aériennes (...) On les a pris sous notre aile. Mais ils se sont répandus. Au moins, ils auraient dû être retenus dans un certain endroit. » (Entretien avec une employée de magasin de vêtement féminin, célibataire, 18 ans, étudiante de l'université ouverte, née à Sultanbeyli, au 11 octobre 2016)

Cette « occupation » n'est pas toujours directement indiquée dans les entretiens. Mais on peut saisir le mécontentement concernant l'installation des réfugiés à Sultanbeyli à travers des phrases mettant l'accent sur la « possession » de certaines opportunités ou des biens et services tels que la réception des aides sociales, la propriété des magasins et des usines, les produits de luxe, et ainsi de

⁵⁹ « Erdoğan'dan Suriyeliler için vatandaşlık açıklaması » [Proclamation d'Erdoğan sur la naturalisation des Syriens], **Deutsche Welle Türkçe**, le 6 janvier 2017, <http://www.dw.com/tr/erdo%C4%9Fandan-suriyeliler-i%C3%A7in-vatanda%C5%9Fl%C4%B1k-a%C3%A7%C4%B1klamas%C4%B1/a-37043731>.

suite. L'utilisation par des réfugiés de leur propre langue maternelle ou bien les cours dispensés par les professeurs syriens dans des centres d'éducation temporaires aggravent ce sentiment de perte de cette place privilégiée et dominante sur l'invité.

Néanmoins, la présence de ces « invités » indésirables peut être plus facilement tolérées sous certaines conditions. Premièrement, les réfugiés sont bien accueillis dans la mesure où *“ils sont dépourvus des droits humains au travers du manque de la citoyenneté”*; lors qu'ils restent en tant qu'un sujet invisible.⁶⁰ Dans un deuxième lieu, il faut noter que la seule condition de l'hospitalité ne soit pas la tristesse ressenti envers les vulnérables, mais aussi le degré d'exploitation des réfugiés par les populations locales. La présence des syriens peut être tolérée à l'intermédiaire de *“l'offre d'argent, de service, et d'une force du travail pas cher”*⁶¹. En contrepartie, l'amélioration des conditions socio-économiques des réfugiés dérangent les populations locales ; car, cela veut dire qu'ils s'égalisent, que les *outsiders* sont en train de s'établir et les “invités” deviennent des “hôtes”.

On réclame que dans le cas de Sultanbeyli la limite d'hospitalité coïncide largement avec la lutte pour le partage de ressources économiques ainsi que le pouvoir symbolique. Les populations locales se plaignent d'une multitude de faits à l'égard des Syriens. Pour les employés, l'antagonisme envers les réfugiés résulte de la concurrence pour le partage des ressources économiques. La rivalité s'aggrave quand il s'agit de la compétition dans le marché du travail et le marché de l'immobilier. Quant aux employeurs, ils sont en faveur de la présence syrienne dans la mesure où ils peuvent protéger leurs intérêts commerciaux. L'exploitation de la main-d'œuvre syrienne apporte des avantages aux employeurs. Les travailleurs autonomes sont en général favorables à l'accueil des Syriens, car l'augmentation de la population veut dire l'accroissement des ventes pour eux. Néanmoins, contrairement à la satisfaction qui accompagne l'arrivée de main-d'œuvre peu coûteuse, les employeurs et les travailleurs autonomes se mettent en colère quand les entrepreneurs syriens font du commerce et en profitent. Dans le chapitre suivant on

⁶⁰Didier Fassin, “Compassion and repression: the moral economy of immigration policies in France”, *Cultural anthropology*, 2005, Vol.20, No.3, p.367.

⁶¹Soykan, C. et Biner, Ö., “**Bize Misafir dediler. Söyleyiniz, kimdir misafir? Var mıdır kanunda karşılığı?**”: **Suriyeli Mültecilerin Perspektifinden Türkiye’de Yaşam**, 2016, p.7. <http://www.academia.edu/download/44697067/SURIYELI-MULTECILERIN-PERSPEKTIFINDEN-TURKIYE-DE-YASAM.pdf>.

abordera les points conflictuels entre les « établis » et les « outsiders » en vue de démontrer les limites d'hospitalité envers les réfugiés syriens à Sultanbeyli.

3.1. Le conflit sur le partage des ressources

Avec l'introduction d'un nouvel acteur, les rapports socio-économiques établis dans le quartier ont été bouleversés. Dans ce cadre, on voit une « concurrence » par rapport à l'accès aux ressources, au sens utilisé par Robert E. Park, entre ces deux populations. En référant à l'écologie, mais gardant toujours à l'esprit le caractère unique du social, Park a accentué certaines ressemblances entre les communautés humaines et celles des animaux et des végétales. La concurrence entre les individus est l'élément fondamentale de la société à côté de la coutume et du consensus propre à l'humain à la différence d'autres espèces limitant le premier.⁶² Dans *Human Communities*, Park a attiré l'attention sur les diverses formes possibles que la concurrence peut avoir dans la vie sociale.

*« La concurrence, qui sur le niveau biologique fonctionne pour contrôler et réguler les interrelations des organismes, tend à assumer sur le plan social la forme du conflit. La relation étroite entre la concurrence et le conflit est indiquée par le fait que les guerres, ont ou semblent avoir, fréquemment, sinon toujours, leur source et leur origine dans la concurrence économique qui, dans ce cas, assume la forme plus sublimée d'une lutte pour le pouvoir et prestige. »*⁶³

L'apparition de réfugié syrien en tant que concurrent renforce « la lutte pour l'existence » à Sultanbeyli. Les conflits plus aggravés sont ceux qui concernent les opportunités d'emploi et le marché de l'immobilier. Il s'agit d'une augmentation rapide des loyers et une chute des salaires. L'étendue du conflit va jusqu'au sujet du partage de diverses ressources et suscite un mécontentement de la part des populations locales, notamment, l'abondance des aides sociales envers les réfugiés. Ceci, a engendré une irritation et une dégradation de la confiance ressentie

⁶² Robert E. Park, *Human Communities, The City and Human Ecology*, Glencoe, Illinois, The Free Press, 1952, p.156.

⁶³ *Ibid.*, p. 153.

vis-à-vis l'Etat en matière d'égalité des chances et du traitement aux yeux des populations locales. La position favorisée dont les réfugiés bénéficient dans les hôpitaux et les écoles et les universités publics ainsi que l'exonération fiscale pour les petits commerçants syriens renforcent encore le sentiment d'inégalité.

Curieusement, à côté de ces inquiétudes, on observe une forte concurrence entre les femmes locales et syriens « pour les hommes » turcs. La lutte pour « l'homme » en tant que ressource socio-économique est visible grâce aux rumeurs et fantaisies générés par les femmes locales et les discours de haine adoptés face aux Syriennes. On va aborder les divers aspects de ce conflit pour la possession d'une variété de ressources.

3.1.1. La chute des salaires et le déclin dans les opportunités d'emploi

"Pour reprendre les mots d'un agitateur pour exclure les chinois du littoral du Pacifique Etats-Unies: 'J'ai vu des hommes...américains nés, qui, si je puis me permettre d'utiliser une expression forte, emploieraient certainement les démons de l'enfer si les démons travailleraient pour 25 cents de moins qu'un homme blanc.' » (cité dans Daniels et Kitano, 1970: 43)⁶⁴

Dans le marché du travail les employés locaux sont en concurrence avec les Syriens. La recherche désespérée de l'emploi de ces derniers cause une division vitale dans le marché du travail. Pour qu'il s'agisse d'un marché divisé, il doit y avoir « au moins deux groupes d'employé dont le prix du travail pour le même emploi se diffère d'un à l'autre ou bien il se différencierait s'ils avaient le même emploi ». Dans ce cadre-là, la théorie du marché divisé, développé par E. Bonacich, met en avant l'hypothèse selon laquelle l'antagonisme ethnique commence à se former le long des lignes ethniques.⁶⁵ A la différence d'autres acteurs d'accueil, c'était surtout des employés locaux qui ont davantage accentué l'aspect économique de la concurrence.

⁶⁴Bonacich, E., "A Theory of Ethnic Antagonism: The Split Labor Market", *American Sociological Review*, 1972, Vol. 37, No.5, p.557. <https://doi.org/10.2307/2093450>.

⁶⁵*Ibid.*, p.549

A Sultanbeyli comme partout, les Syriens sont beaucoup moins payés que les citoyens turcs. Obligés de quitter leur pays suite à la guerre civile, ils se sont paupérisés parce qu'ils ont perdu la propriété de leur maison, de leur terre et ont également dépensé assez pour arriver en Turquie. De plus, ils ne possèdent pas en général « un capital culturel » au sens Bourdieusien du terme. Notamment, que le niveau d'éducation de la population syrienne réfugiée à Sultanbeyli est très faible. Bien qu'une personne soit éduquée, cette fois-ci, d'autres obstacles dû à la non-transférabilité du capital culturel (e.g. parce qu'ils ont fui de leur pays, ils n'ont pas eu la chance d'apporter les certificats officiels prouvant leur niveau d'éducation) ainsi que l'incompétence dans la langue turque limite l'accès aux emplois bien payés. Le manque d'un pouvoir de négociation vis-à-vis l'employeur les a poussés à travailler dans de mauvaises conditions. Comme une grande partie des populations locales la grande majorité des Syriens travaille également dans le secteur de la construction et du textile, mais touchent un salaire moins important par rapport aux populations locales.

L'augmentation de la demande pour toute sorte d'emploi, surtout pour les postes dans les secteurs du textile et de la construction, suscite une rivalité de la part des populations locales. Les patrons visant minimiser le coût de la force du travail préfèrent les employés syriens au lieu des locaux. Donc, en tant que « main-d'œuvre plus rémunérée » les citoyens turcs constituent la classe qui « *est menacée par l'introduction de main-d'œuvre moins coûteuse sur le marché, craignant qu'elle les oblige à quitter le territoire ou à les réduire à son niveau* ». ⁶⁶ Les Syriens qui amoindrissent le niveau général des salaires jouent – même involontairement – ici le rôle du « briseur de grève » puis qu'ils sont dépourvus des ressources politiques (e.g. le manque d'un permis de travail, l'appartenance à une organisation syndicale, avoir la citoyenneté turque etc.) aussi bien que socio-économiques en vue de résister contre le patron.

« [Qu'est-ce que vous n'aimez pas à l'égard des Syriens ?] **I1** : *Voilà la chose : le chômage a un petit peu augmenté pour les personnes sans éducation. Il n'y a pas d'assurance. L'employeur dit "Pourquoi je vous [les habitants locaux] recrute au lieu des Syriens ?". Les Syriens travaillent pour la moitié du prix, ils reçoivent beaucoup de soutien de l'État. Le propriétaire de l'usine de textile dit que le Syrien travaille pour 500 livres [125 euros] et que l'autre garçon [local]*

⁶⁶ *Ibid.*, p.553.

lui coûte 2000 livres [500 euros] y compris son assurance. I2 : Oh oui. Il y a un effet négatif sur l'emploi parce qu'ils [les Syriens] travaillent à un salaire plus bas. Ils doivent le faire. Ils doivent survivre d'une façon ou d'une autre. C'est l'employeur qui fait les choses comme ça. » (Entretien avec une famille dans un parc public, I1 : homme, marié, 67 ans, retraité, diplômé de l'école primaire ; I2 : homme, célibataire, 30 ans, médecin, habite à Sultanbeyli il y a 5 ans, au 13 novembre 2016)

Le mécontentement de la part de la main-d'œuvre la mieux rémunérée peut provoquer un discours de stigmatisation (concernant le mode de vie) et/ou l'exclusion de ceux qui sont mal payés. La présence de ce dernier dérange les employés locaux parce qu'ils les considèrent une menace. Un jeune homme turc étant un employé de magasin au sein d'un centre commercial à Sultanbeyli s'est mis en colère à cause des comportements des syriens :

« [Pensez-vous qu'il y aurait des problèmes si les Syriens restaient ?] I1 : Oui, il y aurait. [Comment, par exemple ?] Par exemple, ils vont commencer à s'approprier ici. Les filles ne pouvaient pas porter ce qu'elles voulaient, car ils fixent leur regard sur elles. Il y aurait aussi beaucoup de problèmes concernant le business à l'avenir. Par exemple, quand ils apprendraient le turc ... Ils l'ont appris, ils l'apprennent. [Est-ce que cela ferait autant d'obstacle devant les opportunités de travail ?] I2 : Oui. Ils [les populations locales] seraient des chômeurs. I1 : Oui. Bien sûr, les gars [les Syriens] sont ambitieux, déterminés. I2 : Il y avait beaucoup de travail auparavant, maintenant il n'y a pas de travail. » (Entretien avec les employés d'un magasin au sein d'un centre commercial, I1 : homme, célibataire, 18 ans, diplômé de l'école primaire, né à Sultanbeyli ; I2 : femme, 28 ans, diplômé d'école primaire, habite à Sultanbeyli il y a 2 mois, au 24 novembre 2016)

D'un côté, l'exploitation des Syriens par les employeurs et les propriétaires de maisons ; d'autre côté, la relance du commerce à l'échelle locale, surtout pour les petits commerçants, sont en général considérées comme des « contributions » des Syriens à Sultanbeyli aux yeux de ceux qui en profitent.

« [Contribuent-ils les Syriens à Sultanbeyli ?] Bien sûr. Le commerce est relancé. Les loyers ont augmenté, les appartements qui ont jamais été loués l'ont été maintenant. Il y a une reprise du commerce pour les petits

commerçant dans les marchés, dans le secteur du textile. Puisque on vend des meubles, on a également tant de clients syriens. » (Entretien avec un vendeur de meubles d'occasion, homme, marié, 35 ans, diplômé du lycée commercial, originaire de Gümüşhane, habite à Sancaktepe, au 10 janvier 2017)

Un homme turc qui travaille dans un magasin d'orfèvrerie a exprimé son bonheur vis-à-vis la présence des réfugiés. Etant un supporteur passionné de la politique de portes ouvertes d'AKP, il pensait que le Dieu a fait augmenter son revenu en contrepartie de l'accueil des réfugiés syriens qui avaient besoin d'aide.

“[Y a-t-il des effets négatifs des Syriens ?] Je n'en pense pas. Certains les [les Syriens] critiquent, mais je ne suis pas d'accord avec eux. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent 'Pourquoi on les [Syriens] a reçus à bras ouverts ?' Notre rızık⁶⁷ a augmenté avec l'arrivée de ces personnes. Il doit y avoir un hayır pour nous au cours des choses.⁶⁸ [Avez-vous des clients syriens ?] On a de très bons clients.” (Entretien avec un orfèvre, homme, marié, 47 ans, diplômé du lycée, habitait à Sultanbeyli pendant 15 ans, au 10 janvier 2017)

En résumé, le déclin des salaires provoque une baisse en ce qui concerne les opportunités d'emploi pour les locaux sans propriétés. Au contraire, les employeurs tirent parti de cette situation. Les conditions d'un marché divisé créent une animosité entre les employés locaux et les Syriens alors que les employeurs sont contents non seulement d'embaucher une main-d'œuvre pas chère, mais aussi de l'accroissement du revenu grâce à l'augmentation de la demande pour les biens et services suite à l'arrivée de milliers de nouveaux consommateurs.

3.1.2. L'augmentation rapide des loyers à Sultanbeyli

Lademande pour les maisons à louer est en montée dans le quartier en raison de l'accroissement de la population. Parallèlement aux syriens, à Sultanbeyli il y a un bon nombre de personnes intéressés par les loyers dans ce quartier. Puis qu'on ne

⁶⁷*Rızık* : Un mot islamique utilisé pour désigner ce que le Dieu donne aux fidèles pour qu'ils en bénéficient dans la vie mondaine.

⁶⁸*Hayır* : Un concept islamique signifiant les aspects positifs et utiles d'un événement qui semble d'être indésirable, provoquant le malheur et le mécontentement à première vue. Il implique qu'on ne peut pas deviner quel que soit le résultat ultime d'un événement, et c'est seulement le Dieu qui peut le savoir.

construit pas des nouvelles maisons, le nombre des maisons disponibles est limité. Surtout les jeunes qui sont récemment entrés dans le marché du travail ont envie d'avoir leur propre maison à eux-mêmes et vivre séparément de leur famille. Ce sont les « *derniers occupants* » si on utilise le terme de Işık et Pınarcıoğlu.

Mais, pour certains « *premiers occupants* » surtout ceux qui sont aujourd'hui propriétaires, la présence des Syriens veut dire une augmentation dans leur revenu. Les propriétaires de maison sont contents de l'augmentation des loyers et de la concurrence entre les locataires. Les interviewés ont de temps en temps indiqué qu'il y a des propriétaires de maison qui louent des anciens dépôts de charbon de leur maison ou leurs magasins aux familles syriens aux prix déraisonnables.

« Dieu, aide-les ! C'est très difficile pour eux d'habiter dans des endroits et des magasins insalubres. » (Entretien avec un agent immobilier, homme, marié, 59 ans, diplômé du lycée vocationnel, originaire de Bayburt, habite à Sultanbeyli il y a 43 ans, au 10 janvier 2017)

Dans ce cadre-là on voit que dans la même ligne avec le déclin des salaires pour les chercheurs d'emploi, l'accroissement rapide des loyers déclenche un mécontentement parmi les locataires. Occupant une place avantageuse dans cette situation, les propriétaires de maison sont contents. De plus, plusieurs n'hésitent pas à exploiter les réfugiés ayant tombé dans la pauvreté.

3.1.3. Le mécontentement concernant l'abondance de l'assistance sociale envers les Syriens et le conflit pour les services publics

Les réfugiés syriens peuvent tirer parti des services sociaux fournis par la Municipalité de Sultanbeyli dans le cadre des projets d'assistance sociale mis en œuvre à l'intermédiaire d'une association (MD). Les vêtements, les produits ménagers et les nourritures sont gratuitement distribués aux réfugiés. Ils peuvent visiter les médecins syriens aux prix raisonnables et obtenir gratuitement des médicaments de la pharmacie de MD. Dans un centre d'éducation temporaire (sous l'administration de MD) et au sein de deux écoles publiques, les élèves syriens ont l'opportunité d'accéder à l'éducation. La Municipalité est chargée de payer le frais des véhicules qui s'occupent du transport des élèves syriens. Le MD a alloué une

somme d'argent aux syriens en tant qu'aide financière pour les familles dont les enfants fréquentent l'école.

L'importance des activités d'assistance sociale aux réfugiés irrite la plupart des habitants n'ayant pas un niveau de revenu très haut. Une jeune femme non-scolarisée, s'occupe de gagner sa vie pour s'occuper de ses frères et sœurs étudiants exprime sa colère concernant le statut privilégié des Syriens en termes de la redistribution inéquitable des aides sociales.

« [Quelles sont vos opinions sur l'arrivée des Syriens à Sultanbeyli ?] *Il y a beaucoup de gens dans notre propre pays qui ont également besoin d'aide. Je connais une veuve qui a besoin d'aide. Elle a cinq enfants. Il y a une différence visible en ce qui concerne l'assistance des deux parties*[les citoyens turcs et les réfugiés]. *Il y a deux dames âgées* [dans le quartier]. *Généralement, on les aide. Notre état aide les*[Syriens] *plutôt que notre propre peuple. C'est bon mais ... Ils* [les Syriens] *dépensent beaucoup plus que nous. Leurs vêtements sont raffinés. Certains demandent de l'aide, d'autres font du shopping. Mon patron aide certains. On les* [les Syriens] *aide autant que possible. Ils* [les Syriens] *communiquent entre eux, l'un informe l'autre en ce qui concerne la distribution des aides*[sociales] (...) *Je ne sais pas jusqu'à quelle mesure l'État exclura son propre peuple.* » (Entretien avec une employée de boutique de vêtement, célibataire, 24 ans, non-scolarisée, habite à Sultanbeyli il y a 15 ans, au 10 octobre 2016)

A côté de ces services privés aux réfugiés à l'échelle local, en Turquie l'Etat prend certaines décisions en vue d'assurer des services publics de base aux réfugiés. Par exemple, les Syriens peuvent bénéficier gratuitement des urgences des hôpitaux publics et ils peuvent également obtenir gratuitement les médicaments. Dans d'autres cas, 80% des frais pour le service sanitaire est payé par la Présidence de Gestion des Catastrophes et d'Urgence (*Afet ve Acil Durum Yönetimi Başkanlığı*, en turc, AFAD).⁶⁹ Par conséquent, la plupart des interviewés se plaignent des droits offerts aux Syriens par rapport à l'accès gratuit aux services publics.

⁶⁹ "Suriyeli Mülteciler Dosyası: Sağlık Hizmetleri Bedava" [Dossier de réfugiés syriens: les services sanitaires sont gratuits], **BBC Türkçe**, le 8 octobre 2015, http://www.bbc.com/turkce/haberler/2015/10/151008_multeciler_saglik.

« Lors que vous allez à l'hôpital, ils [les Syriens] passent devant les autres parce qu'ils ne possèdent pas de carte d'identité[pour les citoyens turcs]. »

(Entretien avec une femme au foyer dans un parc public, mariée, 35 ans, diplômée d'école primaire, originaire d'Ankara, habite à Sultanbeyli il y a 20 ans, au 13 novembre 2016)

Les jeunes se plaignent également à cause de l'accès facile des Syriens aux services publics. Ce qui les dérange le plus souvent est le fait que les Syriens peuvent profiter d'une formation universitaire sans être obligé de réussir l'examen d'accès à l'université. En Turquie, cet examen exige évidemment des efforts considérables. Chaque année plus d'un million de personnes font recours à cet examen afin de trouver une place dans les universités. Néanmoins, les déclarations des organes étatiques sur la possibilité de l'accès libre des Syriens à certaines universités (tels que Université Çukurova, Gaziantep, Kahramanmaraş Sütçü İmam, Kilis 7 Aralık, Harran, Mersin, Mustafa Kemal (à Hatay), Osmaniye Korkut Ata qui se trouvent dans la région du sud-est où les syriens sont nombreux)⁷⁰ ont déclenché des réactions de la part des citoyens turcs.

« Mon entourage et mes amis ne les [Syriens] aiment pas beaucoup parce qu'ils disent qu'ils entrent à l'université sans examen. » (Entretien avec une étudiante du lycée islamique dans un parc public, célibataire, 16 ans, originaire de Sivas, habite à Sultanbeyli il y a 13 ans, au 13 novembre 2016)

Les plaintes vont main dans la main avec l'accentuation de l'appartenance à l'Etat-Nation en rappelant le statut privilégié d'un citoyen face à un étranger.

« Moi aussi, je suis turque. J'ai vu des choses[des services fournis aux Syriens] qui ne m'ont pas offert en tant qu'un membre de la nation. Mon frère n'est pas entré à l'université, il étudie depuis trois ans. Les gens ont dit qu'ils[les Syriens] pouvaient entrer à l'université parce qu'ils ne connaissent pas la langue [turc]. Alors que les fils de votre propre nation ne peuvent pas y entrer. » (Entretien avec une employée de magasin de vêtement féminin, célibataire, 21 ans, diplômée de l'université, habite à Sultanbeyli il y a 17 ans, au 10 octobre 2016)

⁷⁰ « YÖK'ten Suriyeli Öğrenciler İçin Flaş Karar » [Décision de dernière minute de YÖK (Institut d'Enseignement Supérieur) à l'égard des étudiants syriens], **Hürriyet**, le 9 janvier 2015, <http://www.hurriyet.com.tr/yokten-suriyeli-ogrenciler-icin-flas-karar-27933009>.

Pour résumer, la perception de la position des Syriens comme privilégiée en matière d'une multitude de services socio-économiques dérange une grande partie des populations locales. Elles condamnent le gouvernement pour ne pas conserver la « supériorité » d'un citoyen turc face aux réfugiés.

3.1.4. La lutte pour « les hommes » : l'homme en tant qu'une ressource socio-économique

Comme on a cité dans les paragraphes précédents, dans certains secteurs du marché du travail (e.g. l'artisanat et le commerce) les hommes sont nombreux, alors que dans d'autres les femmes sont omniprésentes. A Sultanbeyli, même si les jeunes femmes participent de plus en plus à la vie économique, l'homme est responsable en générale de gagner la vie de sa famille. La perspective prédominante aux yeux des Syriens n'est pas loin de cette approche que la femme s'occupe des tâches ménagères tandis que l'homme travaillent en dehors de la maison.

Pour les hommes syriens, il est difficile de trouver des emplois bien payés en Turquie. Rappelons que la profession qu'ils pratiquaient en Syrie ou le niveau d'éducation élevé ne suffissent pas pour qu'ils aient un emploi bien rémunéré à cause de la barrière linguistique et le non-transférabilité du capital culturel acquis en Syrie. De plus, beaucoup des Syriennes ont fui avec leurs enfants et vivent seule en Turquie parce que leur mari est décédé, ont fui le pays ou sont porté disparu pendant les conflits armés.

Les facteurs cités ci-dessus poussent les femmes Syriens à être la deuxième épouse d'un homme local ou de pratiquer la prostitution à Sultanbeyli. En Syrie, plusieurs femmes ont perdu leur mari en raison de la violence de la guerre. Contrairement à l'idée générale parmi les interviewé(e)s, en Syrie la polygamie n'était pas un phénomène très répandu. Cependant, la polygamie a pris son essor après la guerre. D'après les chiffres officiels, le taux des unions polygames enregistrées à Damas ait été seulement de 5% en 2010 alors que pendant la guerre il a atteint 30% en 2015.⁷¹ Parallèlement à l'augmentation de la polygamie en Syrie

⁷¹Voir "Dans la Syrie en guerre, divorces et polygamie se répandent", **Nouvelobs**, le 12 septembre 2016, [Source: Agence-France Presse],

comme résultat de la disparition des hommes pendant la guerre, on a appris des interviewés qu'à Sultanbeyli aussi les mariages islamiques (*imam nikahı*, en turc) et les unions informelles entre les hommes locaux et les Syriennes imprègnent la vie quotidienne, et sont devenu un sujet de conversation très populaire.

Le mariage étant un moyen de survie et d'ascension sociale aux yeux des femmes à la fois syriens et locales, une sorte de compétition pour l'homme local a été produite. Cet homme bel et bien considéré comme « ressource socio-économique » vu que les deux groupes des femmes sont en général dépourvues du capital culturel (e.g. le diplôme) et d'économique afin d'avoir leur indépendance économique vis-à-vis leurs maris. Le mariage islamique permettant aux hommes d'avoir plusieurs épouses augmente le risque perçu par les femmes locales que leur mari « leur glisse entre les doigts ». Elles ont des soucis à l'égard des femmes syriennes qui donnent beaucoup d'importance à leur apparence physique. Elles se maquillent plus que les femmes locales et portent des vêtements moulants et raffinés. Les femmes locales ont peur que leur mari puisse les tromper ou quitter pour une Syrienne.

L'exploitation des femmes syriennes par les hommes locaux n'est pas négligeable. Les mariages illégaux et la prostitution rendent la femme syrienne très vulnérable, mais aussi dégradent son image aux yeux des femmes locales. Les attitudes similaires parmi les femmes locales envers les réfugiés ont été détectées par Altunkaynak pendant sa recherche dans les villes frontalières de la Turquie. La chercheuse les aborde en tant qu' incidences d'instrumentalisation de la femme réfugiée par l'homme *insideren* vue de dominer sa femme.⁷²

Cette situation a provoqué la production d'une variété de rumeurs et des fantaisies à propos des femmes syriennes ainsi que des discours de haine parmi les femmes locales. Ce type de stigmatisation « associée à un type particulier de fantaisie collective » entre les établis et les outsiders sert à « refléter et en même temps justifier l'aversion-le préjugé » ressenti par le premier envers l'autre.⁷³

<http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20160912.AFP7433/dans-la-syrie-en-guerre-divorces-et-polygamie-se-repandent.html>.

⁷²Selin Altunkaynak, "Intersecting Lives in Post-Migration Period: The Dynamics of Relations Between "Host" Women From Turkey and "Guest" Women From Syria", **Alternative Politics/Alternatif Politika**, 2016, Vol.8, No.3, pp.488-504.

⁷³Norbert Elias et John L. Scotson, Elias, N. et Scotson, J.L, **The Established and The Outsiders, A Sociological Enquiry into Community Problems**, Great Britain, Sage Publications et Theory, Culture & Society, School of Human Studies, University of Teesside, 1994 [1965], p. xxxiv.

Lors d'un entretien une jeune femme nous a relaté une rumeur qu'elle avait entendu « quelque part ». L'histoire est toujours la même : une femme locale et son mari ont eu pitié d'une syrienne qu'ivrit dans la rue avec ses enfants ; ils ont ouvert la porte de leur maison pourelle et par conséquent le mari a trompé sa femme avec celle-ci. Les femmes locales racontent ces histoires avec consternation. Généralement, ces rumeurs ont été entendues de « quelqu'un d'autre ».

« J'ai entendu une autre chose de semblable dans le quartier : la femme a témoigné que son mari et une femme syrienne faisaient l'amour. Bien sûr, leurs hommes [les hommes syriens] ont l'air dégoûtant parce qu'ils rendent leurs cheveux humides et les peignent au front. Ce n'est vraiment pas du tout beau. » (Entretien avec une employée de magasin au sein d'un centre commercial célibataire, 21 ans, née à Sultanbeyli, au 27 octobre 2016)

« J'ai entendu dire qu'elles [les Syriennes] disent que, 'Les femmes turques sont laides, elles ne soignent pas leur apparence physique, on séduirait [facilement] leurs maris.' »(Entretien avec une employée d'un magasin de vêtements féminins, célibataire, 19 ans, diplômée du lycée islamique pour les filles, née à Sultanbeyli, au 27 octobre 2016)

Elias et Scotson ont mentionné des “*fantasmes -éloge et -blâme*” pour définir respectivement l'image positive du groupe d'appartenance et inversement l'image négative à l'égard du groupe d'outsiders créés par les établis. Ces fantasmes sont des produits d'un risque aperçu par rapport aux membres d'autre groupe visent à détruire l'image d'autrui et renforce la supériorité de son groupe. A Sultanbeyli, on peut saisir des exemples de fantasmes non seulement en termes de concurrence entre les femmes, mais aussi dans d'autres aspects telle que l'assistance sociale aux Syriens ou bien leur criminalisation. Une rumeur très étendue est que les Syriens tuent ou blessent les gens. Un enfant de 11 ans a indiqué dans un entretien ayant lieu juste après quelques mois d'empoisonnement de plusieurs personnes à Ankara qu'ils sont les Syriens qui ont empoisonné le réseau d'eau municipal. Dans ce cadre-là, il faut noter que les médias ont une forte influence sur la production des discours hostiles et des préjugés envers les réfugiés par les nouvelles histoires insolites apparues dans les journaux et à la télévision provoquant les rumeurs.

3.2. La stigmatisation de la culture et du mode de vie des Syriens

Avant d'analyser les discours stigmatisant la culture et le mode de vie des réfugiés, on devrait noter une différence culturelle qui occupe une place remarquable en termes d'interaction de deux groupes. La majorité des deux groupes ne savent pas la langue de l'autre. Les syriens parlent l'arabe tandis que les populations locales communiquent en turc. Cela provoque un retrait total pour chaque groupe qu'ils restent isolés l'un de l'autre. Certains interviewés disaient que la différence de la langue leur empêche de contacter avec leurs voisins syriens.

Bien qu'il y ait des similitudes entre la culture syrienne et turque/kurde (e.g. la croyance commune l'Islam ainsi que la similarité de la cuisine et du style de vie en Syrie et dans les villes frontalières au sud-est de la Turquie), les divergences culturelles sont davantage accentuées par les interviewés.

Plusieurs interviewés ont mentionné le style de vie des Syriens, ils nous racontaient leurs observations quotidiennes. Certains aspects de la culture syrienne ont été soulignés par les interviewés : leur cuisine, le style vestimentaire des femmes, le mariage précoce des jeunes femmes, le traitement des enfants syriens par leur famille, le nombre d'enfants dans une famille syrienne et enfin la divergence en termes de langue, autrement dit, le manque de communication à cause de l'utilisation de différentes langues (l'arabe/le kurde et le turc). De temps en temps les interviewés indiquaient leur sympathie vis-à-vis le mode de vie syrien, mais en général ils le critiquent.

Elias and Scotson interprètent la stigmatisation d'un groupe par l'autre en tant qu'une stratégie en vue de « *maintenir leur identité, revendiquer leur supériorité, les fixer fermement dans leur place* ». ⁷⁴ Evidemment, les interviewés turcs soulignent d'avantage l'infériorité morale ou culturelle ou bien civique des syriens en critiquant leur mode de vie. ⁷⁵ Les exemples peuvent être classifiés en trois grandes catégories.

⁷⁴ Ibid, p. xviii.

⁷⁵ L'ancien Président de la République Française, Jacques Chirac pendant un de ses discours en 1991 a discrédité les immigrées en indiquant que la famille d'un immigré constituée d'un homme, plusieurs épouses et beaucoup d'enfant causent "*le bruit et l'odeur*". Il a critiqué le fait que ces familles peuvent profiter de l'assistance sociale alors qu'une famille française constituée d'un couple sans enfant dans laquelle la femme travaille aussi bien que l'homme ne peuvent pas en tirer parti. Alors, l'humiliation et la stigmatisation des réfugiés syriens qu'on a analysé dans ce chapitre n'est pas un cas

3.2.1. La paresse et le manque de discipline

En Syrie les horaires du travail sont plus courts en comparaison avec la Turquie. Les citoyens turcs travaillent, de temps en temps, même pendant les jours fériés. La Turquie faisant partie du marché global, les employés sont dans une forte concurrence pour les emplois. Les Syriens ne sont pas habitués ni aux longues heures consacrées au travail ni à l'instabilité perpétuelle en ce qui concerne le pouvoir d'achat. Donc, ils ne les conviennent pas de travailler sous ces conditions. Cela provoque des malentendus parmi eux et les populations locales. Les citoyens turcs, à la fois les employeurs et les employés, croient que les Syriens soient dans un laxisme en Turquie car ils n'ont pas envie de travailler.

“ Il [un Syrien] dit que, ‘*Dans la soirée, je vais commencer [à travailler] à telle heure, partir à cette heure-là et je travaillerai pour une certaine somme d'argent*’. Evidemment, ces gars sont un peu paresseux.” (Entretien avec un employé d'un magasin de meubles, marié, 68 ans, diplômé d'école primaire, au 10 janvier 2017)

Si on redéfinit le discours adopté par les habitants de Sultanbeyli en référant aux rhétorique des *établis* de Winston Parva, les Syriens sont “*non fiables, indisciplinés et anarchique*”⁷⁶. La non-volonté de la part des Syriens poussent les habitants à penser qu'ils n'ont pas besoin de gagner leur vie grâce aux aides humanitaires fournies par l'Etat et renforce parfois l'antagonisme vis-à-vis des Syriens.

3.2.2. Le style vestimentaire, l'hygiène et la cuisine syrienne

Ce qu'on dit à l'égard des *outsiders* n'est pas loin de la réflexion de Winston Parva analysée par Elias et Scotson, les interviewés trouvent les Syriens “salles” et

exceptionnel ; au contraire, dans des nombreuses parties du monde, y compris les pays plus démocratiques comme la France les immigrés subissent ce genre d'humiliation et de discréditation. Pour le discours de Chirac consultez **Jacques Chirac-Le bruit et l'odeur**, téléchargé par Alexis Tjamag en 30 mai 2011. <https://www.youtube.com/watch?v=e4pun9Cdp6Q>.

⁷⁶ Elias et Scotson, **op. cit.**, p. xxv.

croient qu'ils ne fassent pas suffisamment le nettoyage. Non seulement les femmes locales bavardent sur la pauvre hygiène des Syriens, mais aussi les hommes locaux le mettent en avant dans leur discours.

“ Ils[les Syriens] sont trop mauvais en termes d'hygiène Je ne pouvais pas y entrer à cause de l'odeur. Leur cuisine est très différente. Même la viande est très différente, où l'emportent-ils ?” (Entretien avec un orfèvre, homme, marié, 32 ans, diplômé du lycée commercial, originaire de Hakkari, habite à Sultanbeyli il y a 20 ans, au 10 janvier 2017)

Certains interviewés expriment qu'ils sont dérangés des Syriens qui, selon eux, parlent en général fort et font du bruit lors des conversations dans la rue. Ils se plaignent surtout des jeunes hommes syriens ainsi que les femmes faisant des courses dans le marché.

Une multitude d'observation se concentre sur les comportements et les attitudes des femmes syriennes. Surtout les femmes locales les critiquent beaucoup. Le style vestimentaire féminin attire l'attention comme on disait au-dessus. Les femmes locales pensent que les femmes syriennes ne prennent pas soin de leur maison et leurs enfants : elles ne nettoient pas la maison et ne s'occupent pas de leurs enfants. Le nombre d'enfants en moyen est très élevé dans les familles syriennes et les femmes se marient jeunes. Les populations locales désapprouvent aussi cette tendance.

« I1 : Une voisine a donné naissance à plusieurs enfants, mais elle ne s'occupe pas d'eux. I2 : Elles sont indifférentes aux enfants. » (Entretien avec une famille dans un parc public ; I1 : femme, marié, 35 ans, femme au foyer, diplômé d'école primaire, originaire d'Ankara, habite à Sultanbeyli il y a 20 ans ; I2 : homme, célibataire, 19 ans, employé, diplômé d'école primaire, au 13 novembre 2016)

En un mot, le mode de vie des réfugiés est discrédité par les habitants. Les traits culturels différents tels que les critiques sur la culture culinaire, le style vestimentaire, la manière de parler et de se comporter sont très fréquentes dans les discours des interviewés. Le taux élevé de fécondité et les mariages précoces sont considérés comme preuves du niveau de civilisation bas aux yeux des habitants de Sultanbeyli.

3.2.3. Les anciens migrants urbanisés vs. Les nouveaux migrants « ruraux »

En analysant les caricatures publiées dans les journaux et magasins d'Istanbul, Öncü a interprété les stéréotypes des migrants ruraux créés pendant des années. Le migrant rural a été considéré "*dans l'esprit dialogique des Stambouliotes*" comme "*un autrui*", "*portant de traits négatifs*" et "*un étranger qui envahit la ville*". Öncü réclame que ces deux aspects de la stigmatisation produisent et reproduisent l'image de Stambouliote qui est à la fois "*courtois et privilégié*" ainsi qu'il est "*autochtone et moralement supérieur*" en comparaison avec cet autrui.⁷⁷ Se sentant comme "un citoyen" d'une grande ville, les jeunes générations ne sont pas contentes des caractéristiques socio-culturels des réfugiés qui dégradent l'image urbain du quartier. Le faible niveau d'éducation, la pauvreté et le surpeuplement des Syriens dérangent ces jeunes qui sont nés à Sultanbeyli.

"[Qu'est ce qui a changé avec l'arrivée des Syriens]? *De plus en plus, nos clients sont d'un niveau culturel inférieur. Ce[le niveau socio-culturel à Sultanbeyli] n'était pas élevé non plus* [avant l'arrivée des Syriens]. *Quand les Syriens sont venus, il a baissé encore plus. Les choses n'ont pas beaucoup changé.*" (Entretien avec un employé de magasin, marié, 28 ans, étudiant à l'université, habite à Sultanbeyli il y a 18 ans, au 10 janvier 2017)

En opposition avec le discours commundiscreditant le niveau socio-culturel des Syriens, adoptés par la plupart des interviewés, un bon nombre des interviewés ont indiqué que les Syriens se sont habitués à vivre à Sultanbeyli dont la population est aussi rurale et migrante. Certains pensaient qu'ils sont « *sincères* » et

⁷⁷ Ayşe Öncü, « İstanbullular ve Ötekiler », Çağlar Keyder (ed.), **İstanbul, Küresel ile Yerel Arasında**, Istanbul, Metis, 2013, p.120. Dans cet article Öncü a examiné tout d'abord l'histoire de la stigmatisation du migrant rural pendant les années quarante. Elle a conclu son argumentation par le fait qu'à partir des années quatre-vingt ce phénomène de stigmatisation est devenue un motif étendu utilisé en vue de critiquer les habitudes de consommation des gens de toutes les échelles sociales -au-delà des migrants. Öncü la voit comme un signe d'une crise de la classe moyen dans l'ère de globalisation et sa lutte pour conserver ce qu'appartient à elle en discréditant la consommation excessive et en la traitant comme immorale. Malgré l'accentuation de "la courtoisie" et "l'autochtonie" qu'on a attribuée à un *vrai* Stambouliote, celle-ci a perdu son sens au bout des années quatre-vingt-dix, le mythe de celui-ci n'a jamais disparu. Au contraire, à travers ce mythe on continuait à stigmatiser et à exclure l'autrui. On ne discute pas la proposition d'Öncü dans le cadre de cette étude, on vise plutôt à accentuer le sentiment de "supériorité" ressentie par les Stambouliotes (les établis) face aux migrants ruraux (les outsiders) pour un moment donné dans l'histoire de la ville qu'elle a détectée au début de son article.

« *chaleureux* » même plus que les locaux. Par exemple, un agent immobilier de 34 ans et une employée de magasin de 21 ans disaient qu'ils aiment les Syriens puis qu'ils les saluent et leur parlent sincèrement et croient qu'ils contribuent à la diversité culturelle de Sultanbeyli et de la Turquie.

En résumé, d'une part, certains habitants apprécient la sincérité et l'intimité humaine chez les Syriens. D'autre part, plusieurs interviewés se plaignent du niveau socio-culturel inférieur des réfugiés. Selon ces interviewés, les réfugiés sont des personnes « ruraux » dégradant l'image urbaine et civilisée de Sultanbeyli, même si la majorité des interviewés rendent compte que Sultanbeyli en tant que quartier informel dont les habitants y ayant installé dans la meilleure des cas il y a 30-40 ans, étaient aussi des migrants venant des régions rurales de l'Anatolie.

3.3. La polarisation politique en ce qui concerne la politique de la Syrie du gouvernement turc

L'accueil des Syriens par les populations locales dépend d'une certaine mesure au positionnement politique.⁷⁸ Le discours d'hospitalité varie également à Sultanbeyli selon le positionnement politique des habitants par rapport à la politique du gouvernement d'AKP.

Dès le début des conflits en Syrie, le gouvernement d'AKP adoptait un discours protectionniste à l'égard des Syriens. Cette propagande de néo-ottomanisme est basée sur l'idéal d'« une renaissance » accueillant les anciennes populations étaient d'antan sous la règle de l'empire y compris les Syriens. Il s'agit dans ce cadre-là, d'une stratégie de modification et d'expansion des frontières ethniques mentionné par Wimmer. Etant une stratégie adoptée dans le processus de la

⁷⁸En comparant les nouvelles apparus pendant l'année 2014 dans les trois journaux, *Cumhuriyet*, *Hürriyet* et *Yeni Şafak* ; Göktona-Yaylacı et Karakuş l'analyse le contenu prouve que la proximité et la distance politique des journaux vis-à-vis le gouvernement affecte la manière de présenter les réfugiés Syriens dans les informations. *Cumhuriyet* critique d'avantage la politique de « porte ouverte » du gouvernement alors que *Yeni Şafak* les félicite en glorifiant l'assistance sociale fournie par la Turquie. Quant à *Hürriyet*, dans ce journal, les deux perspectives occupent un espace égale bien qu'ils donnent l'espace aux discours du gouvernement dans le sujet aussi bien qu'aux photos qui montrent la visite des Syriens par des ministres et le Premier Ministre. Les auteurs mettent l'accent sur le fait que tous les trois instrumentalisent les Syriens dans le but de reproduire leur propre idéologie et plutôt présentent ce que leur audience visée suppose lire qu'informer les gens à propos des réalités de la guerre (p. 247). Pour plus d'information voir Filiz Göktona Yaylacı et Mine Karakuş, « Perceptions and newspaper coverage of Syrian refugees in Turkey », **Migration Letters**, 2015, Vol.12, No.3., pp.238-250.

formation de la nation, elle vise à élargir les frontières ethniques en comprenant les divers groupes minoritaires dans le but de créer une entité hégémonique et administrative.⁷⁹ La promesse de naturalisation des réfugiés syriens déclarée par Erdoğan, en fait, est une démarche en ce sens.

Les interviewés qui soutiennent le politique syrienne d'AKP créée au tour du charisme et du leadership d'Erdoğan ont adopté un discours plus « accueillant » envers les réfugiés.

"Il n'y a pas de différence entre ceux qui disent " vas t'en" à eux [les Syriens] et Assad. Si nous n'avons pas ouvert nos frontières aux enfants exposés aux bombes de phosphore ..." (Entretien avec une fille d'une propriétaire de magasin de vêtement féminin, approximativement 20 ans, au 10 octobre 2016)

Néanmoins, cette attitude positive en ce qui concerne la présence syrienne à Sultanbeyli n'est pas formée sur un plan égalitaire. Autrement dit, la supériorité des Turcs face aux Syriens ont été toujours mise en avant par les interviewés. Le "pouvoir" et le caractère " humanitaire" de la nation turque vis-à-vis les "pauvres" Syriens sont des motifs fréquemment rencontrés dans leur discours. Cette inégalité parfois exprimée directement, à travers un discours stigmatisant ; mais aussi par l'accentuation du passé glorieux des Turcs ou des Ottomans et de la mission protectionniste paternelle de s'occuper des vulnérables et des pauvres qui faisaient d'antan partie de l'Empire ottomane.

"[Qu'est-ce qui a changé à Sultanbeyli après l'arrivée des Syriens ?] «Notre humanité a changé ; c'est-à-dire nous les avons reçus, nous faisons notre devoir humanitaire. Dieu les a créés, nous les avons reçus. Grâce à notre chef[Reis⁸⁰ en turc], à notre Président (...) C'est un devoir civique, un devoir humanitaire(...)Nous sommes la nation turque. Nous sommes un pays fort. Nous avons tout : à la fois au sens matériel et spirituel. Qui les recevra si nous ne le faisons pas ?(...) [S'ils restèrent plus longtemps, y aurait-il des problèmes ?] Je n'en pense pas. La citoyenneté a également une limite. Ils

⁷⁹ Wimmer, "The Making and Unmaking of Ethnic Boundaries: A Multilevel Process Theory", *American Journal of Sociology*, 2008, Vol. 113, No. 4, p.987.

⁸⁰ Le mot original utilisé par l'interviewé était *Reis*, une épithète que les supporters d'Erdoğan utilisent pour lui appeler.

vont naturaliser des bonnes personnes, pas des terroristes. [Pourquoi ?] Je crois en justice divine. Qui s'occupera de ces petits garçons si nous ne le faisons pas ? Maintenant, la plupart d'entre eux restent dans des tentes. N'est-ce pas une honte de l'humanité ? Un garçon syrien est venu [ici]. Il n'avait pas de chaussettes aux pieds. Cela a révolté mon cœur. Nous ne devons pas dire 'vas t'en !' à cet enfant. Notre Etat et notre nation sont puissants. Tant que Dieu nous donnera de la force, nous essaierons d'être solidaire avec eux." (Entretien avec un orfèvre, homme, marié, 47 ans, diplômé du lycée, habitait à Sultanbeyli pendant 15 ans, au 10 janvier 2017)

Au cœur du mouvement de Néo-Ottomanisme on peut saisir une image de "nous" dont on est tous fier. Elias et Scotson a noté -toujours dans le rapports d'*established-outsiders*- que l'appartenance à une nation qui était une fois forte dans la scène mondiale peut déclencher un sentiment nostalgique de supériorité de la valeur humaine parmi les membres de ce premier vis-à-vis l'autre groupe avec qui il existe simplement une supériorité en matière du pouvoir.⁸¹

"Nos soldats s'affrontent en Syrie. L'Armée Syrienne Libre a été formée par les Syriens. Nous l'avons construite. Nous lui donnons les armes etc. Pour que les Syriens protègent leurs terres, les hommes âgés de 18 à 45 ans doivent avoir une formation militaire pour protéger leur pays. Nous sommes également entrés en guerre. Ce sont nos soldats qui se battent. Eux, ils doivent aussi se battre. C'est comme un incendie dans la pièce voisine qui réchauffe le mur. Un environnement sécurisé doit être créé. Si la Turquie y intervient, déjà l'humanitarisme hérité de la Turquie (...) Nous bénéficierons plus tard de notre image [créée] dans leur esprit. Je souhaite même que l'Etat qui vont y être établira soit annexé dans nos territoires comme Hatay -qui est devenu un Etat pour un jour et le deuxième jour a été annexé [à notre territoire]". (Entretien avec un agent immobilier, homme, marié, 38 ans, diplômé du lycée, originaire de Trabzon, habite à Sultanbeyli il y a 30 ans, au 13 janvier 2017)

⁸¹ Elias et Scotson, *op.cit.*, pp. xliii-xliv.

L'instrumentalisation politique des réfugiés syriens par l'AKP est fortement critiquée par les deux partis d'opposition : CHP et MHP.⁸² Ces deux partis politiques ayant des tendances nationalistes défendent le rapatriement des Syriens et s'opposent à la naturalisation des réfugiés syriens en réclamant que l'AKP les instrumentalise à son propre profit en vue d'obtenir leurs voix dans les élections.⁸³

Les fonds dépensés pour les Syriens suscitent la réaction de CHP et MHP. Des hésitations concernant la répartition des ressources socio-économiques du pays (e.g. la sécurité sociale, des emplois) ont été mises en avant. Les discours nationalistes désignent les Syriens, particulièrement les hommes, comme des « traîtres » et des « lâches » qui ont fui la lutte pour la défense de leur patrie.⁸⁴ Les citoyens turcs font la corrélation entre le combat contre l'Etat Islamique mené par la Turquie et la fuite des Syriens et ils concluent en colère : « *Pourquoi nos soldats se battent contre les terroristes en Syrie lorsque les Syriens vivent à l'aise ici ?* » Certains interviewés ont justifié cette polarisation politique dans la société au tour des réfugiés syriens.

« [Les Syriens sont-ils nuisibles pour Sultanbeyli?] *Bien sûr, ils étaient néfastes pour tout Istanbul. Qui dit qu'ils ne le font pas c'est un supporteur du gouvernement. Je ne suis pas pour l'AKP, je ne suis pas pro-gouvernemental.* » (Entretien avec un vendeur d'immeuble, homme, marié, 37

⁸² Le vice-président de HDP, Demirtaş s'est également opposé à la naturalisation des Syriens en même ligne avec le MHP et le CHP. "Muhalefetten 'Suriyelilere Vatandaşlık' Tepkisi", **Al Jazeera Türk**, le 12 juillet 2016, <http://www.aljazeera.com.tr/haber/muhalefetten-suriyelilere-vatandaslik-tepkisi>. Cependant, de temps en temps certains représentants du parti mettent en question les mauvaises conditions de vie ainsi que l'exploitation des réfugiés (surtout des femmes et des enfants) en vue de rappeler au gouvernement ses responsabilités. "HDP'li Tüzel, Suriyeli mültecilerle ilgili mecliste konuştu"[Tüzel de HDP perle à propos des réfugiés syriens dans le parlement], **Evrensel**, le 17 janvier 2014, <https://www.evrensel.net/haber/88452/hdpli-tuzel-suriyeli-multecilerle-ilgili-mecliste-konustu>.

⁸³ "CHP'li Özel'den Cumhurbaşkanı Erdoğan'a 'Suriyelilere vatandaşlık' tepkisi" [Réaction d'Özel de CHP contre le Président Erdoğan concernant 'citoyenneté aux Syriens'], **Sözcü**, le 3 juillet 2016, <http://www.sozcu.com.tr/2016/gundem/chpli-ozelden-cumhurbaskani-erdogana-suriyelilere-vatandaslik-tepkisi-1301825/>. Comme le HDP, les représentants de CHP ne gardent pas le silence et font parfois des appels au gouvernement en ce qui concerne l'exploitation des syriens pour que le gouvernement prenne des mesures effectives de prévention du travail infantile dans les ateliers de textiles et d'autres type d'exploitation des enfants. "Tanrıkulu: Türkiye'ye sığınan kaç Suriyeli çocuk kayıt altına alınmıştır?", le site officiel du CHP, le 15 juin 2017, <https://www.chp.org.tr/Haberler/4/tanrikulu-turkiyeye-siginan-kac-suriyeli-cocuk-kayit-altina-alinmistir-60055.aspx>.

⁸⁴ "Oğan'dan Suriyeli mülteci açıklaması" [Déclaration d'Oğan concernant les réfugiés syriens], **Yeni Çağ**, le 3 mars 2017, <http://www.yenicaggazetesi.com.tr/ogandan-suriyeli-multeci-aciklamasi-158309h.htm>

ans, diplômé d'un programme d'associé, originaire de Muş, habite à Bağcılar, au 10 janvier 2017)

Pour résumer, le positionnement politique par rapport à la politique de portes ouvertes de gouvernement d'AKP a un impact sur les discours de l'accueil et de l'hospitalité. Généralement, les supporters d'AKP approuvent la présence syrienne à Sultanbeyli. On observe que la plupart des interviewés supportant la politique de la Syrie du gouvernement ont accentué le pouvoir de la nation turque étant l'héritier de l'Empire ottomane, en contrepartie ils ont mis en relief la faiblesse des Syriens qui ont fui la violence de la guerre. Quant aux supporters des partis politiques d'opposition ils pensent que le gouvernement instrumentalise les réfugiés en vue de gagner leur soutien pendant les élections. Les supporters d'opposition adoptent un discours plus nationaliste mettant l'accent sur l'importance de la défense de la patrie et critiquent sévèrement la fuite des Syriens des conflits armés. En outre, le fait que les soldats de la Turquie combattent en faveur des réfugiés syriens ayant quitté leur patrie exacerbe encore les discours nationalistes chez l'opposition. Finalement, l'opposition est en désaccord avec le partage de ressources socio-économiques avec les millions de réfugiés qu'ils considèrent comme un fardeau pour le système économique du pays.

3.4. Les discours en concurrence : discours nationalistes vs. religieux

A part de la polarisation politique concernant la politique de « portes ouvertes » du gouvernement, les discours influencés par le nationalisme ou l'Islamisme peuvent changer le positionnement d'un interviewé vis-à-vis cette politique. Par exemple, les supporters d'Erdoğan sont en général d'accord avec la présence syrienne. Toutefois, dans les discours de certains parmi eux on observe des éléments nationalistes et discriminatoires falsifiant la perspective islamiste et protectionniste réclamé par l'AKP. Ainsi, on peut dire que quel que soit l'idéologie politique, une partie des habitants de Sultanbeyli interviewés pendant cette recherche désapprouve la fuite des Syriens parce qu'ils n'ont pas défendu leur pays. Le combat mené par les soldats de la Turquie en Syrie contre les « terroristes » met les habitants en colère. Les informations concernant le décès des soldats ainsi que les discours des

partis politiques d'opposition favorisent la critique des Syriens et alimente les discours nationalistes.

" Ils [les Syriens] approchent [le sujet de la défense de la patrie d'un point de vue] plus individuel. Je ne suis pas raciste. Ces gars ne se soucieraient pas si leur pays avait été détruit. Nous avons aimé notre drapeau et notre patrie dès le début de l'histoire. (...) à part l'Union islamique et la fraternité religieuse (...) Les Turkmènes [de Syrie] se battent [contre leurs ennemis] alors que les Syriens [les Arabes] ont échappé. (Entretien avec un agent immobilier, homme, marié, 34 ans, diplômé d'université, originaire d'Erzincan, né à Sultanbeyli, au 13 janvier 2017)

A l'exception d'un interviewé qui a fait référence à la Guerre d'Indépendance, un bon nombre de personnes nous ont rappelé les manifestations contre les soldats du coup d'Etat manqué au 15 juillet 2016. Une méfiance à l'égard des « Arabes » (le mot souvent utilisé au lieu des Syriens à cet égard) a été indiquée par les interviewés.

Une autre recherche menée en automne 2014-2015 à Bolu (une ville satellite pour l'installation des réfugiés) montre que les populations locales altèrent les Syriens au travers des discours nationalistes basés sur la masculinité.⁸⁵ Dans la même optique, les interviewés critiquent surtout les hommes syriens de ne pas lutter contre l'ennemi pour la défense de leur pays. A la fois les femmes et les hommes locaux ont reproduit le caractère masculin de la défense de la patrie.

"En été, les femmes et les hommes [ensemble] font la danse orientale à la maison. L'homme [qui dansait] est très jeune. Combats au lieu de faire la danse orientale ! » (Entretien avec une femme au foyer dans un parc public, marié, 25 ans, non-scolarisée, originaire d'Erzurum, née à Sultanbeyli, au 13 novembre 2016)

Un autre discours adopté par certains d'autres interviewés est le discours islamique et parfois islamiste. Dans un quartier conservateur comme Sultanbeyli, on a rencontré plusieurs personnes étant sensibles à la souffrance de leurs coreligionnaires bien qu'ils ne votent pas en faveur du gouvernement ayant introduit

⁸⁵Ülkü Güney et Nahide Konak, "Bolu'da Suriyeli ve Iraklı Sığınmacılar, Milliyetçilik , Erillik ve Vatandaşlık Temelinde Öteki Algısı", , Didem Danış (ed.), **Alternative Politics/Alternatif Politika**, 2016, Vol. 8, No.3, pp.505-535.

le néo-ottomanisme pour la politique de « portes ouvertes ». L'exemple référé pour concrétiser leur attitude envers les réfugiés par la majorité de ces interviewés était la solidarité entre les premiers musulmans arabes. Le fait que les habitants de Médine (les Ansars) ont accueilli les musulmans qui avaient dû quitter la Mecque avec le Prophète (les Mouhadjires) ont été mis en avant pendant les entretiens afin de justifier l'accueil des Syriens et l'hospitalité envers eux.

"Je suis content qu'ils soient venus. Ils restreignent l'espace vitale des gens en termes de possibilités d'emploi, mais je suis heureux. On devrait embrasser les Mouhadjires. Comme le Dieu le dit, comme ils [les gens de Médine] ont accueilli ceux qui ont émigré de la Mecque à Médine." (Entretien avec une employée de magasin de vêtement féminin, célibataire, 35 ans, non-scolarisée, originaire de Diyarbakır, habite à Sultanbeyli il y a 15 ans, au 10 octobre 2016)

A côté de cette relation de Mouhadjire-Ansar, certains interviewés ont accentué leur sympathie à l'égard des conduites religieuses des réfugiés. De temps en temps, ils indiquaient qu'ils les apprécient en termes de la religiosité lors qu'ils critiquent les parties plus séculaires de la Turquie. Surtout les femmes locales disaient parfois qu'elles sont contentes des femmes syriennes puis qu'elles sont "au moins" voilées en dehors de leur maison malgré toutes les critiques adressées à cause de leur style vestimentaire. Ainsi, on peut résumer que quand un habitant a adopté une perspective islamique, il s'agit souvent d'un discours accueillant envers les réfugiés, une sorte d'« *hospitalité inconditionnelle* » au sens utilisé par Derrida étant construite sur un plan plus égalitaire.

Quant aux Alévies, constituant une minorité d'approximativement 25.000 personnes dans l'arrondissement selon le président de *Pir Sultan Abdal Cemevi*, ils craignent que l'installation d'une grande population syrienne sunnite provoque des conflits religieux parmi deux groupes de croyants. La non-tolérance envers leur communauté à la fois à Sultanbeyli et dans le pays entier est le point focal des discours du président et du Dédé (la personnalité alévie qui dirige les rites religieuses). On ne peut pas comprendre comment cette communauté religieuse perçoit la présence des Syriens sans considérer les conditions socio-historiques à travers lesquelles les Alévies construisent leur identité. La question syrienne ne peut pas être séparée de tous les autres schismes préexistants dans la société.

Evidemment, quand on a demandé aux interviewés quelles sont leurs observations et opinions sur les Syriens, les réponses se concentrent généralement en termes de l'exclusion des Alévies sur les plaintes adressées aux anciens gouvernements religieux et conservateurs aussi bien que le parti au pouvoir. Les interviewés ont référé de temps en temps aux massacres des Alévies à Maraş, Çorum et Sivas.⁸⁶

« Personne ne converge avec nous. Dans leur imagination, ils[ceux qui ne sont pas alévies et les autorités locales] nous n'ont pas attribué une certaine position, ils nous considèrent comme des citoyens de deuxième, troisième, quatrième classe, ils nous ignorent même. L'ancien maire a essayé de détruire ici[le bâtiment de cemevi]. » (Entretien avec le président de Pir Sultan Abdal Kültür Derneği, au 19 janvier 2017)

D'après le Dédé, les Syriens sont des dangers potentiels pour les Alévies. Il pense que les terroristes djihadistes sont entrés en Turquie grâce à la politique de portes ouvertes. Néanmoins, l'interviewé n'a pas seulement accentué le fait que les Alévies sont sous le danger, mais il a aussi dit qu'en générale les attaques terroristes ont augmenté à cause de cette politique. Pour eux, quelques querelles entre les Syriens et les habitants de Sultanbeyli justifient le fait que les premiers sont des criminels et les menacent.

« Est-ce qu'on croit que les alévis sont venus de la Syrie ? Ils [les Sunnites] se cachent parmi les Alévis(...)[Le gouvernement] a établi un camp dans un village de Maraş. Ils leur [aux Syriens s'opposant au régime d'Assad] entraînent aux manœuvres militaires. Ceux qui viennent [de la Syrie] ne sont pas des Alevis. S'ils opèrent une discrimination entre [les gens],

⁸⁶Dans un arrondissement radical et conservateur tel que Sultanbeyli la discrimination est très sentie, notamment, en 2002 les Alévies ont souhaité construire ce *cemevi* en occupant informellement la terre disponible. Le président indiquait qu'on avait demandé à la Municipalité un endroit pour prier, mais elle ne leur a pas alloué une partie de la terre municipale. Dans les années suivantes, la Municipalité a essayé plusieurs fois de déconstruire le bâtiment en raison de son statut informel. En 2014 la Municipalité exerce systématiquement de la pression sur eux. C'est grâce au nouvel Maire qu'on a reconnu le *cemevi* en tant qu'une maison de prière. En outre, dans le milieu des années 2000, le nom de quartier de *Başaran* où il y a une intense population alévi a été changé par celui de *Yavuz Selim* le sultan ottoman qui est reconnu par le massacre des Alévies à son époque. Pour l'effet médiatique d'événement consultez « Sultanbeyli'de Alevi Protestosu » [Manifestation des Alévies à Sultanbeyli], le 4 avril 2006, <http://www.internethaber.com/sultanbeylide-alevi-protestosu-9974h.htm>, « Yavuz Selim Mahallesi Pir Sultan Oluyor » [Le quartier Yavuz Selim devient (le quartier) Pir Sultan], *Vatan*, le 12 février 2010, <http://www.haber7.com/guncel/haber/481326-yavuz-selim-mahallesi-pir-sultan-oluyor> et « Cemevine haciz ayıbı » [Scandal de confiscation du cemevi], *Milliyet*, le 11 avril 2015, <http://www.milliyet.com.tr/cemevine-haciz-ayibi--gundem-2042258/>.

ils doivent leur procurer des abris dans les régions sunnites. » (Entretien avec le Dédé de Pir Sultan Abdal Kültür Derneği, au 19 janvier 2017)

Le fait que la majorité des Syriens étant arrivée en Turquie est sunnite et favorisé par le gouvernement pro-sunnite crée une peur chez les Alévies. En se rappelant les anciens événements traumatiques ils ont le souci que cette fois-ci à l'intermédiaire des Syriens ils seraient attaqués par les Sunnites.

On voit des motifs discriminatoires dans les discours de l'interviewé. D'un côté, il humilie les Arabes parce qu'ils n'ont pas défendu leur patrie ; d'un autre, il les distingue des Alévies étant courageux en termes de la défense de leur pays.

« C'est une nation[les Arabes] lâche qui a échappé quand les choses se sont aggravées, qui se coordonnent avec qui a l'argent (...) Il n'est pas clair quel genre de personnes ils sont. En Irak il y avait des Turkmènes, des Alévies [qui luttait contre leur ennemie]. » (Entretien avec le président de Pir Sultan Abdal Kültür Derneği, au 19 janvier 2017)

En bref, pour cette communauté religieuse à Sultanbeyli les réfugiés ne sont pas du tout admis. Ils pensent que les Syriens menacent leur présence au sens propre du terme. Parmi la majorité sunnite à Sultanbeyli, on peut dire que les discours religieux et nationalistes ayant des effets inverses sur les discours hospitaliers envers les réfugiés : le nationalisme affecte négativement l'accueil des Syriens tandis que les discours religieux donnant la priorité à la solidarité islamique augmentent la tolérance vis-à-vis la présence syrienne malgré qu'il y ait une concurrence économique et symbolique pour le partage de ressources. En ce qui concerne le discours des Alévies, le nationalisme et la religiosité fonctionnent en parallèle l'un avec l'autre. C'est-à-dire, à la fois les discours nationalistes et l'isolement de la communauté religieuse (basée sur le sectarisme) ont un impact négatif en matière d'accueil des réfugiés syriens et finissent par accentuer l'identité de la communauté alévie ayant de la nationalité turque et exacerber l'exclusion de l'autrui, les sunnites syriens.

CONCLUSION DE LA PREMIER PARTIE : UNE HOSPITALITE LIMITEE ET « CONDITIONNELLE »

Les réfugiés syriens, constituant 6% de la population de Sultanbeyli, préfèrent de vivre dans ce quartier informel et conservateur où le prix des loyers est raisonnable et la chance de trouver un emploi (informel) est relativement forte. Plusieurs ont des proches qui se sont auparavant installés là-bas. Le caractère conservateur et islamique du quartier occupe une place importante dans leur choix. En outre, des aides sociales fournies aux réfugiés par l'association rattachée à la Municipalité de Sultanbeyli et d'autres organisations de la société civile attirent de plus en plus les Syriens vers cet arrondissement périphérique.

Les habitants du quartier sont également des migrants internes, originaires d'Anatolie dont la plupart s'est installée à Sultanbeyli dans les années quatre-vingts. Au fur et à mesure, parmi ces migrants ayant occupé des terrains publics en vue de construire des *gecekondus*, un rapport de pouvoir spécifique à double caractère a généré. Ces rapports de solidarité et de domination permettant aux migrants d'intégrer la vie urbaine au travers de l'exploitation des autres migrants ultérieurement arrivés dans les zones urbaines, appelé par Işık et Pınarcıoğlu comme la « *pauvreté en alternance* ». La Municipalité de Sultanbeyli en tant que « *municipalité constitutive* » au sens utilisé par Erder, dirigée dès sa fondation par les partis politiques islamistes a soutenu ces processus d'occupation ainsi que la construction des rapports informels qui ouvrent la voie pour la *pauvreté en alternance*.

La confrontation des Syriens avec les populations locales de Sultanbeyli dans ce contexte est marquée en grande partie par les discours stigmatisant et d'exclusion formés au tour des rapports de « *established-outsiders* » qu'Elias et Scotson ont introduit à la littérature sociologique. La grande majorité des populations locales adressent leur mécontentement vis-à-vis l'arrivée des Syriens au quartier. Le conflit pour le partage de ressources (i.e. la concurrence en ce qui concerne le marché

d'immobilier, d'emploi, les salaires, l'assistance sociale, « les hommes ») est l'axe principale de plainte. La concurrence parmi la main-d'œuvre dans un marché divisé et la lutte politico-symbolique entre les établis et les nouveaux arrivants provoque la stigmatisation et discréditation du mode de vie des réfugiés étant considérés comme « autrui inférieur ». Les limites d'une « *hospitalité conditionnelle* » au sens utilisé par Derrida aboutissent le plus souvent à l'exploitation des réfugiés syriens par les employeurs (et par les hommes en ce qui concerne les Syriennes) en concordance avec leur statut juridique précaire. Dans ce cadre, les Syriens occupent actuellement le bas de l'échelle de la pyramide de la « *pauvreté en alternance* » à Sultanbeyli.

A côté de cette concurrence pour les ressources, les schismes politico-idéologiques préexistantes dans le pays entier influencent l'accueil ou le rejet des Syriens. D'une part, les partis politiques d'opposition ne sont pas d'accord avec la politique de portes ouvertes d'AKP. L'instrumentalisation des Syriens en vue de gagner leur support dans les élections par le gouvernement est davantage critiquée. L'opposition adopte des discours nationalistes et vise à exclure les Syriens de la nation. D'autre part, l'AKP développe une stratégie d'inclusion en élargissant les frontières du groupe à travers le néo-Ottomanisme et l'Islamisme. Certains supporters d'AKP défendant énergiquement ces idéologies sont favorables à cette politique alors que certains d'autres ne sont pas en conformité avec la politique de portes ouvertes en raison de la concurrence au niveau local. Malgré leur soutien au gouvernement, on observe également des éléments nationalistes dans les discours de ces derniers ayant un effet négatif en ce qui concerne l'accueil des Syriens.

Un autre discours qu'on a croisé pendant les entretiens est le discours islamique et parfois islamiste. Certains interviewés n'étant pas des supporters du gouvernement ont été touchés par la souffrance de leurs coreligionnaires. La solidarité et les pratiques de l'hospitalité entre les premiers musulmans (les relations d'Ansar-Mouhadjire) a été mis en relief par analogie avec le cas des Syriens en Turquie. Quand il s'agit des Alévies, le discours religieux est devenu un indice de l'animosité contre l'autrui. La communauté alévie à Sultanbeyli aperçoit les Syriens en tant que Sunnites soutenus par le gouvernement afin de mettre en danger la présence alévie dans le pays, surtout dans les villes frontalières. Ainsi, on ne peut pas dire que la polarisation politique détermine seule le positionnement des habitants locaux vis-à-vis l'accueil des réfugiés, mais aussi les discours nationalistes et religieux font partie de rapports entre l'hôte et l'invité.

D'un point de vue général, à Sultanbeyli la politique du gouvernement d'AKP joue un rôle crucial en termes de l'accueil de la population syrienne étant dans la plupart des cas originaire des zones rurales d'Alep. La majorité de cette population constituée par les personnes non-éduquées ne pouvant pas trouver des moyens économiques pour gagner leur vie. L'encadrement juridique attribuant les Syriens un statut instable et temporaire renforce la rhétorique gouvernementale qui les définit en tant que « invités » au lieu des réfugiés ayant des droits reconnus dans l'arène internationale. Les réglementations juridiques qui restreignent leurs droits à l'accès au marché du travail et aux services publics concernant la santé et l'éducation posent des obstacles à l'intégration des Syriens à la vie normale. Malgré certaines nouvelles régulations au regard de l'accès au marché du travail, leur statut temporaire et désavantagé facilite leur exploitation par les populations locales dans le marché du travail et le secteur de l'immobilier. L'exploitation des femmes syriennes est un autre problème grave découle de la précarité de la population syrienne.

DEUXIEME PARTIE

L'ACCUEIL DES SYRIENS PAR LES ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE A SULTANBEYLI

A Sultanbeyli une multitude d'ONG, des petites structures ou de grandes, sont au service des démunies et des nécessiteux ; pour ainsi dire cet arrondissement périphérique est un paradis d'ONG. La provision des services sociaux pour les réfugiés syriens est une des tâches quotidiennes des diverses ONG. Toutefois, une parmi elles attire notre attention en particulier : l'Association des Réfugiés (*Mülteciler Derneği*, en turc, MD) été établie en 2014 a mis en place un excellent projet d'assistance sociale pour les Syriens. En outre, MD assume le rôle de coordinateur en termes de communication entre les institutions publiques telles que GİGM et la police aussi bien que certains d'autres ONG remarquables opérant à Sultanbeyli.

Dans la première partie de l'étude, on a souligné le rôle de la Municipalité de Sultanbeyli lors de la légalisation de l'occupation des terrains publics et de la construction illégale des maisons. Simultanément, on a exprimé que cet arrondissement a été dirigée depuis la création de la Municipalité par les partis politiques islamistes.

L'axe principale de cette deuxième partie sera le rôle des activités associatives de MD en matière d'accueil des Syriens à Sultanbeyli. Evidemment, les contributions des autres acteurs officiels (i.e. les institutions), semi-civils (e.g. les partis politiques et les *muhtars*) et civils (i.e. les ONG) devraient être analysé pour former une image complète des politiques et des discours adoptés vis-à-vis la réception des réfugiés syriens.

Avant de passer à l'analyse des activités et des discours des acteurs de la société civile, on se centrera sur le concept de la société civile au sens large et ses interprétations dans les débats des sciences sociales en Turquie. Dans ce cadre-là, on

abordera certaines dimensions considérables sur lesquels ces débats se concentrent : le rôle des organisations de la société civile en matière de contribution à la démocratisation du pays, la dichotomie/la coordination entre l'Etat et la société, la place des gouvernements locaux en ce qui concerne les rapports entre l'Etat et la société civile et enfin la société civile en tant qu'un acteur alternatif à l'Etat. Ensuite, on se penchera sur le positionnement de l'Etat vis-à-vis la crise syrienne ainsi que les activités des ONG à l'égard des réfugiés syriens dans le pays en général en consultant certains rapports remarquables rédigés sur le sujet.

On conclura la partie par une évaluation des activités et des discours des acteurs de la société civile au tour des dynamiques socio-politiques du pays et de Sultanbeyli. La transformation néolibérale et islamique de la politique sociale ainsi que de l'économie seront des outils principaux pour comprendre ce qui se passe dans le domaine humanitaire au sein de cet arrondissement où plusieurs acteurs d'accueil sont en compétition en vue de combler autant que possible les besoins des Syriens.

1. La société civile en Turquie

La notion de « la société civile » n'a pas un sens unique, il s'agit plutôt d'une variété d'interprétation du terme en Turquie. En fait, la société civile en tant qu'un acteur est apparu pour la première fois sur la scène historique en Occident. L'utilisation du terme en Turquie n'est pas indépendante de son interprétation en Occident et les discussions se sont concentrées au tours d'une série de phénomènes qui ont engendré l'apparition de la société civile en Occident et la comparaison entre celles-ci et son évaluation en Turquie dans le cadre des dynamiques propres au pays.

Dans le monde occidental le sens attribué à la société civile a évolué au cours des différentes périodes jusqu'à nos jours. Dans la période prémoderne le terme a été utilisé pour désigner un ordre public qui fonctionne convenablement. Avec l'apparition de l'Etat-Moderne on lui a attribué un rôle intermédiaire en matière de la réconciliation des conflits entre l'Etat et le citoyen et parmi les citoyens eux-mêmes. Dans la période suivante, ce concept a été remplacé par une approche conflictuelle accentuant la distinction entre l'Etat et la société en termes des rapports de classe et du marché. On accentue le rôle de la société civile en faveur des droits et libertés

civiles contre l'intervention de l'Etat dans la fin de l'ère moderne. Enfin dans la période de la globalisation la notion n'a pas cessé d'être discutée.⁸⁷

L'axe principal des débats concernant l'interprétation de la notion dans la littérature turque, est le rôle de la société civile dans le processus de la (non) modernisation et de la (non)démocratisation en Turquie. En affirmant la dichotomie rigide entre l'Etat et la société, héritée de l'Empire Ottoman, certains auteurs attirent l'attention sur la faiblesse de la société civile face à la domination étatique en Turquie et la considèrent comme un résultat de la (non)démocratisation du pays. Ce type de raisonnement découle de la perspective historique qui illustre l'auto-développement de la société civile au niveau local à travers la germination du gouvernement local autonome en Europe. Selon cette approche, la montée de la bourgeoisie et l'esprit entrepreneur de cette classe dans le domaine sociale et politique, plus particulièrement dans les activités économiques des villes a ouvert la voie pour l'épanouissement des organisations civiles volontaires contre la domination de l'Etat.⁸⁸

Néanmoins, une multitude d'auteurs qui sont d'accord avec le caractère autonome (par rapport à l'Etat) de la société civile en Occident ne voient pas une liaison directe entre l'organisation civile au niveau local et le développement de la démocratie. Tekeli souligne qu'un gouvernement local basé sur la société civile, c'est-à-dire dont le plan d'action est déterminé par les électeurs et groupes politiques locaux, n'exige pas absolument d'être démocratique : à un moment donné dans l'histoire d'Occident, la participation aux élections municipales était limitée uniquement aux hommes propriétaires.⁸⁹ Egalement, Ortaylı nous rappelle que même

⁸⁷TÜSEV, *Türkiye'de Sivil Toplum: Bir Dönüm Noktası*, CIVICUS Uluslararası Sivil Toplum Endeksi Projesi Türkiye Ülke Raporu II, 2011, pp.49-50.

⁸⁸Ersin Kalaycıoğlu, "Sivil Toplum ve Neopatrimonyal Siyaset", E.Fuat Keyman et A. Y. Sarıbay (ed.), *Küreselleşme, Sivil Toplum ve İslam*, Vadi, 1998, p.113.

⁸⁹İlhan Tekeli, « Yerel Siyaset ve Demokrasi, Çoğulculuk, Sivil Toplum », *Sivil Toplum İçin Kent, Yerel Siyaset ve Demokrasi Seminerleri*, 3 novembre 1997-16 janvier 1998, Demokrasi Kitaplığı, 1999, p. 120.

dans les pays européens comme l'Allemagne et l'Autriche où le gouvernement local était très fort, la démocratie a été interrompue dans certaines périodes de temps.⁹⁰

Contrairement aux auteurs considérant que la société civile en Occident est née grâce à un mouvement ascendant au niveau local, Ayman-Güler réclame qu'un autre groupe d'historiens pensent qu'en Occident le gouvernement local a été fondé par l'aristocratie féodale au XII^{ème} siècle et que l'autogestion (l'élection de son dirigeant, la détermination et la mise en œuvre des lois, le planification budgétaire) de certaines villes à l'époque était « un privilège » plutôt qu'« une liberté ». D'après Ayman-Güler, le gouvernement local s'est développé en Occident grâce au pouvoir administratif central et portait un caractère descendant similaire au style oriental qu'on observe à l'Empire Ottoman et en Russie ; alors, il ne s'agissait pas d'une occurrence ascendante et spontanée dans le cas européen non plus.⁹¹

Malgré que la dichotomie entre l'Etat et la société est davantage exprimé par plusieurs auteurs⁹² dans la littérature et que la société civile est interprétée en tant qu'une sphère existante en dehors du pouvoir étatique, certains auteurs voient une relation étroite entre les deux. Ayman-Güler critique la distinction entre la société civile et l'Etat ainsi que la division accentuée entre le gouvernement local et central : elle suggère que ce type de distinctions résultent de l'approche libéral et ne reflètent pas la réalité. En rappelant que les gouvernements locaux ne représentent pas l'ensemble de la société mais plutôt certaines fractions puissantes elle souligne que :

« Ce que vous considérez comme conseil local [yerel meclis, en tuc] ne représente pas la société. Ce que vous appelez conseil local, étant constitué par les forces sociales, les forces sociales dominantes est une partie de L'Etat. C'est la base sociale de l'Etat, les piliers sociaux de l'Etat. »⁹³

⁹⁰ İlber Ortaylı, « Yerel Yönetim Geleneği ve Geleneğin Etkinliği », **Sivil Toplum İçin Kent, Yerel Siyaset ve Demokrasi Seminerleri**, 3 novembre 1997-16 janvier 1998, Demokrasi Kitaplığı, 1999, pp.105-106.

⁹¹ Birgül Ayman-Güler, « Küreselleşme Döneminde Yerel Yönetimler », **Sivil Toplum İçin Kent, Yerel Siyaset ve Demokrasi Seminerleri**, 3 novembre 1997-16 janvier 1998, Demokrasi Kitaplığı, 1999, pp.140-141.

⁹² Voir Kalaycıoğlu, op.cit et Halil İnalcık, « Tarihsel Bağlamda Sivil Toplum ve Tarikatlar », E.Fuat Keyman et A. Y. Sarıbay (ed.), **Küreselleşme, Sivil Toplum ve İslam**, Vadi, 1998, pp.74-87.

⁹³ Ayman-Güler, **op.cit.**, p.144.

L'auteure donne des exemples en vue de soutenir cet argument : en Empire Ottoman le conseil local a été constitué par « *le plus puissant propriétaire de terres, la plus grande fraction de prêteur sur gages-marchand-changeur de monnaie, leur incroyable bloc de la solidarité* » et ce bloc ont l'autorité d'obtenir directement de l'argent du Trésor ainsi que de collecter des taxes (indépendamment de l'Etat). Dans la période républicaine cette fois-ci d'autres acteurs puissants ont géré le gouvernement local. Par exemple, le conseil local a été dominé par les boulangers pendant une certaine période (car, la municipalité a eu le pouvoir de déterminer le prix du pain à l'époque). De nos jours les boulangers quittent leur place aux autres acteurs tels que les constructeurs, les ingénieurs de la construction etc. (puisque'aujourd'hui le permis de construction est donné par la municipalité).⁹⁴

Un autre auteur, Tuğal met également en question l'approche considérant l'Etat comme source de domination et la société en tant que source de solidarité, donc attribuant à chacun de ces deux acteurs des rôles strictement déterminés. En accord avec la tendance opposante à cette dichotomie, Tuğal critique plus précisément la perspective de certains chercheurs réclamant que l'Islam pendant des siècles était un contre-pouvoir rétablissant l'équilibre face à l'Etat modernisateur qui visait « *détruire l'autonomie de l'espace religieux* » depuis le XIXème siècle. Au contraire, l'auteur nous rappelle que le clergé restait sous le contrôle de l'Etat pendant une très longue durée, ainsi il réfute cet argument qui apporte une seule réponse à tous les conflits et clivages dans le Moyen-Orient, à savoir la tension entre l'Etat modernisateur et la société islamique. Selon Tugal, la société civile est un facteur essentiel contribuant à « *la continuation d'un système basé sur l'inégalité* ». ⁹⁵

Can s'oppose aussi à cette dichotomie aussi bien que la relation positive entre la démocratie et la société civile. Comme indiqué par l'auteur, l'importance des ONG est davantage exprimée suite de la répression de l'Etat et la fragilité découlant de la structure des marchés. Depuis les années quatre-vingt-dix, la nature des rapports entre la société civile et l'Etat ont un double caractère : l'affaiblissement de la société civile qui « *s'oppose à l'Etat* » et « *revendique des droits* » va main dans la main

⁹⁴ Ibid, p.144 et p.163.

⁹⁵ Cihan Tuğal, **Pasif Devrim, İslami Muhalefetin Düzenle Bitinleşmesi**, İstanbul, Koç Üniversitesi, 2010, p.35.

avec l'importance ascendante des établissements bénévoles soutenant l'Etat.⁹⁶ En adoptant une perspective foucaldienne, l'auteur pense que dans l'ère néolibérale l'effondrement de l'Etat-Providence ne veut pas dire que l'intervention politique touche à sa fin, mais il s'agit plutôt de la continuation de la production « *des nouveaux projets et stratégies de gestion* » dans la ligne d' « *individu-expert-gouvernement* ». A partir de cela, Can signale un estompement de frontières entre l'Etat et la société civile.

« Le fait que la société civile fonctionne sur une base volontaire révèle comment celle-ci et l'Etat se sont entrelacés : les bénévoles qui travaillent dans les organisations bénévoles pour aider leur Etat constituent les éléments d'une nouvelle subjectivité de résolution de problèmes qui a émergé après la [disparition]de l'Etat-providence(...)Dans cette contexte, les bénévoles, au-delà des acteurs d'une zone indépendante de l'Etat, devraient être considérés comme des acteurs dans un domaine efficace de résolution de problèmes profondément lié à l'Etat. »⁹⁷

La définition de la notion de la société civile dépend largement à la perspective à partir de laquelle on la traite, mais la conjoncture socio-politique et l'évolution socio-économique du pays (l'urbanisation, l'ouverture au capital mondial etc.) joue également un rôle décisif en termes de transformation des acteurs de la société civile aussi bien que du sens attribué à la notion. Une évaluation historique peut montrer comment elle s'évolue dans le temps. Dans les paragraphes ultérieurs on se penchera sur la transformation historique de deux acteurs, la société civile et le gouvernement local en Turquie. Le développement du gouvernement local sera également analysé à côté de celui de la société civile puisque, premièrement, un des aspects du débat sur la germination de la société civile considère le gouvernement local en tant qu'une plateforme sur laquelle la société civile a été construite dans les zones urbaines. Deuxièmement, on se centrera aussi sur le rôle de la Municipalité de Sultanbeyli et les ONG en termes d'accueil des Syriens par la société civile. Donc, il est utile de suivre les traces de la transformation historique du gouvernement local en

⁹⁶Yasemin İpek Can, "Türkiye'de Sivil Toplumunu Yeniden Düşünmek: Neo-liberal dönüşümler ve gönüllülük", **Toplum ve Bilim**, No.108, 2007,p.96.

⁹⁷**Ibid**, p.94-95.

Turquie afin de saisir l'interaction entre la société civile, le gouvernement local et central.

L'organisation civile en tant que droit constitutionnel est apparu pour la première fois dans la Constitution de 1908 à l'époque ottomane⁹⁸ et la Loi des Associations datée de 1909 n'ayant pas changé jusqu'à 1938 était le document fondamental en matière de la régulation de la société civile pendant les premières années de la République. Depuis la fondation de la République en 1923 jusqu'au milieu des années quarante, dans l'arène politique on voit le gouvernement uni-partite dont le but était la modernisation de la nation. A l'époque, l'Etat considérait la société civile en tant qu'« *un instrument pour renforcer la modernisation dans son appareil idéologique* »⁹⁹. Simultanément, dans cette période, 90% de la population de la Turquie résidait dans les zones rurales ; autrement dit, la vie urbaine et l'organisation civile dans les villes n'étaient pas encore développées. A l'échelle local, l'étendue de l'autorité des municipalités ont été élargie par la Loi des Municipalités en 1930 comme un résultat de la politique d'étatisme du gouvernement. L'idéologie de la modernisation s'est concrétisée dans les régulations juridiques entre les années 1930-33 concernant la fonction des municipalités qui étaient chargées d'« *une vie urbaine saine et moderne [çağdaş, en turc]* ».¹⁰⁰

La période de 1945-1960 s'est différée de l'époque précédente en raison de la transformation du régime politique et l'augmentation de la population urbaine du pays. Le rapport du Projet sur l'Index International de la Société Civile (*Uluslararası Sivil Toplum Endeksi Projesi*, en turc, STEP) sur la Turquie, rédigé par un groupe de chercheurs et d'académiciens de renommée, souligne que grâce à la fin du pouvoir du gouvernement uni-partite en 1945 et la nouvelle Loi des Associations qui est

⁹⁸Cité de Toprak (1996) dans le rapport de TÜSEV, op. cit., p.55. Selon le rapport de TÜSEV, si on considérait la société civile en cadre des activités bénévoles ayant lieu en dehors de l'arène étatique, on pourrait dire que les fondations (*vakıflar*, en turc) caritatives à l'époque Ottomane sont aussi des éléments de la société civile (p.55). Cependant, İnalçık (1998) pense que la "vraie" société civile est souvent considérée en Turquie dans une relation étroite avec les mouvements oppositionnels qui a une façade religieuse. Les nomades (*yörük* en turc), une partie d'artisans, les Turkmènes et les Alévies constituaient les populations civiles qui organisaient les protestations contre l'Etat à l'époque ottomane.

Voir İnalçık, **op.cit.**, p.83.

⁹⁹TÜSEV, **op.cit.**, p.55.

¹⁰⁰İlhan Tekeli, « Türkiye'de Belediyelerin Gelişimi ve Sivil Toplumcu Nitelikleri Üzerine », Yurdakul Fincancı (ed.), **Sivil Toplum**, Türkiye Sosyal Ekonomik Siyasal Araştırmalar Vakfı, İstanbul, 1991, p.117.

rentrée en vigueur en 1946, les activités des associations et des syndicats se sont accélérées. En 1950 l'arrivée au pouvoir du Parti Démocrate a ouvert, dans une certaine mesure, la voie pour la représentation politique des classes sociales se situant à la périphérie du pays au niveau central. Cependant, pendant son pouvoir entre 1950-1960 le Parti Démocrate faisaient la pression sur les ONG opposantes.¹⁰¹ Quant au niveau local, les municipalités des métropoles (il ne s'agissait pas à l'époque de la « municipalité métropolitaine », *büyükşehir belediyesi* en turc, en tant qu'une entité administrative) ont fait face à la crise urbaine, elles ont essayé de gérer des vagues migratoires vers les métropoles et de trouver la solution pour les problèmes d'infrastructure ainsi que la légitimation de la présence des bidonvilles (*gecekondu* en turc).¹⁰²

L'histoire de la démocratie en Turquie est marquée par trois coup d'Etat militaires en 1960, 1971 et 1980 respectivement¹⁰³. Les interventions de l'armée à la vie politique et civile sont interprétées comme un indicateur de la « forte structure de l'Etat » dans le cadre de la dichotomie traditionnelle entre l'Etat et la société dans l'histoire du pays. Selon le rapport de STEP, parmi ces trois coups d'Etat, celui de 1960 est différent et se distingue par ses contributions à l'augmentation des mouvements associatifs à travers les droits accordés aux citoyens par la Constitution de 1961. En même temps, à cette époque étant marquée par la naissance d'une nouvelle population urbaine issue de l'urbanisation et de l'industrialisation en masse, une variété d'organisations civiles tels que des syndicats, des associations de *hemşeri* et des associations professionnelles ayant reflété la demande des citoyens pour avoir la liberté d'organiser des associations.¹⁰⁴ Quand on regarde les municipalités, Tekeli accentue qu'après 1973 il y avait un changement du comportement électoral de la seconde génération des populations de *gecekondu*, et pour la première fois le gouvernement local n'a pas été dirigé par le parti au pouvoir national ; alors, on a

¹⁰¹TÜSEV, *op.cit.*, p.56.

¹⁰²Tekeli, *op.cit.*, p.118.

¹⁰³A côté de ces trois, on a aussi fait face à un coup d'Etat militaire -dites post-moderne- en 1997 et plus récemment un coup d'Etat manqué planifié par une organisation sectaire et ses membres dans l'armée en 2016.

¹⁰⁴TÜSEV, *op.cit.*, pp.56-57.

réalisé dans quelle mesure les gouvernements locaux peuvent être puissantes vis-à-vis le gouvernement central et effective dans l'arène politique.¹⁰⁵

Öncü exprime que suite au coup d'Etat de 1980, la Constitution de 1982 a interdit les activités politiques des toutes organisations civiles principales comme les syndicats, les organisations au sein des universités, les associations professionnelles. Elle souligne qu'à côté de ces interdictions touchant les organisations bénévoles, les activités des organisations locales des partis politiques qui établissent la relation entre les partis et leurs supporteurs ont été supprimées par la nouvelle Constitution ; ainsi, la participation politique a été réduite à la seule activité de vote. Néanmoins, l'auteur réclame que la prohibition des activités des acteurs principaux de la société civile n'a pas pu empêcher la participation politique des citoyens. Au contraire, la lacune issue de la non-existence de ces premiers a été remplie par d'autres « *consolidations communautaires préexistantes* », les associations *dehemşeri*.¹⁰⁶

D'après Ayman-Güler les gouvernements locaux ont été renforcés par l'intervention du gouvernement central suivant le coup d'Etat de 1980.¹⁰⁷ Le gouvernement du Parti de la Mère-Patrie (*Anavatan Partisi*, en turc, ANAP) a accordé des autorisations aux gouvernements locaux pour construire leur statut. Ainsi, les municipalités sont devenues des autorités qui accordent des permis de construction, la présidence de la municipalité métropolitaine -une nouvelle position dans la pyramide administrative avec un statut quasi-autonome- a émergée, la fédération des municipalités a été établie ; de cette manière les gouvernements locaux sont devenus le centre d'attention du grand capital.¹⁰⁸ Dans ce cadre-là, Öncü met l'accent sur le fait que l'articulation des associations de *hemşeri* au gouvernement local a eu lieu, de façon synchronisée, dans cette époque suivant les transformations de 1983 grâce auxquelles les gouvernements locaux ont bénéficié de vastes

¹⁰⁵ Tekeli, « Türkiye'de Belediyelerin Gelişimi ve Sivil Toplumcu Nitelikleri Üzerine », p.119.

¹⁰⁶ Ayşe Öncü, 1991, pp.42-45.

¹⁰⁷ Ayman-Güler, **op.cit.**

¹⁰⁸ Tekeli, « Türkiye'de Belediyelerin Gelişimi ve Sivil Toplumcu Nitelikleri Üzerine », pp.121-122.

ressources financières ainsi que d'autorisations pour l'usage de la terre appartenant à la municipalité.¹⁰⁹

En 1995, le changement de l'article No. 33 de la Constitution de 1982 a ouvert encore la voie pour la libération des associations après la période de prohibition. Selon les auteurs du rapport de STEP, trois facteurs principaux jouent un rôle important dans la restriction du contrôle étatique dans la période de 1980-2000 : l'économie du marché libre (l'industrialisation orientée vers l'exportation), les réclamations ethniques et religieuses dans la vie culturelle et politique et les dynamiques de la globalisation. A la fin des années 1990, les réclamations des Kurdes continuaient, et même après le coup d'Etat post-moderne en 1997 les confrontations entre les islamistes et les laïques n'ont pas disparu avec l'arrivée d'AKP au pouvoir..¹¹⁰

Göçmen attire l'attention qu'à partir des années quatre-vingt-dix –plus spécifiquement après la victoire de l'AKP en 2002- les Associations Motivées par le Religion¹¹¹ se sont multipliées et gagnent d'importance parallèlement aux deux phénomènes concomitantes : la néo-libéralisation et la montée de l'Islam politique. Dans une période où on s'est passé de la politique de la substitution des importations à l'économie libérale basée sur l'exportation, la pauvreté et le chômage ont augmenté ; simultanément, les emplois formels ont diminué en raison de la dérégulation et de la privatisation des entreprises étatiques (*Kamu İktisadi Teşekkülleri*, en turc). La montée des partis politiques conservateurs religieux en

¹⁰⁹Öncü, *op. cit.*, p.45.

¹¹⁰TÜSEV, *op. cit.*, pp. 57-58.

¹¹¹Göçmen utilise ce terme au lieu de celui des Organisations Confessionnelles (*Faith Based Organisations* en anglais). D'après elle, ces organisations ne sont pas connectées « aux formes institutionnalisées de la religion et des lieux de culte », mais plutôt elles ont « des connections généralement voilées avec les groupes religieux, les sectes et les tarikats (l'ordre et communautés soufis) » ainsi que des motivations pour la provision des aides sociales. Dans cette étude on utilise également cette conception malgré qu'on ne soit pas tout à fait d'accord avec l'idée que ces organisations ne s'interconnectent pas avec les « formes institutionnalisées de la religion et des lieux de culte ». A notre avis, les liaisons « voilées » avec les communautés religieuses de ces organisations gagnent au fur et à mesure un caractère « dévoilé » et deviennent « ouvertes » grâce au soutien des gouvernements islamiques et conservateurs dont Göçmen mentionne elle-même. Ainsi, graduellement, à travers les bonnes relations avec les gouvernements successifs au pouvoir, certaines (pas tous) parmi ces organisations de la société civile sont d'une façon « institutionnalisées ». Néanmoins, le terme alternatif, à savoir *Faith Based Organisations*, ne reflète pas totalement le cas turc. C'est pour cette raison qu'on continue d'utiliser cette première conception proposée par Göçmen qui met l'accent sur la participation civile et la provision des services sociales. Voir İpek Göçmen, "Religion, Politics and Social Assistance in Turkey: The Rise of Religiously Motivated Associations", *Journal of European Social Policy*, Vol. 24, No.1, 2014, pp.92-103.

Turquie suivant le coup d'Etat de 1980 coïncide avec la compression de l'appareil de l'Etat. Les associations motivées par la religion ont proliféré comme une conséquence d'un double processus : d'un côté, les partis politiques islamiques¹¹² au pouvoir ont engendré une bourgeoisie conservatrice, et d'un autre côté, ils ont mis en place une politique sociale basée sur l'idée de la philanthropie islamique.

Enfin, les années 2000 ont été marquées par l'affirmation de la candidature de la Turquie à l'Union Européenne et les négociations pour son adhésion. Il a été indiqué dans le rapport de STEP que les négociations avec l'Union Européenne ont entraîné la reprise de la société civile. Les changements constitutionnels entre 2001-2005 et les nouvelles réglementations ainsi que les fonds de grand montant étaient effectifs en termes de cette relance.

Malgré ce développement, la recherche de STEP menée entre 2008 et 2011 dévoile le fait que 65% de toutes les associations en Turquie ont été active en termes de provision des services sociaux et de solidarité et n'ont pas joué un rôle dans l'arène politique. Pareillement, une maigre part des fondations, seulement 1,28% de l'ensemble ont des activités en matière de démocratie et droits (humains).¹¹³

En parallélisme avec les découvertes de la recherche menée entre Décembre 2004-Novembre 2005 menée dans le cadre de la rédaction du premier rapport de STEP, Can attire l'attention sur un point crucial. Dans ce rapport, Can a remarqué qu'en respectant les dynamiques propres à la Turquie ; les auteurs du rapport redéfinisse la définition de la notion de la société civile à l'échelle internationale reconnue par CIVICUS.¹¹⁴ Ainsi, on a omis le terme d'« *intérêt* » commun (*ortak çıkar*, en turc) et on l'a changé par « *utilité* » commune (*ortak fayda*, en turc) dans la définition originale de la société civile qui était « *l'arène à l'extérieur de la famille, de l'État et du marché où les gens se réunissent pour améliorer leurs intérêts*

¹¹² Dans la première partie de l'étude on a appelé le RP et le FP comme partis politiques "islamistes" et on a ajouté que l'AKP l'est progressivement devenu. Néanmoins, on utilise ici le terme "islamique" au lieu d' "islamiste" pour nommer les partis politiques au pouvoir suite au coup d'Etat du 1980 et les gouvernements des années quatre-vingt-dix. Parce que bien qu'il y ait des éléments religieux et conservateurs dans leur discours et politiques, il n'est pas toute-à-fait convenable d'appeler l'ensemble de ces gouvernements comme "islamistes".

¹¹³ TÜSEV, *op.cit.*, p.63.

¹¹⁴ CIVICUS :World Cooperation for Citizen Participation [Alliance mondiale pour la participation citoyenne]. La recherche citée a été réalisée dans le cadre de CIVICUS.

communs ». Autrement dit, les auteurs du rapport de STEP devraient redéfinir la définition internationale en vue d'ajuster la définition originale à la réalité de la société turque dans laquelle les activités associatives sont réduites à la solidarité sociale et aux activités caritatives tandis que l'aspect politique concernant la lutte symbolique pour les droits et la démocratie ont été supprimés. Dans un deuxième lieu, Can ajoute que dans le rapport de STEP l'aspect du « *bénévolat* » a été considéré pour le cas de la Turquie à la différence de la définition originale de CIVICUS. Ces deux modifications ont été commentées par l'auteur comme tel :

« Ce changement attire l'attention de manière très explicite à l'émergence de la société civile en Turquie comme une arène de « résolution de problèmes » et [au fait que] le bénévolat est une valeur très importante. Cette sensibilité montre également l'ampleur du dommage [causé par] la transformation néolibérale dans le domaine social autant que les sensibilités nationalistes (panser les blessures du pays). »¹¹⁵

Pour résumer, la notion de la société civile est un sujet de controverse et s'évalue dans le temps parallèlement aux modifications socio-économiques. Certains considèrent la société civile en tant qu'un acteur indépendant de l'Etat tandis que d'autres la voit comme un enchaînement entre les deux. Egalement, le rôle de la société civile en termes du développement de la démocratie dans le pays est une autre polémique. Enfin, entre les activités bénévoles qui fonctionnent comme un agent auxiliaire à côté de l'Etat et d'autres acteurs de la société civile qui ont des revendications politiques ; il est encore difficile de cerner le cadre exact de la notion.

Dans cette étude on utilise cette notion dans un sens plus large qui englobent à la fois ces deux types d'activités entreprises par les associations civiles, à savoir celles faisant une référence à la substitution de l'appareil étatique et d'autres activités basées sur la revendication des droits et des libertés. En même ligne avec les auteurs du rapport de STEP, on croit que la société civile a des frontières communes avec les trois arènes, la famille, l'Etat et le marché plutôt que rester en dehors d'eux. Les limites de ces trois arènes s'entrelacent et la société civile peut consister des éléments

¹¹⁵ Can, **op.cit.**, p.96. Cette approche a été aussi bien conservée par les auteurs de STEP dans le deuxième rapport daté de 2011, voir TÜSEV, **op.cit.**, p.51.

non-civiles.¹¹⁶ Avant d'analyser comment les acteurs de la société civile et les autorités administratives locales accueillissent les réfugiés Syriens à Sultanbeyli, il faut qu'on traite une dimension plus spécifique de la société civile, celle concernant les réfugiés syriens.

2. Les activités de la société civile en faveur des réfugiés syriens en Turquie

Le rôle de la société civile face à la crise syrienne n'est pas évidemment indépendant de la politique d'Etat turque. Les liens entre les trois acteurs, gouvernement central, gouvernement local et société civile, ont un impact sur les réactions vis-à-vis l'arrivée de millions de réfugiés.

Avant tout, l'Etat semble avoir adopté deux politiques divergentes dans l'accueil des réfugiés. Une orientée vers les réfugiés restant dans les camps et ceux vivant en dehors des camps, notamment en termes de coopération avec les ONG s'occupant de l'assistance aux réfugiés syriens. Une politique de fermeture a été observée en ce qui concerne les camps. En parallélisme avec son refus à l'égard de l'aide venant de l'arène internationale, l'Etat n'était pas ouvert pour la coopération avec les ONG à la fois nationales et internationales. Dans un rapport du Centre de Recherche sur l'Asile et la Migration (*İltica ve Göç Araştırmaları Merkezi*, en turc, IGAM) sur les activités des ONG pour les réfugiés syriens, il est exprimé que l'Etat turc a refusé jusqu'à 2012 la présence même de l'HCR, un acteur chargé de la coopération et du contrôle concernant les réfugiés d'après l'article No.35 de la Convention de Genève. A partir de 2012, ce régime a été assoupli et l'HCR a pu être autorisée à y entrer officiellement.¹¹⁷ La restriction des activités des ONG internationales a également été affaibli à partir de 2014, indique le rapport de *Citizens' Assembly (Yurttaşlık Derneği*, en turc, YD); néanmoins, à la fin de 2013, le nombre des ONG internationales qui ont été autorisées de travailler en Turquie était seulement 10 ou 12 selon le même rapport. Le nombre de permis accordés à ces organisations a augmenté avec les élections parlementaires du 7 juin 2015 bien que le

¹¹⁶ TÜSEV, op.cit., p.51-52.

¹¹⁷ İltica ve Göç Araştırmaları Merkezi, **Sivil Toplum Örgütlerinin Türkiye'deki Suriyeli Mülteciler İçin Yaptıkları Çalışmalar ile İlgili Rapor**, Ankara, İltica ve Göç Araştırmaları Merkezi, 2013, p.5. Voir <http://www.igamder.org/wp-content/uploads/2012/06/Suriye-STK-Raporu.pdf>.

gouvernement n'ait pas quitté totalement son contrôle sur leur fonctionnement de ces structures.¹¹⁸

Quant à l'attitude de l'Etat vis-à-vis des activités de la société civile en dehors des camps, on voit une politique complètement contradictoire avec celle-ci pour les camps de refuge. Tandis que les camps ont constitué le centre d'attention principal du gouvernement, c'est la société civile qui a tenté d'accueillir millions de Syriens vivant en dehors de camps. Ce rapport a également marqué une croissance de 19 % entre 2011 et 2016 du nombre d'ONG reconnues dans le pays selon les statistiques du Ministère de l'Intérieur. Cette augmentation devrait être interprétée « *dans le contexte d'augmentation simultanée et régulière qui fait partie d'un projet dans lequel le gouvernement utilise les ONG comme des outils d'ingénierie pour ses propres fins politiques* ». ¹¹⁹

Comme on l'a mentionné en amont, la société civile est composée d'une multitude d'éléments et d'acteurs : les syndicats, les fédérations, les associations professionnelles, les initiatives bénévoles, les organisations religieuses, les organisations de la société civile adoptant une approche basée sur les droits de l'homme et celles s'occupant de l'aide humanitaire, les organisations internationales ainsi que les ONG des réfugiés eux-mêmes.¹²⁰ Au regard des activités des ONG concernant les Syriens, la manque de la communication et la coopération entre les ONG a été exprimée par plusieurs rapports. Au regard des activités des ONG concernant l'intervention auprès des Syriens, le manque de communication et de coopération entre les ONG a été exprimé par plusieurs rapports, notamment celui de Kutlu, qui indique que l'ensemble des ONG qu'elle a interviewé refusent de coopérer avec les autres structures, même s'il s'agit d'une communication et coordination entre structures adoptant une perspective politique semblable.¹²¹ Selon le rapport de YD, l'attitude et la vision des ONG envers la fonction de la société civile (surtout

¹¹⁸ Yurttaşlık Derneği, **Türkiye'de Sivil Toplum ve Suriyeli Mülteciler**, İstanbul, Yurttaşlık Derneği, 2017, p.21. Voir <http://www.hyd.org.tr/attachments/article/216/turkiyede-sivil-toplum-ve-suriyeli-multeciler.pdf>.

¹¹⁹ **Ibid.**, p.28.

¹²⁰ IGAM, **op.cit.**, p.6 et YD, **op. cit.**, pp.10-11.

¹²¹ Zümray Kutlu, **Bekleme Odasından Oturma Odasına, Suriyeli Mültecilere Yönelik Çalışmalar Yürüten Sivil Toplum Kuruluşlarına Dair Kısa Bir Değerlendirme**, Anadolu Kültür et Açık Toplum Vakfı, 2015, pp.24-25. Voir <http://aciktoplumvakfi.org.tr/medya/02062015beklemeodasi.pdf>.

une attitude basée sur la revendication des droits et/ou l'aide humanitaire pour les coreligionnaires) et leur positionnement vis-à-vis les politiques du gouvernement ont une certaine influence sur la non-coopération dans le domaine. Le même rapport accentue le fait qu'un autre facteur ayant un effet négatif en termes de communication et coordination est la concurrence dans la réception des fonds qui se sont intensifiée suite à l'arrivée des ONG internationales en Turquie. La présence de ces nouvelles figures contribue à la commercialisation du secteur associatif. La lutte pour le prestige symbolique a été également observée dans ce cadre-là.¹²²

Le rapport d'IGAM souligne que le caractère politisé de la crise syrienne en Turquie a résulté par l'omniprésence des ONG religieuses dans le domaine d'aide humanitaire tandis que certaines ONG séculaires dont les centres se trouvent dans les métropoles comme Ankara et Istanbul ne s'intéressent pas au sujet.¹²³ Aussi, le rapport de YD attire l'attention au parallélisme entre les activités humanitaires et philanthropiques de ces dernières et l'attitude du gouvernement d'AKP qui se concentre sur la fraternité entre les coreligionnaires.¹²⁴

De manière générale, il est répandu chez les ONG que le gouvernement soutient certaines structures et que seulement avec celles-ci la coopération est tenue. Selon le rapport de YD, plusieurs représentants d'ONG interviewés croient en la présence d'ONG « créées » par l'Etat ainsi que d'autres « soutenues » par le même.¹²⁵ Cela peut être commenté la volonté d'Etat pour conserver son pouvoir face à la société civile en la restreignant. Le rapport d'IGAM résume l'histoire/la tradition de l'intervention et le contrôle étatique stricte comme tel :

« La structure et l'histoire politique de la Turquie n'ont pas créé un environnement propice pour l'épanouissement des ONG. La société civile en tant que force politique organisée n'a pas généralement été désirée et [elle a été] bloquée. L'accès des ONG aux ressources financières a été restreint,

¹²² YD, **op.cit.**

¹²³ IGAM, **op.cit.**, p.20.

¹²⁴ YD, **op.cit.**, p.16.

¹²⁵ **Ibid**, p.47.

*leurs activités ont été strictement contrôlées et leurs domaines d'activité ont été limités. »*¹²⁶

La mise en place de nouvelles réglementations, la création de nouveaux établissements étatiques et la planification pour créer de nouvelles structures provoquent les réactions des ONG, notamment, comme il a été souligné dans le rapport de YD sur le rôle de l'AFAD en tant qu'acteur étatique planificateur et sur le nouveau système électronique pour la distribution des aides (*Elektronik Yardım Dağıtım Sistemi*, en turc, EYDAS) qui permettait la redistribution des aides venant de divers ONG sous le contrôle de l'AFAD. Ceci a suscité un mécontentement chez les ONG. Un programme d'accréditation planifié pour les ONG soulève encore des doutes au regard de l'intervention à venir de l'Etat.¹²⁷

Dans ce contexte, le rôle des gouvernements locaux en matière de développement de la société civile et son caractère de médiateur entre le gouvernement central et la société a été accentué davantage dans la littérature comme on l'a indiqué dans le chapitre précédent. Malheureusement, au niveau local on constate que la plupart des gouvernements locaux pareillement à d'autres acteurs comme le gouvernement central et la société civile n'étaient pas prêtes face l'arrivée des milliers de réfugiés.¹²⁸

Tout d'abord, comme il a été remarqué dans le rapport d'*Istanbul Policy Center* (*İstanbul Politikalar Merkezi*, en turc, IPM), les municipalités et les gouvernements de district à Istanbul (*Kaymakamlık*, en turc)¹²⁹ font face aux problèmes budgétaires en matière d'assistance sociale des Syriens. Aucune ressource financière supplémentaire ne leur a été allouée par le gouvernement central pour la gestion de la crise syrienne

¹²⁶ IGAM, *op.cit.*, p.3.

¹²⁷ YD, *op. cit.*, p.51-54.

¹²⁸ İstanbul Politikalar Merkezi, *Suriyeli Topluluklarla Etkileşim, İstanbul'da Yerel Yönetimlerin Rolü*, 2017, p. 18. Voir http://ipc.sabanciuniv.edu/wp-content/uploads/2017/01/Suriyeli-Topluluklarla-Etkile%C5%9Fim-Istanbuldaki-Yerel-Yonetimlerin-Rolu_Auveen-Woods-Nihal-Kayal%C4%B1.pdf.

¹²⁹ Dans un arrondissement, il y a deux établissements en termes de la gestion au niveau local : l'un est la municipalité de cet arrondissement s'occupant de la gestion des services d'infrastructure et l'autre est le *kaymakamlık* ayant des responsabilités administratives et qui dirige des affaires en ce qui concerne la santé, l'éducation et la sécurité des citoyens (*Ibid*, p.9. Cité de Göymen et Sazak, 2014).

à l'échelle locale. C'est dans ce cadre que les donations sont devenues des sources principales pour les aider.

En outre, un manque de communication et de partage d'information à l'égard des Syriens entre les deux autorités locales à Istanbul, les municipalité et les gouvernements de district aussi bien que le manque de coordination entre les ONG et les municipalités (deux exceptions les municipalités de Sultanbeyli et Esenyurt) est marqué dans le rapport d'IPM.¹³⁰ Cette tendance peut être expliquée à travers deux facteurs : d'un côté, les ONG ne désirent pas de se coordonner avec les municipalités parce qu'elles refusent la politisation des aides fournies par elles-mêmes; et d'un autre côté, certaines municipalités s'inquiètent que l'abondance des aides sociale attire plus les réfugiés vers leur district, c'est pour cette raison qu'elles préfèrent de ne pas intervenir dans l'affaire. Au lieu de fournir des services sociaux aux réfugiés, les ONG sont instrumentalisées comme des fournisseurs de ressources alternatifs par certaines municipalités.¹³¹

3. Les acteurs d'accueil et leur « hospitalité » envers les réfugiés syriens à Sultanbeyli

Dans le cadre de cette étude, plusieurs institutions ont été interviewés en vue de dresser une carte de discours et pratiques d'accueil au regard des Syriens chez les acteurs de la société civile. On peut catégoriser ces acteurs dans quatre grandes catégories : les structures administratives (la police, GİGM, SYDV, l'Office de l'Etat civil et l'Office de *Müftü*), les autorités locales (la municipalité et les *muhtars*), les représentants locaux des partis politiques (SP, MHP et CHP) et les organisations de la société civile (MD, IHH, GÖN-KAR-DER, IBC, HAKEV et MİKEV).

La monopolisation de l'aide humanitaire par la Municipalité, dirigée par le parti au pouvoir national, ne laisse pas la place aux autres organisations politiques pour qu'elles puissent en faire partie. Puisque notre demande de rendez-vous a été refusée plusieurs fois par l'organisation locale d'AKP. Aussi, on n'a pas pu

¹³⁰ *Ibid.*, p.18.

¹³¹ *Ibid.*, p.55.

communiquer avec son représentant. Néanmoins, on déduit des discours de l'ensemble des interviewés que les divers acteurs ayant une position dans la hiérarchie gouvernementale et municipale contribuent à la réalisation du projet d'assistance aux Syriens.

Bien que MD soit chargé d'une grande partie de l'assistance sociale aux Syriens, une multitude d'ONG ayant proliféré dans l'ère néolibérale ayant généralement des motifs et/ou motivations religieuses offrent également des services d'assistance sociale. A Sultanbeyli ainsi que dans le reste du pays ce type d'organisations de la société civile sont abondantes. Cependant, la concurrence entre les ONG affaiblit la communication et la coopération parmi elles.

Dans ce cadre-là, dans les sous-chapitres ultérieures on se penchera de plus près sur les activités et les discours des autorités, des partis politiques et les organisations et de la société civile en matière d'accueil des réfugiés Syriens.

3.1. Les institutions¹³²

Comme on a indiqué au-dessus, les frontières divisant l'Etat et la société civile s'entrelacent vu que la société civile peut inclure des éléments non-civiles. En partant de ce point de vue, on a contacté les institutions publiques dont une partie des activités consacrées à la provision des services aux réfugiés syriens. Les entretiens avec ces institutions nous donnent des indices sur comment le gouvernement met en œuvre sa politique de portes ouvertes au niveau local.

A côté de la Municipalité et du MD, une série d'institutions publiques prend charge de la gestion des affaires des réfugiés syriens à Sultanbeyli. On s'est entretenues avec les plus importantes d'entre elles y compris le GİGM et la préfecture de police ainsi que les unités administratives du *Kaymakamlık* : le SYDV,

¹³² On n'a pas contacté directement le personnel de la mairie ou de l'office du gouverneur du district (*kaymakam* en turc). Lors d'une visite à la municipalité tout au bout de la recherche, le personnel nous a canalisé au MD (à l'égard des Syriens). Une autre raison est que la personne placée en haut de l'échelle administrative n'a souvent pas de connaissance satisfaisante concernant le sujet. Autrement dit, les gens qui travaillent sur le terrain maîtrisent le sujet beaucoup mieux que les bureaucrates. Enfin, obtenir un rendez-vous chez les bureaucrates dans le contexte de l'état d'urgence serait difficile et causerait un délai en termes de la finalisation de la recherche de terrain.

le *Müftü*, le Bureau d'Etat Civile et la Direction de Ministère de l'Education Nationale (*Milli Eğitim Bakanlığı*, en turc, MEB).

Dans ce chapitre, on analyse le discours et les activités de chaque acteur d'accueil à l'égard des "invités" syriens. Il faut noter qu'il n'y a pas de rubrique spécifique dédiée à l'entretien réalisé avec le directeur local de MEB, car il a strictement refusé notre demande de visiter une école publique fréquentée par des élèves syriens. La raison derrière ce refus est, selon lui, la nécessité d'obtenir une autorisation spéciale de la direction de MEB d'Istanbul (l'autorité officielle au niveau de ville). L'interviewé a accentué le fait qu'« *en cette période difficile* » il n'est possible de mener une recherche sur les enfants et que « *quiconque désire d'entrer aux écoles n'y peut pas* ». Même si on a essayé encore une fois d'obtenir l'autorisation pour s'entretenir qu'avec les enseignants, notre demande a été encore refusée. Dernièrement, on lui a demandé si les élèves syriens peuvent s'inscrire dans les écoles publiques auxquelles les citoyens turcs fréquentent. Il a indiqué qu'avec les documents demandés par l'administration de l'école ils peuvent y recevoir un enseignement. Néanmoins, en réalité et selon nos observations, peu d'enfants syriens en ont eu cette chance. Ainsi, bien qu'on s'ait entretenu avec le représentant de MEB à Sultanbeyli, on n'a pas pu obtenir d'information valide.

3.1.1. La GİGM, l'Etat civil et la police

A Sultanbeyli, on observe une forte coopération entre la Préfecture de Police-la GİGM-le MD (ou autrement dit, la Municipalité). Un rapport de l'IPM remarque également cette coordination entre la police et la Municipalité à Sultanbeyli alors qu'il y a un manque de communication entre les autres municipalités et arrondissements d'Istanbul et les institutions publiques locales telle que la préfecture de police.¹³³

Le fait que la GİGM et le MD partagent le même bâtiment peut être une épreuve en soi pour montrer les bonnes relations entre ces deux institutions. La Direction de GİGM du côté asiatique d'Istanbul a commencé à fonctionner en 30 septembre 2016 (juste 2 ans après l'établissement de MD) à Sultanbeyli. Le nombre considérable des

¹³³ IPM, *op.cit.*, p.17.

Syriens à Sultanbeyli est probablement une des raisons pour l'établissement de cette nouvelle succursale. Mais, une fonctionnaire de GİGM a indiqué qu'en raison de surpeuplement dans le Département des Etrangers (au sein de la préfecture de la police) à Kumkapı les opérations de cinq arrondissements du côté européen y compris Fatih, Bağcılar et Gaziosmanpaşa ont été renvoyée vers ce nouveau bureau à Sultanbeyli. Plusieurs réfugiés et étrangers (le GİGM s'occupe aussi des affaires des étrangers en Turquie) viennent du côté européen à Sultanbeyli malgré la distance spatiale énorme entre les arrondissements afin de traiter leurs demandes plus rapidement (Entretien avec une fonctionnaire de GİGM à Sultanbeyli, le 6 janvier 2017).

La GİGM est généralement fréquentée pour l'obtention d'une carte d'identité spéciale pour les réfugiés syriens qui se retrouvent en situation de protection temporaire. Par ailleurs, ceux qui souhaitent se marier ou mettre à jour leurs informations personnelles pour diverses raisons (permis d'expédition ou de voyage, de déplacement à un autre pays ou le retour volontaire) devraient passer par la GİGM. A la fin de 2016, et enfin de mettre en place le processus de la naturalisation des réfugiés, la GİGM a commencé à s'entretenir avec des Syriens diplômés universitaires capables de prouver cette condition. Cette nouvelle pratique a provoqué une augmentation dans le nombre de visiteurs souhaitant mettre à jour les informations concernant leur niveau d'éducation.

L'enregistrement préliminaire des Syriens a été réalisé par la préfecture de police. Les informations de caractère démographique (y compris les croyances religieuses) ont été enregistré par la Police et partagé avec la GİGM qui s'occupe de produire les cartes d'identités et les distribuent aux réfugiés. L'interviewé a accentué sur le fait que certains réfugiés ont été enregistrés deux fois dans de différentes villes. Par exemple, un réfugié visite le bureau à Istanbul pour l'enregistrement mais il est probablement enregistré à Gaziantep. Afin d'empêcher le double enregistrement, la police crée une base de données en prenant les empreintes digitales. A part le problème du double enregistrement, il a été indiqué qu'une autre pratique étendue parmi les Syriens est la fausse déclaration. Plusieurs réfugiés n'ont pas la chance d'apporter certains certificats et attestations en quittant leur pays et d'autres ne possèdent pas de passeports. De plus, l'interviewé souligne qu'en Syrie jusqu'à un certain âge les enfants n'ont pas de cartes d'identité. Alors, la déclaration est un principe essentiel pour la justification des informations démographiques comme

l'état civil. Plusieurs d'autres interviewés travaillant dans les ONG affirment aussi la prévalence des fausses déclarations concernant les informations personnelles.

Après avoir contacté la GİGM, on a visité la préfecture de police de Sultanbeyli. Au sein de la Préfecture, deux traducteurs civiles (qui parlent arabe et turc) travaillent pour l'enregistrement des réfugiés. Evidemment, le rapport de l'IPM met en avant qu'en 2014 la Municipalité a recruté trois experts et cinq traducteurs syriens en vue de faciliter l'enregistrement des réfugiés au niveau de la police.¹³⁴ Comme on n'avait pas obtenu une permission de la part de la police pour la réalisation des interviews, on n'a pas su que le nombre exact de la population syrienne à Sultanbeyli, qui s'élevait à 20.860 au 31 décembre 2016.

La fonctionnaire de la GİGM disait que la GİGM travaille en coordination avec l'Etat Civil pour la naturalisation des Syriens. Après l'avoir appris, on a rendu visite à l'Etat Civil de Sultanbeyli. Malheureusement, un responsable qu'on a essayé de contacter nous n'a donné aucune information sur leurs activités concernant les Syriens. Il a indiqué que la seule activité de l'Etat Civil est d'enregistrer l'adresse résidentielle des Syriens. Cela exige une longue procédure : d'abord, le réfugié déclare une adresse ; puis la Police mène une enquête pour confirmer l'adresse et enfin l'Etat Civil fait un dernier enregistrement. Même si la fonctionnaire de la GİGM interviewée a indiqué que c'est la police qui s'occupe de l'investigation des ménages, un *muhtara* affirmé que, lui-même rend visite aux familles syriens dans le but de voir leurs conditions de vie.

3.1.2. SYDV

Le Fonds d'Incitation pour l'Assistance et la Solidarité Sociale (*Sosyal Yardımlaşma ve Dayanışmayı Teşvik Fonu*, en turc, SYDTF), qui se trouve sous l'autorité de l'Office du Premier Ministre, a été créé en 1986 par la Loi No.3294 lors du gouvernement d'ANAP. Après avoir été modifié en 1989, le premier article de la loi définit la fonction de ce fonds comme la suite :

¹³⁴**Ibid.**, p.17.

« Aider les citoyens en difficulté et, le cas échéant à ceux qui ont été acceptés ou sont venus en Turquie sous quelque forme que ce soit, d'assurer une répartition équitable des revenus en prenant des mesures pour renforcer la justice sociale, de promouvoir l'assistance sociale et la solidarité »¹³⁵

Selon l'article No.7, les *vakıfs* (les SYDV) chargés d'assurer les aides en nature et monétaires aux citoyens ont été établis dans chaque ville et district. En 2004, toutes les succursales de SYDV ont été réunies sous la Direction Générale de l'Assistance Sociale (*Sosyal Yardımlar Genel Müdürlüğü* en turc, SYGM). Avec la fondation du Ministère de la Famille et des Politiques Sociales (*Aile ve Sosyal Politikalar Bakanlığı* en turc, ASPB) en 2011, cette nouvelle unité administrative est devenue chargée du fonctionnement du SYGM.¹³⁶

L'établissement du SYDV chevauche avec l'évolution de l'économie vers le néolibéralisme. Les années quatre-vingt ont été marquées par un tournant en termes de la transformation économique aussi bien que par l'introduction d'une nouvelle politique sociale. Ce changement est désigné par Bediz Yılmaz comme la suite :

« (...) il y a une libéralisation rapide et brutale des relations du travail ainsi que la sécurité sociale qui sont les bases de la politique sociale, c'est-à-dire tandis que ce domaine est presque totalement abandonné à la merci du marché, on voit une augmentation et une expansion des aides et services sociaux. A tel point que la société et la politique sont construites presque comme si elles étaient synonymes de l'aide sociale, et que l'« amélioration » dans ce domaine est présentée comme signe du bon fonctionnement de l'Etat social. »¹³⁷

SYDV comme une fondation étatique s'est apparue en même temps avec la prolifération des organisations religieuses. Après les années quatre-vingt-dix et plus précisément suite aux crises financières de 2000 et de 2001, on observait une

¹³⁵ La Loi No. 3582, "3294 Sayılı Sosyal Yardımlaşma ve Dayanışmayı Teşvik Kanununda Değişiklik Yapılması Hakkında Kanun" [La Loi sur la Modification A Propos de la Loi No.3294 d'Incitation de l'Assistance et la Solidarité Sociale] apparu dans le Journal Officiel en 4 juillet 1989 https://www.tbmm.gov.tr/tutanaklar/KANUNLAR_KARARLAR/kanuntbmmc072/kanuntbmmc072/kanuntbmmc07203582.pdf.

¹³⁶ Bediz Yılmaz, "Yeni Türkiye, Yeni Refah Rejimi, Yeni Yöneti(ş)im ve Yoksulluk", 2015, **İdeal Kent**, 2015, No. 16, p.200.

¹³⁷ **Ibid.**, p.190.

croissance dans son domaine d'activité et son budget. Göçmen a remarqué certains points communs dans le fonctionnement des anciennes institutions des *vakıfs* et SYDV (ainsi que les organisations religieuses émergentes) : la référence à l'Islam et à la tradition ottomane, l'utilisation des donations volontaires et la manque de mécanismes systémiques d'examen de ressources ainsi que les mesures de ciblage discrétionnaires.¹³⁸

A Sultanbeyli il y a aussi une succursale du SYDV qui occupe une place secondaire, même subordonnée en termes d'assistance aux Syriens en comparaison avec le degré d'intensité des activités de l'association de la Municipalité. On a rendu visite à la direction de SYDV à Sultanbeyli et on s'est entretenu avec la directrice.

Le fonctionnement du SYDV est basé sur demande personnelle. L'interviewé a souligné le fait que les groupes démunis et les patients ont la priorité. Après avoir obtenu le consentement du demandeur, la directrice fait une recherche dans les bases de données de 12 établissements officiels concernant l'état économique et démographique du demandeur ainsi que son état de santé. Ensuite, les responsables rendent visite à la résidence du demandeur afin de vérifier ses déclarations. Enfin, le conseil d'administration de SYDV prend la décision finale en ce qui concerne le refus ou l'approbation de sa demande. Le conseil d'administration d'une succursale du SYDV dans un arrondissement est constitué par le maire, le haut représentant de la préfecture de police, le chef de bureau des finances, le directeur de MEB, le haut représentant de Ministère de la Santé et le *Müftü* sous la présidence de *kaymakam* (le fonctionnaire placé en haut d'échelle administrative d'un arrondissement).¹³⁹

La structure du conseil montre le fait que le SYDV n'est pas une ONG au sens propre du terme. Les membres du conseil d'administration sont des hauts représentants d'Etat au niveau local.¹⁴⁰ En 2004, une modification concernant la structure du conseil d'administration a eu lieu ; quatre membres civiles ont été ajoutés à la structure préexistante : un *muhtar* (élu dans la réunion des *muhtars* d'arrondissement), un représentant élu parmi les gestionnaires des ONG de l'arrondissement et deux « *citoyens philanthropes* » (*hayırsever vatandaş* en turc)

¹³⁸ Göçmen, *op.cit.*, p.98.

¹³⁹ L'article No. 3 de la Loi No. 3582, apparu dans le Journal Officiel No. 20215 au 4 juillet 1989.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p.203.

élus par le Conseil Générale de la Ville. Malgré ce changement contribuant à « *mettre en place un équilibre entre le nombre des membres nommés et élus* » et à la « *participation démocratique* »¹⁴¹, une autre modification ayant lieu en 2014, après dix ans, a encore ouvert la voie pour l'intervention étatique. D'après ce dernier changement, les deux « *citoyens philanthropes* » cité ci-dessus ayant une place dans le conseil des succursales du SYDV au niveau de la ville et de district devraient être « élus » par le gouverneur (*vali*, en turc).¹⁴²

La directrice de SYDV a souligné que les critères d'acceptation d'une demande peuvent varier d'un cas à l'autre (Entretien avec la directrice de SYDV à Sultanbeyli le 21 décembre 2016.) Afin de concrétiser le mécanisme d'approbation-refus, elle a donné des exemples. Avoir une voiture est un indicateur de richesse, donc la demande d'aide d'une personne ayant une voiture peut être refusée. Néanmoins, si par exemple cette personne souffre d'une maladie sérieuse, le conseil peut faire une décision en faveur du demandeur. Alors, le conseil d'administration est l'acteur principal prenant l'initiative en termes de provision de l'assistance sociale et les critères de cette décision reste très ambiguës.

Pendant l'entretien avec la directrice, elle nous a indiqué que les Syriens ne sont pas privilégiés en termes d'assistance sociale et qu'il s'agit seulement des aides individuelles (au niveau familial) dans le cadre de la loi No.3294. Selon le premier article de la loi, les réfugiés syriens à Sultanbeyli peuvent profiter du SYDTF autant que les citoyens turcs. Cependant, la directrice de SYDV à Sultanbeyli nous a rappelé que tous les Syriens ne peuvent pas en tirer parti. Les aides sont limités à ceux qui habitent à Sultanbeyli et possèdent une carte d'identité accordé par GİGM.

¹⁴¹ **Ibid.**, p.205. Bediz Yılmaz a cité un bulletin d'ASPB daté du Septembre 2012. Malgré ce bulletin qui propose «une égalité» entre les membres nommés (par l'Etat) et les civiles élus, si on prend en considération le nombre des gestionnaires administratifs qui sont au moins sept selon la loi, la présence de quatre nouveaux acteurs civils n'a pas produit un grand changement dans la structure du conseil. Il est évident que cette interprétation est loin de refléter la réalité. Par ailleurs, en 2014, suite à la montée du pouvoir central, les membres élus par la société sont devenus d'une façon des personnes «nommées» par le gouverneur de la ville (*vali*, en turc), même pas celui du district.

¹⁴² La Loi No.3294 pour l'Incitation de l'Assistance et la Solidarité Sociale, apparu dans le Journal Officiel No. 19134 au 29 Mai 1986, <http://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/1.5.3294.pdf>.

3.1.3. Le Müftü

Le *müftü* de Sultanbeyli considère les aides distribués par son bureau (*müftülük*, en turc) comme une contribution au grand projet d'assistance mis en place par la municipalité et MD (Entretien avec le *müftü* de Sultanbeyli, le 19 décembre 2016). L'axe principale des activités de *müftülük* est la distribution des aides humanitaires étant majoritairement des donations collectées dans les mosquées. Une campagne a été réalisée dans les mosquées en vue de collecter les médicaments pour les Syriens. Le bureau de *müftü* a fourni les radiateurs, les couvertures et la nourriture aux 400 familles syriens. Pendant Aid El-Adha (*Kurban Bayramı*, en turc) le *müftülük* distribue de la viande pour les réfugiés. Il a précisé que depuis deux ans les Syriens ont personnellement visité son bureau afin de profiter de l'assistance du *müftülük*.

A côté des aides en nature, le *müftülük* a organisé des événements dans le but d'augmenter la communication et la solidarité entre les habitants et les réfugiés dans le cadre de la fraternité islamique. Les *iftarsau* mois de Ramadan et pendant la célébration de l'anniversaire du Prophète (*Kutlu Doğum Haftası*, en turc) sont des instances de rencontre et de solidarité parmi les coreligionnaires. Pendant la célébration de l'anniversaire du Prophète, le *müftü* a contacté les élèves (à peu près 1600 enfants) et les professeurs syriens. Certains instituteurs des cours du Coran (innombrable cours du Coran existent dans l'arrondissement) ont organisé un événement pour créer des liens d'amitié parmi les musulmans : chacun invite une famille syrienne chez lui. Pour fêter la Journée de la Femme, les Syriennes ont été invitées à partager les difficultés auxquelles elles font face et ont reçu des petits cadeaux. Personnellement, le *müftü* ne voit pas une contribution positive des Syriens à Sultanbeyli sauf celle concernant la pratique de la langue arabe.

En un mot, les activités de *Müftülük* se concentrent sur l'établissement des relations de solidarité et d'amitié entre les coreligionnaires ainsi que la provision des aides humanitaires pour les réfugiés syriens. Les fêtes religieuses et les journées spéciales sont des occasions pour sensibiliser les citoyens à la souffrance des réfugiés et créer une atmosphère amicale entre les habitants et les réfugiés. Les Hodjas du Coran en tant que personnalités religieuses jouent également un rôle actif en matière de construction d'une communauté religieuse comprenant les Syriens.

3.2. Les autorités locales

Sous cette rubrique on abordera les activités de la Municipalité de Sultanbeyli et des *muhtars* en ce qui concerne l'accueil des Syriens. A la différence des représentants des institutions publiques qui sont assignés par le Ministère de l'Intérieure, le maire et les *muhtars* sont des autorités élus par les habitants. Particulièrement, étant élus directement par les habitants du quartier, un *muhtar* est l'autorité administrative la plus autonome vis-à-vis le gouvernement central. Ayant une position intermédiaire entre le gouvernement central (l'Etat) et la société. Ces deux acteurs méritent d'être analysé pour mettre en avant de manière plus complète le rôle de la société civile en termes de l'accueil des réfugiés syriens.

3.2.1. La Municipalité

L'accueil des Syriens ne peut pas être interprété sans prendre en compte l'ordre et les rapports de pouvoir préétablis à Sultanbeyli. Comme on a mentionné tout au début de cette étude, la Municipalité de Sultanbeyli a été « *une municipalité constituante* » au sens utilisé par Erder dont le but est de contribuer à l'installation des habitants dans le quartier. Cette mission a été réalisée par la « légalisation » de la présence officieuse des occupants à travers « les droits de propriété ».¹⁴³ La Municipalité en tant qu'un acteur intermédiaire entre l'Etat et les « *occupants* » relie la sphère formelle et informelle comme remarquée par Işık et Pınarcıoğlu. Mais, avec le temps les responsabilités de la Municipalité se varient suivant l'achèvement relative de cette mission. Par exemple, à l'époque de la rédaction de cette étude, à côté des activités préexistantes de « légalisation » en ce qui concerne le marché de l'immobilier et du travail, la Municipalité s'occupe à un certain degré de l'assistance sociale aux réfugiés à l'intermédiaire de MD et en parallélisme avec les transformations socio-économiques néolibérales et la politique actuelle du

¹⁴³ Erder, *İstanbul'a Bir Kent Kondu, Ümraniye*, pp.301-302.

gouvernement au regard des Syriens. Par diverses pratiques informelles, quasi-formelles et formelles, la Municipalité vise à faciliter cette fois-ci l'installation des Syriens et leur intégration dans le milieu urbain.

Selon nos observations et les discours de certaines personnes interviewées, en leur assurant l'assistance, la Municipalité (ainsi que le SYDV et d'autres organisations semi-civiles, civiles ou étatiques) crée un sentiment de gratitude chez les réfugiés envers le gouvernement d'AKP. En fait, les aides en nature et monétaires sont normalement fournies déjà aux citoyens turcs à l'intermédiaire des succursales des SYDV dans les arrondissements. En concordance avec la montée de la philanthropie islamique dans le domaine de l'assistance sociale qui est soutenue par les partis politique islamiques, le soutien des populations démunies dans les élections à ces parties est mis en question dans la littérature..¹⁴⁴

Les trois types d'approche adoptés dans la littérature afin d'expliquer les rapports établis entre les gouvernements et les individus socialement assistés sont : a) l'approche accentuant la dichotomie entre les droits à l'accès aux services sociaux et l'aspect charitable des aides, b) la perspective considérant la philanthropie (particulièrement la philanthropie étatique) en tant que fonction de la consolidation de l'ordre social c) l'approche abordant le sujet à partir d'un processus de la construction de l'hégémonie à travers une explication sur les politiques populistes. Zafer Yılmaz met l'accent sur « *la nature spécifique des rapports de dépendance établies au travers des aides et sa façade matérielle symbolique* ».¹⁴⁵ On trouve l'interprétation de Yılmaz en matière du succès de ces rapports clientélistes très satisfaisante. L'auteur souligne l'établissement des « rapports de réciprocité » entre les électeurs et le gouvernement aussi bien que le sentiment d'être redevable au gouvernement chez les électeurs. De cette façon, cela nous montre comment l'AKP a réussi à transformer ce sentiment de gratitude à une accumulation du capitale politique. Yılmaz ne néglige pas l'aspect néolibérale des aides, ni la génération de la

¹⁴⁴ Voir Aziz Çelik, "Muhafazakâr Sosyal Politika Yönelimi: Hak Yerine Yardım-Yükümlülük Yerine Hayırseverlik", *İstanbul Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi*, 2010, No.42, pp. 63-81 et Umut Bozkurt, "Neoliberalism with a Human Face: Making Sense of the Justice and Development Party's Neoliberal Populism in Turkey", *Science & Society*, 2013, Vol. 77, No. 3, pp. 372-396., <https://doi.org/10.1521/siso.2013.77.3.372>.

¹⁴⁵ Zafer Yılmaz, « AKP ve Devlet Hayırseverliği: Minnet Ekonomisi, Borç Toplumu ve Siyasal Sermaye Birikimi », *Toplum ve Bilim*, 2013, No.128, p.34.

communauté à travers ce processus. Au contraire, il fait une remarque pertinente sur les mécanismes latents et fréquemment ignorés qui relient tous les aspects –la politique sociale de caractère néolibérale, la construction de la communauté (religieuse) (*cemaat*, en turc) et le capital politique accumulé- en attirant l'attention sur leur nature symbolique et émotionnelle.

*« L'AKP, au travers de la mise en œuvre de la politique sociale conservatrice fait l'absorption de la construction matérielle-symbolique de la communauté, d'une sorte de subjectivité paralysée par l'endettement et des relations réciproques qui donnent une âme à la construction communautaire en ligne avec une réciprocité négative, la pierre angulaire de l'accumulation du capital politique. »*¹⁴⁶

Pareillement, Komsuoğlu signale que les rapports clientélistes comprennent un engagement spirituel à côté de la dimension matérielle en ce qui concerne la distribution des biens et services. En référant à Auyero, Komsuoğlu note qu'on peut définir ces rapports en tant que « *réseaux de résolution de problèmes* » accentuant l'aspect moral des relations et qui créent une perception de solidarité entre les individus. Ainsi, les individus établissent une relation de solidarité étendue au niveau idéologique avec leurs médiateurs qui leur offrent des biens et services.¹⁴⁷ Plus concrètement Komsuoğlu résume l'aspect spirituel des rapports clientélistes avec les mots suivants : « *Les individus ne votent pas pour "un paquet de café"; ils votent parce qu'il sentent que celui qui lui a donné du café le considérerait comme un individu dans la résolution des problèmes* ». ¹⁴⁸

L'assistance aux Syriens à Sultanbeyli devrait être interprétée dans ce cadre de construction de la gratitude et le sentiment d'être redevable au gouvernement qui se caractérise par les valeurs communautaires islamiques dans une période où la naturalisation des réfugiés syriens est au cœur des débats publics. Evidemment, à la fois les représentants des partis politiques et d'autres personnes interviewées ont davantage révélé leur mécontentement vis-à-vis les rapports clientélistes et protectionnistes que l'AKP a établi (cette fois-ci) avec la population syrienne. Le

¹⁴⁶ **Ibid.**, p.37.

¹⁴⁷ Komsuoğlu, A., « Birimiz Hepimiz, Hepimiz Birimiz İçin Mi-Dağınık Bir Siyasetin Topluma Sunduğu Elde Kalan Tutkal : Klientalist Ağlar », **Toplum ve Bilim**, No. 116, 2009, p. 27.

¹⁴⁸ **Ibid.**, p.30.

rôle de la Municipalité sera traité ci-dessous avec les activités de MD sous la rubrique « les associations locales ».

3.2.2. Les muhtars

Le rôle *des muhtars*, des autorités se situant au niveau le plus bas de la pyramide administrative, n'est pas négligeable non seulement concernant l'accueil des Syriens, mais aussi dans un sens plus large en termes de l'organisation civile au niveau du quartier. C'est pour cette raison qu'on a parlé avec un *muhtar* d'un quartier où un bon nombre de Syriens y habitent. Aussi, on a interviewé la secrétaire d'un autre *muhtar* qui le remplace en cas d'absence.¹⁴⁹ L'un des deux cas traités est un excellent exemple pour montrer jusqu'à quel degré un *muhtar* peut être une figure effective et intervenante à l'organisation d'un quartier.

Les deux personnes prennent des initiatives pour aider les Syriens d'une façon ou d'autre. Par exemple, la secrétaire du *muhtar* du quartier de Mehmet Akif a dispensé les 1 Syriens des frais administratifs pour la demande d'une attestation prouvant l'adresse résidentielle (*ikametgah belgesi*, en turc) fournie par le *muhtar*, alors que les citoyens turcs doivent payer 7 livres turcs [1,75 euros] pour l'obtenir.

“Par exemple, moi, je ne prends pas d'argent pour le certificat de résidence alors que je le prends de nos citoyens. [Est-ce votre initiative ?] Oui. [Donc, il n'y a pas une telle règle ?] Non, il n'y en a pas. Ils [les Syriens] ont déjà fui la guerre et pour ne pas aggraver les choses je ne leur demande pas d'argent. »
(Entretien avec la secrétaire du *muhtar* du Quartier de Mehmet Akif, le 19 décembre 2016)

Le *muhtar* du Quartier Turgut Reis se définit comme « l'hôte » de l'ensemble du quartier. Il offre plusieurs services aux Syriens : il trouve un logement pour ceux qui en ont besoin, avec l'aide des voisins le *muhtar* leur fournit quelques ustensiles domestiques, il accompagne les patients et les personnes âgées à l'hôpital et même trouve un emploi pour quelqu'un d'entre eux.

¹⁴⁹ L'interviewé a exprimé que le *muhtar* s'absente généralement et étant son épouse et secrétaire elle s'occupe de tous.

“ [Quel type de services offrez-vous aux Syriens en tant que *muhtar*?] D'abord, on essaie de fournir un logement aux Syriens. Et puis, il nous faut rendre la maison un endroit approprié pour vivre ; mais disons, si je les [les Syriens] installe dans une [certaine] rue, je dis aux familles [qui vivent] là-bas -c'est très important- que si vous avez plus de pots et de casseroles, donnez-les à ceux qui n'ont rien. Si c'est une grosse chose à transporter, je l'envoie avec la voiture. [Avec votre propre voiture ?] Oui. La maison est installée. Ensuite, on trouve un emploi pour celui qui peut travailler dans le ménage - pas de paresse ! - et ils vont travailler." (Entretien avec le *muhtar* de Turgut Reis, le 6 janvier 2017)

Les activités de ce *muhtar* ne sont pas exclusives aux Syriens, le *muhtar* offre également les mêmes services aux citoyens turcs. Notamment, il leur fournit aussi un moyen de transport pour se rendre à l'hôpital. A simple vue, on observe facilement des annonces d'emploi attachées sur la porte de son bureau. Le *muhtar* disait qu'en tant que négociateur (*aracı*, en turc), il trouve des emplois pour les habitants du quartier. Un chercheur d'emploi lui a téléphoné pendant l'entretien. Pareillement, dans sa recherche Erder a indiqué que les *muhtars* d'Ümraniye, un autre quartier informel à l'époque, s'occupent des demandes des habitants de leur quartier en ce qui concerne l'infrastructure, le conseil en termes de la communication des habitants de quartier avec les institutions locales tels que l'hôpital, le *kaymakamlık*, la municipalité etc. ainsi que la résolution des controverses quotidiens¹⁵⁰ Dans d'autres temps, il distribue aux enfants de l'école primaire (se situant juste à côté de son bureau) les cahiers de dessin et les livres de comptes qui ont été fournis par un philanthrope d'Üsküdar. Ce dernier lui donne aussi les livres d'un académicien pour qu'il distribue aux adultes. Il résume tout cela en disant « *"Il n'y a pas d'arrêt pour nous, je change mes vêtements, je (re) travaille."*

Ce *muhtar* définit son métier en tant que « *la présidence du quartier* ». En disant que son père était aussi un *muhtar* il désigne son métier comme « *une habitude* », c'est-à-dire une tradition familiale, un héritage génétique. Avec ses frères, l'interviewé s'est installé à Ümraniye quand il a immigré à Istanbul. Cependant, peu après il a déménagé à Sultanbeyli, il y a 25 ans, alors que ses frères

¹⁵⁰ Erder, *Istanbul'a Bir Kent Kondu, Ümraniye*, pp.76-79.

sont restés à Ümraniye. Les magasins de ses frères se trouvent à Sultanbeyli et ils passent une grande partie de leur temps là-bas.

Pendant sa jeunesse, il a établi une association avec son frère aîné au nom de son père à Erzurum. Le *muhtar* est déjà un membre active de deux associations de *hemşeri* : la première et celle des originaires d'Erzurum et l'autre est une association des migrants d'un village de la même ville. Il est fier de ses liens et bonnes relations avec les gens aussi bien que son esprit entrepreneur. Il connaît plusieurs personnes notables tels que les députés du gouvernement actuel, les gouverneurs des districts ainsi que le Maire de Sultanbeyli. De plus, on a appris qu'il a participé à la deuxième réunion¹⁵¹ des *muhtars* ayant lieu dans le palais présidentiel à Ankara. Sa grande capacité de manœuvre en matière de politique locale nous rappelle ce qu'Erder dit sur les gestionnaires constituants (*kurucular*, en turc) des zones urbaines informelles comme Sultanbeyli, « *les organisateurs de ces zones sont obligés d'avoir un « pouvoir » afin de pouvoir établir des relations au-delà de la « localité », à la fois commerciales et politiques au niveau urbain ou même national.* »¹⁵²

Dans le même esprit des découvertes de la recherche d'Erder, le *muhtar* exprimé qu'il pratique ce métier en vue de servir les habitants du quartier¹⁵³, qu'il travaille pour « *servir le peuple* » (« *halka hizmet* », en turc). Il a accentué l'importance des gestionnaires « *justes* » et « *bons/propices* » (*adil, hayırlı yönetici*, en turc). Ce discours nous rappelle l'ancien idéal du RP, « l'ordre juste » (*adil düzen*, en turc). De nos jours, il y a un quartier qui s'appelle « Juste » (*Adil*) à Sultanbeyli hérité du gouvernement local de RP. Même si la tradition managériale de RP a évolué dans le temps et a été quasi totalement transformée par l'AKP, on peut retrouver ses traces dans le discours de ce *muhtar*.

Les deux interviewés ont signalé que l'abondance des aides humanitaires pour les Syriens peut susciter le mécontentement chez les citoyens ainsi que créer des tensions entre les deux groupes. Le *muhtar* de Turgut Reis mentionne de manière

¹⁵¹ Jusqu'à 22 août 2017 les *muhtars* se sont réunis 39 fois pour écouter le Président de la République. La première réunion a eu lieu le 27 janvier 2015. Voir RTE Haber, **Cumhurbaşkanı Erdoğan'ın Birinci Muhtarlar Toplantısı Konuşması**, le 27 janvier 2015, <https://www.youtube.com/watch?v=f9RkAoTBYMM>.

¹⁵² Erder, *İstanbul'a Bir Kent Kondu*, Ümraniye, p.86.

¹⁵³ *Ibid.*, p.66.

indirecte une tension potentielle quand il s'agit des aides fournis spécifiquement aux Syriens.

"Si l'aide vient de l'extérieur [du quartier], je crée une liste [pour indiquer les noms des Syriens assistés] et je la leur [les fournisseurs, les donateurs] donne ou je les [les fournisseurs, les donateurs] accompagne [lors qu'ils visitent le ménage de demandeur d'aide]. Si j'ai empilé l'aide [ici] j'aurais des problèmes dans le quartier. » (Entretien avec le *muhtar* de Turgut Reis au 6 janvier 2017)

En résumé, à la fois les deux interviewés prennent certaines initiatives en vue de faciliter la vie des Syriens. La secrétaire du *muhtar* facilite la tâche bureaucratique pour les Syriens en dispensant les syriens des frais d'acquisition de l'attestation prouvant l'adresse résidentielle. Le *muhtar* de Turgut Reis se sent responsable d'aider les Syriens. Il les aide lors de l'installation au logement, de trouver un poste convenable et en cas de problème sanitaire. Ce *muhtar* contribue au développement de la solidarité parmi les voisins des quartiers en assumant un rôle très actif dans l'organisation et la collecte des aides en nature. Etant un exemple concret de la tradition managériale dans les quartiers informels comme Sultanbeyli, l'esprit entrepreneur de cette dernière personne nous montre dans quelle mesure un *muhtar* peut prendre parti de la résolution de problèmes au niveau du quartier grâce aux réseaux sociaux informelles. Néanmoins, les tensions possibles en ce qui concerne les aides sociales empêchent le *muhtar* d'assister beaucoup plus ouvertement les Syriens.

3.3. Les partis politiques

Dans les deux dernières élections nationales en juin et novembre 2015 parmi les partis politiques principaux, l'AKP a obtenu respectivement 57% et 67%, l'HDP a eu 21% et 17% et les trois autres grandes partis au niveau local le CHP, le MHP et

le SP ensemble ont pu avoir 19% et 16% de la totalité des voix valides à Sultanbeyli¹⁵⁴

On a pu s'entretenir avec trois parmi ces cinq partis politiques : le SP, le MHP et le CHP. Le représentant local de l'AKP a refusé de nous recevoir plusieurs fois, donc on n'a pas eu l'occasion de communiquer avec le président local du parti politique au pouvoir. Quant à l'HDP, on s'est abstenu de le contacter en raison de la tension entre celui-ci et le gouvernement aussi bien que la montée d'antagonisme envers ce parti chez les supporteurs du gouvernement. Dans un petit arrondissement comme Sultanbeyli notre visite à l'HDP pourrait déclencher des rumeurs, alors dégraderait notre bonne relation avec les représentants de l'association de la Municipalité autant que les autres interviewés.

Avant de commencer à évaluer le discours des représentants de ces trois partis politiques interviewés, il faut noter que tous les présidents des partis politiques interviewés habitent à Sultanbeyli depuis une longue durée, autrement dit, ils sont des membres du groupe des « établis ». C'est pour cela que leurs discours et attitudes en ce qui concerne les Syriens ne reflètent pas seulement l'idéologie et la posture de leur parti. A côté des motifs politico-idéologiques, on peut constater des points communs entre leur discours et celui des « *établis* » au sens utilisé du terme par Elias et Scotson. Puisque les présidents des organisations locales des partis politiques sont en même temps des habitants de Sultanbeyli, ils connaissent tous l'Avenue de *Ziya-ül Hak*, reconnu et nommé comme « *l'Avenue des Syriens* » par les citoyens en raison de la présence pertinente des magasins de Syriens tels que les magasins d'orfèvrerie et de pâtisseries. Ils soulignent que l'immunité fiscale pour les petits commerçants syriens suscite un mécontentement parmi les locaux. Même si l'augmentation des loyers et la diminution des salaires à Sultanbeyli sont aussi soulignées par les interviewés ; les représentants de CHP et de SP mettent en relief également l'exploitation des réfugiés par les employeurs alors que celui de MHP n'évoque pas cet aspect.

On a observé certaines similitudes en ce qui concerne le positionnement des trois partis politiques contactés vis-à-vis les Syriens. Avant tout, les trois partis d'opposition ne sont pas d'accord avec la politique de portes ouvertes de l'AKP. Ils

¹⁵⁴ Ici on a calculé les taux approximatives en consultant au site officiel de YSK. Veuillez cliquer sur les liens dans la page concernée pour plus d'information.

pensent que les Syriens se sont instrumentalisés par le gouvernement afin d'interférer avec la politique interne du pays, autrement dit, selon eux, l'AKP utilise les Syriens en vue d'augmenter ses électeurs. En deuxième lieu, les partis interviewés critiquent fortement l'AKP en raison de l'instrumentalisation des aides en tant que les moyens de prestige symbolique. Les représentants des trois partis proposent deux alternatives contre la politique de portes ouvertes du gouvernement : une politique de rapatriement ou d'installation des Syriens dans les camps de réfugiés. Le représentant de CHP croit que l'AKP va naturaliser les Syriens dans le but d'obtenir leur voix dans le référendum sur les changements constitutionnels [ayant lieu en 16 avril 2017], car ils se sentent redevables envers le gouvernement.

“Il y a déjà eu des problèmes de sécurité sociale en Turquie. On ne peut pas allouer de l'argent du budget pour plus de quatre millions de personnes. Ils [les Syriens] devraient être renvoyés progressivement si la terreur est terminée dans la région d'où ils venaient. Si quelqu'un de la Grèce dit que 'je veux être un citoyen turc, je suis un diplômé de l'université' ; une telle chose est déraisonnable en termes de réalité politique, des dynamiques principaux du Moyen-Orient. Le rapatriement contribue progressivement à la sécurité interne. Selon quels critères, on les [Syriens] naturalisera ? Un million de diplômés universitaires sont [déjà] au chômage ...De plus, le gouvernement est malveillant. Il [le gouvernement] sait qu'ils [les Syriens] seront la main-d'œuvre peu coûteuse ! Ce qui se cache derrière c'est qu'ils [les Syriens] vont voter pour l'AKP. Un million de Syriens - qui possèdent des diplômes et des professions - signifient un million de voix pour le gouvernement d'AKP. Ils [les Syriens] se sentent reconnaissants envers ceux qui leur attribuent la citoyenneté.” (Entretien avec le président de l'organisation locale du CHP à Sultanbeyli, le 14 janvier 2017).

Les partis politiques soulignent plutôt l'aspect socio-économique de la crise en défendant les droits des citoyens face aux « privilèges » accordés aux non-citoyens. Le débat sur la citoyenneté alimente les critiques adressées au gouvernement. Les représentants pensent qu'il existe déjà des grandes tensions entre les deux groupes et pour l'avenir ils attirent l'attention à une « explosion sociale » potentielle découlant du mécontentement concernant le statut « privilégié » des Syriens dans l'esprit du peuple.

« *Tout le monde parle des Syriens, mais le nôtre [peuple] est également pauvre. Notre citoyen, notre propre citoyen est la priorité absolue. [Les Syriens] sont des invités. Après un moment, [on se dira] 'Qu'est-ce qui se passe ? Ils se sont [les invités] installés à la maison !' Il n'y a pas besoin d'une rhétorique de relation Ansar-Muhadjire, c'est du non-sens. Alhamdulillah, on est musulman, mais on n'arriverait nulle part à long terme.* » (Entretien avec le président de l'organisation locale de SP, le 28 décembre 2016).

"Il y aurait une explosion sociale sérieuse dans le futur. C'est prêt à exploser. C'est la limite. La limite de la tolérance a été dépassée. Le nombre de citoyens qui se plaignent en disant 'Pourquoi ils [les Syriens] sont assistés alors que des pauvres et des nécessiteux de notre pays sont négligés. Alors qu'un enfant qui n'a pas de chaussures va à l'école dans un village éloigné de l'Anatolie, sont-ils [les Syriens] notre priorité ?'" (Entretien avec le président d'organisation locale de MHP, le 18 janvier 2017).

En termes de rhétorique nationaliste extrême adoptée vis-à-vis les Syriens, le MHP se diffère de deux autres partis politiques. Les enseignes en arabe des magasins de Syriens dans l'Avenue de *Ziya-ül Hak* mettent en colère les supporters de MHP. Le fait que ces artisans ne soient pas obligés à payer la taxe exacerbe la réaction contre ces petits entrepreneurs encore plus. Une autre chose ennuyante aux yeux du représentant de MHP est que les Syriens ne parlent pas turc. Le président souhaite que les Syriens soient « *réhabilités* » en ce qui concerne l'apprentissage de la langue turque. Finalement, l'interviewé critique beaucoup le fait que le gouvernement ne s'intéresse pas aux problèmes des « *frères Turkmènes* » en Syrie.

A côté de ces trois organisations politiques dominées par des hommes, on a eu l'occasion d'apprendre la perspective des supporters femmes de MHP. On a été surpris par le fait que les femmes ont adopté un discours plus nationaliste et masculin que les hommes. Elles sont vraiment en colère à cause de l'accroissement du nombre des soldats turcs décédés pendant les opérations militaires en Syrie. Cette contradiction entre les Syriens qui ne luttent pas contre l'ennemi et les soldats turcs combattant en Syrie exacerbe la déception par rapport à la politique gouvernementale pour la Syrie. Le courage des femmes et des hommes turcs pendant les guerres à l'époque de l'Empire ottomane a été glorifié. Les interviewées adoptent une

rhétorique très masculine quand il s'agit de la défense du patri. A ce point, cette rhétorique présente des similitudes avec les résultats d'une autre recherche menée à Bolu sur l'articulation du nationalisme et de la masculinité dans les discours au regard de la perception des Syriens en tant que « autre » la population locale.¹⁵⁵

« Ils [les Syriens] doivent se battre. Celui qui imprègne une femme peut faire n'importe quoi. » (Entretien en groupe avec l'organisation féminine locale de MHP, 48 ans, mariée, le 29 décembre 2016).

Même si les partis politiques d'opposition interviewés critiquent sévèrement l'abondance des services sociaux dédiés aux Syriens et le statut privilégié des réfugiés par rapport aux citoyens, il faut noter que tous les représentants interviewés se plaignent d'une façon ou autre que le parti au pouvoir national les a exclus des affaires humanitaires. Autrement dit, c'est la MD et la Municipalité et certaines autres ONG collaborant avec la Municipalité qui monopolisent le domaine de l'assistance humanitaire en faveur d'un prestige en faveur du gouvernement, selon les interviewés. La contrainte budgétaire est un autre facteur contribuant négativement à la réalisation des grands projets pour l'assistance sociale aux réfugiés. C'est dans ce cadre que chaque parti met en œuvre sa propre politique locale concernant l'assistance aux réfugiés en difficulté, notamment, en Janvier 2017 grâce à une campagne lancée par l'organisation locale de SP à Istanbul dans le but de fournir des vêtements pour les enfants (la campagne s'appelait « Çocuklar Üşümesin », en turc). L'organisation locale de MHP s'intéresse aussi aux problèmes des Syriens, mais ils préfèrent de s'occuper particulièrement des Turkmènes. Ils ont envoyé des aides humanitaires pour les Turkmènes en Syrie. Quant au CHP, c'est le seul parti politique qui n'a aucune organisation ni campagne de solidarité, sauf certaines donations individuelles aux familles syriens en difficultés.

En un mot, les schismes politico-idéologiques affectent négativement la production des politiques synchronisées et positives au regard de la crise syrienne. Les discours des représentants locaux des partis politiques reflètent l'approche générale des administrateurs de leur parti. C'est-à-dire, la politique locale des partis politiques est convergente avec leur politique nationale en matière d'accueil de Syriens. Quant aux partis d'opposition, ils ne tolèrent pas la présence syrienne à

¹⁵⁵Voir Güney et Konak, **op.cit.**

Sultanbeyli. Le fait que la provision des services sociaux aux Syriens sont monopolisés par la Municipalité diminue la possibilité et la volonté de créer des initiatives pour communiquer avec les réfugiés aux yeux des organisations locales des partis politiques d'opposition.

3.4. Les activités des ONG à l'égard des réfugiés Syriens à Sultanbeyli

Un bon nombre d'ONG travaille dans le domaine d'assistance sociale dans cet arrondissement désavantagé. Nombreuses nouvelles organisations civiles ont ouvert leurs portes aux réfugiés Syriens, les nouveaux pauvres du quartier. La majorité d'ONG fournit des aides en nature. Aucune ne s'intéresse aux droits des réfugiés. Les Syriens sont reconnus en tant qu'« invités » ou coreligionnaires en difficulté. L'absence des droits de réfugiés accordés par les conventions internationales poussent les réfugiés vers l'informalité. Pareillement, les activités des ONG à leur égard ont lieu dans une sphère informelle. L'ambiguïté de leur statut empêche les ONG de fournir des services publics puis qu'ils ne sont ni citoyens ni réfugiés. Les ONG locales s'abstiennent de les assister ouvertement parce que cela crée des tensions avec les citoyens. C'est pour cela qu'on sépare les deux groupes en offrant des services (i.e. aide humanitaire et financière, éducation) propres aux réfugiés dans les endroits spécifiques, loin de des populations locales. Sauf quelques activités de certaines ONG en vue de créer une solidarité entre les deux groupes, la totalité des services visent à diminuer les points de contact.

Le caractère informel du fonctionnement des ONG découle aussi de la tradition managériale du quartier. Dès son établissement, la Municipalité de Sultanbeyli soutient les pratiques informelles afin de satisfaire les besoins (e.g. l'abri, l'emploi) des populations migrantes. En se référant à sa mission historique, la Municipalité est l'acteur principale qui s'occupe du processus d'installation et d'intégration des Syriens dans le quartier. Pour des raisons pratiques elle les assiste à l'intermédiaire d'une association civile établie par certains gestionnaires municipaux.

L'association de la Municipalité, le MD monopolise le domaine d'aide humanitaire. La lutte pour le prestige crée une concurrence sévère entre les autres ONG et le MD. Chaque organisation a envie d'avoir la réputation d'être pionnière du

champ d'assistance sociale pour les réfugiés. Cependant, cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de coopération. Même si certaines organisations travaillent ensemble beaucoup plus que les autres ; en général, un faible niveau de coordination existe sur le terrain. Les structures pochant au gouvernement ont une plus grande chance d'être inclus dans les réseaux de communication, donc peuvent faire partie des grands projets prestigieux..¹⁵⁶ Contrairement, ces organisations civiles qui présentent une idéologie opposante sont exclues.

Certains points en ce qui concerne la vie des Syriens dans l'arrondissement ont été mis en avant par toutes les ONG sans exception. Le problème principal rencontré par les Syriens est l'exploitation des réfugiés par les propriétaires de maison et les employeurs. Ensuite, la non-communication entre les habitants et les réfugiés occupe une place prépondérante dans le discours des interviewés. Enfin, le fait que les enfants syriens ne puissent pas être scolarisés en Turquie est particulièrement indiqué.

Les ONG interviewés peuvent être regroupées sous trois titres principaux : les associations locales, les associations locales de caractère islamique et les organisations locales de charité islamique. Dans les chapitres prochains, on va présenter les activités de ces six ONG ainsi que les opinions fournis par leurs employés et gestionnaires au regard des Syriens.

3.4.1. Les associations locales

On a contacté deux associations locales : MD et GÖN-KAR-DER. Ces deux associations se diffèrent des autres organisations de charité islamique du domaine associatif par leur caractère séculaire.

¹⁵⁶Une star d'Hollywood, Lindsay Lohan a deux fois visité Sultanbeyli en septembre et octobre 2016 dans la but de sensibiliser autour de la présence des Syriens en Turquie. En septembre, accompagnée par le ministre adjoint de la Jeunesse et du Sport elle a rendu visite à la polyclinique de MD. Le Maire de Sultanbeyli lui a accompagné pendant sa deuxième visite chez une famille syrienne en octobre. Evidemment, les visites de Lohan devraient être interprété comme une campagne de RP, réalisée en vue d'améliorer la réputation à la fois de MD et de la Municipalité de Sultanbeyli. « Hollywood Yıldızı Lohan'ın Suriyelileri Ziyareti » [La visite chez les Syriens de la star d'Hollywood Lohan], **Habertürk**, le 26 septembre 2016, <http://www.haberturk.com/gundem/haber/1301849-hollywood-yildizi-lohanin-suriyelileri-ziyareti>, « Hollywood Yıldızı Lohan Yine Sultanbeyli'de » [La star d'Hollywood Lohan est encore à Sultanbeyli], **Hürriyet**, le 4 octobre 2016, <http://www.hurriyet.com.tr/hollywood-yildizi-lindsay-lohan-yine-sultanbeylide-40239742>.

Etant le pionnier du champ humanitaire, MD doit sa réussite au soutien de la Municipalité de Sultanbeyli. Certaines personnes volontaires travaillant à la Municipalité ont utilisé leur réseau social pour organiser un projet d'assistance aux réfugiés Syriens. Ainsi, une association a été établie par l'intermédiaire de diverses figures locales. A la fois les autorités bureaucratiques et civiles contribuent à l'établissement de cette association. Le MD a bénéficié du soutien d'une multitude d'ONG et des fonds internationaux aussi bien que nationaux. Elle est devenue de cette façon le « géant » du monde associatif à Sultanbeyli. Sa source de soutien la plus importante est sans doute celle du gouvernement.

Quant aux autres associations établies à l'initiative d'une personne de 50 ans, ancien fonctionnaire et petit commerçant, Hacı Amca (l'Oncle Hadji) dans la fameuse rue de *Ziya-ül Hak* où plusieurs magasins syriens sont en service que les habitants de Sultanbeyli appellent comme « rue des Syriens ». Il est fier de relater que tous ces magasins ont ouvert leurs portes aux clients par suite à la fondation de son association, GÖN-KAR-DER.

3.4.1.1. L'Association des Réfugiés (Mülteciler Derneği, en turc, MD)

Au début, quelques gestionnaires et fonctionnaires de la Municipalité de Sultanbeyli, touchés par les mauvaises conditions de vie des Syriens installés dans l'arrondissement à partir de 2011 se sont intéressés à leurs problèmes. Graduellement leur sensibilité vis-à-vis ces problèmes a atteint un tel point qu'ils ont décidé d'établir une association pour qu'ils puissent assister les réfugiés plus systématiquement. Ils ont mobilisé les réseaux sociaux : les députés, les fonctionnaires d'Etat, les notables etc. pour atteindre leur but. Comme fruit de tous ces efforts, en 2014 MD a commencé à fonctionner. Pendant quatre ans ces personnes se réunissaient pour discuter sur leur projet d'assistance. A ce point-là, on a laissé la parole au gestionnaire du MD qui nous a ouvertement relaté comment leur projet s'est concrétisé.

"Il n'y avait pas de politiciens à ce moment-là. Certains d'entre eux [les participants des réunions] étaient des notables ... Monsieur X avait la volonté

d'aider [les Syriens]. Il [les a aidés] grâce au soutien de la municipalité. Lorsqu'il y a eu un problème, il l'a résolu par l'intermédiaire de la municipalité. On s'est dit qu'on devrait systématiser cela. (...) Une fois qu'on a établi l'Association, [on s'est dit que] mettons telles personnes au conseil d'administration pour qu'on puisse être en contact avec chaque [institution]. On était une équipe d'une vingtaine de personnes. Lorsque le conseil d'administration de sept personnes était en train d'être déterminé, L'Oncle N. [le Hadji][nous] a abandonné. Nous avons réuni des personnes de différentes [institutions, organisations], y compris le kaymakam, le maire, une personne de l'AKP, de l'hôpital afin de résoudre rapidement les problèmes.” (Entretien avec un gestionnaire de MD, le 25 janvier 2017)

La citation ci-dessus est une épreuve de la perspective pragmatique adopté par les fondateurs de MD dès l'établissement de l'association. MD récolte à plusieurs occasions les fruits de cette approche pragmatique. Suite à l'établissement du MD, l'approvisionnement d'une machine pour prendre des empreintes digitales dans la préfecture de police de Sultanbeyli grâce aux efforts personnelles constitue un très bon exemple de ce pragmatisme. Cela a ouvert la voie pour l'enregistrement des Syriens à Sultanbeyli dont le nombre atteint plus de 20.000 personnes. Ainsi, les Syriens ne sont pas obligés d'aller à Fatih pour s'inscrire auprès de la police. De plus, MD a payé le salaire des traducteurs qui travaillent dans la préfecture de police.

Auparavant, MD a fonctionné dans un tout petit bâtiment avec seulement 3-5 employés. Les traducteurs de l'association offraient aux réfugiés le service de traduction dans les hôpitaux. Les patients ont été orientés vers un hôpital public à Üsküdar en voiture. En 2016, une fondation allemande a soutenu financièrement l'association pour la location d'un grand bâtiment (y compris les meubles etc.) pour les 10 années à venir.¹⁵⁷ Les salaires de plus de 40 employés sont payés par les diverses ONG internationales.

¹⁵⁷ En 2016 l'Union Européenne a suggéré d'allouer un fonds de 3 milliards d'euros pour la Turquie en vue d'empêcher les vagues des immigrés syriens vers les pays membres. “Üç Milyar Euro Türkiye'ye Gidiyor” [Trois milliards d'euros vont à la Turquie], **Deutsche Well Türkçe**, le 3 février 2016, <http://www.dw.com/tr/%C3%BC%C3%A7-milyar-euro-t%C3%BCrkiye-gidiyor/a-19025629>. Particulièrement, l'Allemagne est l'un des pays membres faisant des efforts importants pour bloquer les Syriens en Turquie. Ce n'est pas par hasard qu'une fondation allemande assume le financement la location de cet immense bâtiment construit afin d'offrir des services sociaux aux réfugiés Syriens.

Le spectre d'activités du MD concernant les Syriens dépasse la limite des autres ONG. Le MD offre des services pour le développement et la qualification personnel en plus des aides humanitaires (e.g. distribution du charbon pendant l'hiver). Aussi, des cours de formation professionnelle sont dispensés en faveur des adultes tels que la couture et la broderie (particulièrement pour les femmes), les cours de musique, de peinture et du turc. Au MÜTEM les élèves syriens suivent des cours de turc et d'arabe aussi bien que d'autres cours essentiels enseignés dans les écoles primaires. Une coordinatrice au MD explique que leur principe de travail est « *d'enseigner de pêcher plutôt que de servir le poisson* » et elle a accentué sur l'importance d'inclure les Syriens dans la vie professionnelle (Entretien avec une coordinatrice de MD, le 27 octobre 2016). Leur but est de faciliter l'intégration des réfugiés et de contribuer à leur indépendance économique.

La femme occupe une place primordiale dans les activités du MD. Les gestionnaires de la structure sont conscients de la prépondérance des populations enfantine et féminine et les problèmes rencontrés par ces groupes. Les services consacrés aux femmes sont le traitement psychologique pour alléger le traumatisme causé par la guerre, la création d'une permanence téléphonique ouverte aux femmes victimes de violences, une pension pour les femmes et leurs enfants, une crèche pour les enfants de femmes travailleuses et une espace de loisirs pour les enfants dont les parents bénéficient des cours de formation.

Approximativement 500 élèves syriens bénéficient du projet de formation de la MD. Les élèves syriens de la première année fréquentent obligatoirement les écoles étant sous le contrôle et la responsabilité du Ministère de l'Education Nationale. Mais les élèves de la deuxième à la huitième année peuvent s'inscrire au Centre d'Education Temporaire (*Geçici Eğitim Merkezi, MÜTEM* en turc).

MÜTEM se diffère d'une école publique par ses horaires de cours de turc dispensés. Dans une école publique on enseigne 5 heures de cours de turc alors qu'au MÜTEM les élèves prennent 15 heures de cours de turc par semaine. En plus, des cours essentiels tels que les mathématiques sont aussi enseignées. Un gestionnaire de MÜTEM met l'accent sur le fait qu'on offre le soutien psychologique aux élèves qui ont des problèmes d'adaptation. 30 professeurs syriens et quelques professeurs turcs travaillent au sein de l'institution. Ces derniers sont des professeurs de Centres de

Formation Publique (*Halk Eğitimi Merkezleri* en turc ; les centres d'éducation non-formelle et vocationnelle sous l'administration de MEB)

La Municipalité a attribué un moyen de transport pour les élèves de MÜTEM. Le service de transport est gratuit. A partir de 2015, les activités de MÜTEM ont commencé à être régulés par le MEB. Auparavant, MÜTEM était autonome vis-à-vis le contrôle du MEB et financé par une ONG islamique très connue et puissante en Turquie. Après avoir passé sous le contrôle du MEB, les salaires de professeurs sont alloués par ce dernier. En fait, le MEB alloue les fonds de l'UNICEF, de l'ONU et de l'UNESCO aux professeurs en rajoutant un cofinancement aux fonds alloués par ces institutions internationales.

Un gestionnaire de MÜTEM a mis en avant le fait que la Municipalité adopte « une politique d'équilibre » afin d'empêcher la réaction des habitants contre les services et l'assistance municipale fournis aux Syriens en disant que la Municipalité « essaie à la fois d'être incluse dans et de rester en dehors de l'affaire » (Entretien avec un gestionnaire de MÜTEM, le 19 janvier 2017). L'interviewé a ouvertement exprimé que MÜTEM fonctionne en tant qu'école plutôt qu'un centre de formation bien que son titre signale qu'il s'agit d'un centre pour l'acquisition des compétences linguistiques. Il est probable que ce titre renvoie au fait qu'il ne s'agit pas d'une école privée pour les Syriens. L'apprentissage de la langue turque est plus tolérable que l'éducation privée surtout pour les nationalistes.

A côté de MÜTEM, un bon nombre d'élèves syriens peuvent également fréquenter deux écoles publiques : une se situe au nord de la périphérie de Sultanbeyli où un petit nombre d'élèves turcs reçoivent leur éducation et l'autre est au sud en périphérie. Dans cette dernière école à peu près 100-150 élèves syriens sont scolarisés. Dans ces deux écoles, ils ne rencontrent pas leurs camarades locaux, car ces institutions mettent en œuvre un régime d'enseignement en double horaire. Les frais du transport des élèves sont payés par la Municipalité. En ayant crainte que cela peut provoquer des réactions négatives chez les habitants, la Municipalité préfère de séparer les deux groupes d'élèves.

Parallèlement, la coordinatrice a accentué dans son discours le rôle de MD en vue d'empêcher les querelles et le mécontentement auprès des Syriens. On a remarqué que la loi municipale donne déjà place à l'assistance aux réfugiés dans le cadre de la notion de *hemşeri*, on a donc demandé à la coordinatrice quelle est la

motivation derrière la fondation de cette association alors que l'assistance de *hemşeri* dans une zone municipale est permise par la loi.

« On a pu le [le projet d'assistance sociale] réaliser dans une certaine mesure [dans le cadre de Municipalité]. La législation ne le permet pas. On a 21.000 Syriens enregistrés [auprès de la police]. [Cela fait] 3000 ménages. La façon la plus logique est d'établir une association. Si [l'aide] était totalement/directement fourni par la Municipalité, le citoyen réagirait. (...)En ce qui concerne les services de santé, on pense aussi qu'on a empêché beaucoup de tensions [grâce à l'association]. C'est [Sultanebeyli] déjà une zone défavorisée. L'hôpital public peut être vide à Etiler [un quartier riche sur le côté européen], il est rempli ici." (Entretien avec une coordinatrice du MD, au 4 janvier 2017).

De cette manière, on rend invisible les réfugiés en leur séparant des populations locales. On leur offre des services sanitaires et une scolarisation dans des endroits spécifiques au lieu d'élargir la portée des services publics préexistantes. A notre avis, ce genre de pratiques ne sont pas effectives pour diminuer les conflits, au contraire elles les exacerbent, car elles déclenchent les nouvelles perceptions et rumeurs entre les gens qui s'inquiètent de ce qui se passe derrière les portes fermées.

Au sein du MD il y a une polyclinique au service des Syriens. 150-200 patients par jour sont traités par 12 médecins syriens travaillant dans la polyclinique. Il existe également un laboratoire et une pharmacie. Les salaires de ces 12 médecins sont payés par le MD, le reste du personnel est financé par les fonds des autres ONG nationales et internationales. La visite chez le médecin coûte 20 livres turcs [5 euros] par personne. La moitié du revenu hebdomadaire est alloué aux médecins. Selon le système de quotas, si le nombre de patients traités par un médecin est inférieure aux quantités contingentes, l'association paie un montant supplémentaire en vue de remplir la lacune.

Evidemment, il s'agit d'un fonctionnement informel : les services sanitaires ne sont pas contrôlés par le Ministère de Santé, les médecins n'ont pas de permis de travail (leur diplôme n'est pas reconnu auprès de l'Etat turc) et ils travaillent sans couverture sociale. Ce qui est intéressant est que les autorités officielles ont connaissance de toutes les activités informelles. Encore une fois, on souligne que la Municipalité est le supporteur (dans tous les sens du terme) de MD. Alors, il serait

naïf de considérer que la Municipalité ne soit pas au courant des faits. Le Ministère de Santé de son côté permet la continuation des activités informelles dans la polyclinique. Lorsqu'on lui a demandé à un gestionnaire bien placé au niveau de l'échelle administrative si les médecins ont le permis de travail, il nous a franchement répondu en tant que tel :

« Tous ce qu'on fait [ici] est illégal. Les contrôleurs de la [Direction de] Santé Publique sont venus. Ils nous ont dit 'Fermez la polyclinique'. Alors je leur ai dit « Vous, les fonctionnaires, vous ne faites rien ; c'est nous qui travaillons ! Nous avons fait ce que vous deviez faire.' Quand on leur a dit ça, ils ont fermé les yeux. Pourquoi ils ne l'ont [la polyclinique] pas fermée ? Car, s'ils le font qui traitera les Syriens ? » (Entretien avec un des gestionnaires de MD, le 25 janvier 2017)

Cela nous montre explicitement que les activités quasi-officieuses de MD contribuent à surmonter certaines obligations juridiques et facilitent la mise en place du projet d'assistance sociale. Pareillement, dans le domaine de l'éducation, l'Etat n'intervient pas auprès des services éducatifs officiels de MÜTEM. Pendant une période, le Ministère de l'Education gardait le silence vis-à-vis la présence de cette institution informelle. Il est évident qu'une organisation civile quelconque ne peut pas continuer ses activités sans avoir l'autorisation (implicite ou explicite) des autorités officielles

A côté de son fonctionnement explicitement officiel, le MD donne également le soutien au marché du travail informel de manière indirecte par d'autres pratiques. A travers la récupération des données à propos du niveau de l'éducation et de la compétence professionnelle des réfugiés recueilli dans le logiciel informatique de MD, les employeurs peuvent embaucher des employés selon leurs critères. Certainement, un réfugié renonce à avoir la sécurité sociale en acceptant l'offre d'emploi. Par contre, d'après un gestionnaire de MD, cette pratique est en faveur des Syriens dont une grande partie est au chômage ou travaille dans les secteurs mal payés.

« L'un des avantages du logiciel est que si, par exemple, une agence de publicité qui va recruter un graphiste ou un ingénieur mécanique dit qu'on va employer un graphiste, mais on ne peut pas payer son assurance. [Alors,] on se connecte au système [base de données] et on trouve [par exemple] trois

graphistes. [De cette façon] au moins trois ou quatre mille personnes ont trouvé un emploi. Il n'y a pas de Syriens qui mendient à Sultanbeyli où 30.000 Syriens vivent. » (Entretien avec un des gestionnaires de MD, le 25 janvier 2017)

L'interviewé justifie par cette rhétorique l'exploitation des réfugiés par les employeurs. Une telle pratique non seulement reproduit l'exploitation, mais aussi renforce l'idée « *'la rationalité' néolibérale qui fonctionne avec une image d'un sujet responsable, autonome et qui peut faire des choix* » et accentue davantage la responsabilité individuelle dans tous les domaines de la vie (e.g. l'éducation, la santé, la sécurité etc.).¹⁵⁸ Dans un cadre où les déficiences systémiques tels que le chômage et la précarité de l'emploi sont sous-estimés et considérés comme « des faits » et la lutte contre la pauvreté est abordée en tant qu'une responsabilité individuelle sachant que mendier est perçu comme un comportement honteux. On applaudit énormément l'aspect moral de travailler pour ce genre d'employé alors qu'on tolère l'attitude non-éthique des employeurs. L'éthique du travail est un cadre de référence valable seulement lorsqu'on évalue les comportements des employés.

Avant de terminer cette partie il faut qu'on mentionne les deux dernières dimensions du discours adopté par l'un de gestionnaire de MD. Même si le discours de cet interviewé reflète plutôt son opinion personnelle, ses paroles méritent d'être notés en tant qu'une personne occupant une place assez cruciale dans la mise en place du projet. Le discours de ce gestionnaire nous donne un bon indice concernant la nature des rapports entre la bureaucratie (l'Etat) et la société civile ainsi que l'approche des ONG envers les Syriens.

Avant tout, selon le gestionnaire interviewé, la non-volonté des autorités publiques y compris le Maire et le *Kaymakam* de Sultanbeyli au regard de l'assistance aux Syriens a mis en difficulté les personnes volontaires qui ont la motivation de se mobiliser pour aider les réfugiés. Le Maire a refusé de les soutenir puis qu'il craint de déclencher une nouvelle vague migratoire vers l'arrondissement. En plusieurs occasion, l'interviewé porte plaintes aux autorités qui créent des obstacles devant la volonté des entrepreneurs civiles. Il exprime sa colère vis-à-vis les fonctionnaires d'Etat qui ne s'acquittent pas leurs responsabilités. En termes

¹⁵⁸ O'Malley, 1996 cité par Can, **op.cit.**, p.91.

d'intégration des Syriens il se considère et son entourage comme des pionniers qui incitent l'Etat à agir : L'interviewé utilise cette métaphore pour désigner comment les obstacles devant la réalisation du projet pour l'intégration des Syriens peuvent être surmontées grâce à la volonté d'agir des civiles : « *Comme navire brise-glace, on ira en brisant la glace et l'Etat viendra après nous !* » (Entretien avec un des gestionnaires de MD, le 25 janvier 2017).

Cette déclaration nous signale deux phénomènes concomitants : d'une part cela montre que les autorités administratives ont envie de contrôler, de bloquer les activités des initiatives volontaires en accordance avec l'ancienne tradition étatique ; d'autre part les initiatives volontaires substituent à l'Etat dans une certaine mesure. La nature de rapport entre la société civile et l'Etat justifie le point de vue de Can159 qui attire l'attention sur le poids croissant des ONG assumant les responsabilités des institutions étatiques. Ce double caractère de la politique d'Etat, entre la volonté de contrôle qui limite la marge de manœuvre des ONG et la coordination partielle avec elles en termes d'assistance aux syriens font penser les ONG que l'Etat leur attribuer un rôle de « sous-traitant » (*taşeron*, en turc) selon le rapport de YD. Une des interviewés l'a mis en avant comme tel ; « *L'Etat veut déléguer des responsabilités publiques à la société civile. De cette façon, il tente de transformer la société civile en un sous-traitant. Il récompense ceux qui sont de son côté.* ».¹⁶⁰

On peut interpréter les paroles suivantes de ce gestionnaire de MD en même ligne avec la pression étatique sur la société civile : « *Ils ne veulent pas que la société civile devienne plus forte et indépendante d'eux.* » (Entretien avec un des gestionnaires de MD, le 25 janvier 2017). Il a exprimé cette opinion alors qu'il nous a raconté que, lui-même, était tenté d'établir une association pour les migrants dans un arrondissement voisin. Néanmoins, une autorité locale lui a fait pression pour que cette nouvelle initiative ne soit pas très active. Cette pression découle probablement de la concurrence pour le prestige social entre le MD (soutenu par la Municipalité) et les autres entrepreneurs civils même s'il y a une coordination entre ces deux côtés. C'est en ce cadre-là qu'on peut voir comment la Municipalité domine la société

159 Can, **op.cit.**

¹⁶⁰ YD, **op.cit.**, pp.49-50.

civile et comment les ONG sont devenues des extensions de l'appareil d'Etat plutôt que des acteurs autonomes. Surement Sultanbeyli nous offre un très bon exemple pour saisir des instances de conflit-coordination entre l'Etat et la société civile.

En deuxième lieu, le discours de même interviewé dévoile le fait que les ONG eux-mêmes deviennent des acteurs de pouvoir et de domination au travers des pratiques d'assujettissement envers ce qui reçoivent des aides et services. Dans le cas de Syriens en Turquie la rhétorique néo-ottomaniste dégrade la discréditation envers eux en rappelant qu'ils faisaient d'antan partie de l'Empire. La fuite des Syriens de la guerre est comparée avec le courage de certains citoyens turcs décédés lors des manifestations contre le coup d'Etat manqué afin de glorifier les Turcs en discréditant les Syriens. En ignorant le fait que la société syrienne qui était opprimée par le despotisme pendant une longue durée a perdu son habilité d'agir et de s'organiser, l'interviewé considère les Syriens comme « les non-civilisés » ou au moins des « âmes timorées ».

"Les Syriens n'ont pas organisé une société civile à l'époque (...) Je me suis dit parfois pourquoi ils ne l'ont pas fait. C'est une question de culture des ancêtres. On peut voir [la différence entre les Turcs et les Syriens en regardant au] retrait des Syriens [de la guerre / de leur départ] ainsi que [à] l'homme [un citoyen turc] ayant confiance en soi qui s'est précipité sur le terrain de combat (...) » (Entretien avec un des gestionnaires de MD, le 25 janvier 2017)

L'interviewé a indiqué que la différence entre les Syriens et les Turcs devrait être traitée comme un fait « anthropologique » et « culturel », puis il a ajouté qu'ils veulent organiser les Syriens dans leur propre groupe, mais les Syriens n'ont pas envie. A partir de cet exemple concret, on cite directement le rapport de YD afin de mieux décrire l'attitude de la société civile envers les Syriens.

« Les Syriens ne sont généralement pas reconnus comme sujet de leur propre avenir. La tendance à travailler "pour" les Syriens est très prédominante plutôt que de travailler "avec" les Syriens et l'idéologie de la philanthropie et

de l'assistance pour eux leur fait accepter une position de victime plutôt qu'une position de sujet. »¹⁶¹

Un dernier point crucial à noter est que la concurrence parmi les ONG dans le domaine d'aide humanitaire commence à prendre une ampleur telle que même si le MD domine ce "marché". Les gestionnaires interviewés adressent des plaintes à d'autres acteurs plus puissants, notamment, un gestionnaire de MÜTEM a indiqué que certaines associations insistent pour qu'ils marquent leur « empreinte » sur les colis d'aide humanitaire. Selon lui, les ONG sont loin de se coordonner, mais ont envie d'afficher ces activités en vue de gagner le prestige symbolique et donc d'attirer plus de donateurs. Il a particulièrement mis l'accent sur le fait qu'il ne s'agit pas d'intérêt financier personnel pour ceux qui insistent sur l'affichage de leur empreinte et que cette lutte pour le prestige symbolique dégrade la coopération entre les ONG. Pareillement, le manque de communication et la concurrence parmi les ONG met un gestionnaire de MD en colère. A ce point-là, il a critiqué certaines ONG géantes du domaine qu'on symbolise ici avec X et Y.

"Le fonctionnement du système est basé sur quoi [quels articles d'aide humanitaire] est distribuée à qui. [X et Y] distribuent les aides. Il y a un problème comme celui-ci (...) Disons qu'on a une liste de 500 personnes. La liste est reproduite et les aides sont distribuées aux mêmes personnes [sur la liste]. Quel dommage ! (...) Ils [X et Y] ont vu tant de choses douloureuses en Afrique, mais encore ils font comme ça ! " (Entretien avec un des gestionnaires de MD, le 25 janvier 2017)

En résumé, MD offrent une grande variété des services sociaux pour les réfugiés syriens dans les domaines de la santé, du travail et de l'éducation. Les groupes cibles de ces services sont particulièrement les femmes et les enfants. Le succès de ce grand projet découle des rapports informels entre les gestionnaires de l'association et la Municipalité de Sultanbeyli aussi bien que les personnalités importantes ayant des positions critiques au sein du gouvernement. Les barrières bureaucratiques devant la résolution des problèmes sont surmontées grâce à ces rapports. De plus, la coordination avec certaines organisations de la société civile facilite aussi la mise en œuvre de ce projet d'assistance. Ainsi, MD domine le

¹⁶¹ YD, *op. cit.*, p.60.

domaine associatif à Sultanbeyli en excluant d'autres ONG plus petites et moins puissantes, surtout celles ayant une tendance politico-idéologique différente de celle du gouvernement.

En ce qui concerne l'interaction entre les habitants et les réfugiés, les gestionnaires de MD prennent des mesures pour réduire les tensions potentielles entre les habitants et les Syriens en séparant chaque population de l'autre. Ils offrent des services sociaux aux réfugiés dans les endroits privés plutôt que dans les institutions publiques ouvert aux citoyens tels que l'école et l'hôpital public.

Finalement, le discours d'un haut gestionnaire de MD nous démontre trois phénomènes en ce qui concerne le fonctionnement des ONG à Sultanbeyli. Premièrement, bien qu'il s'agisse des rapports informels et de patronage avec le gouvernement, le gestionnaire interviewé adresse des plaintes envers le contrôle excessif de l'Etat sur les nouvelles activités et initiatives des organisations civiles travaillant auprès des Syriens. Cela nous montre que la domination de l'Etat dans l'arène civile n'a pas touché à sa fin en Turquie. D'un côté, MD et MÜTEM assument certaines des responsabilités de l'Etat dans divers domaines comme l'éducation, la santé et le travail. D'un autre côté, cette coopération avec l'Etat n'empêche pas ce dernier à contrôler et à restreindre les activités des ONG. Deuxièmement, la coordination avec certaines ONG ne signifie pas qu'il n'y a aucun problème de communication entre elles et MD. La concurrence pour obtenir le prestige symbolique ainsi que les fonds financiers de l'aide humanitaire interrompt de temps en temps leur contact. Dans un dernier lieu, le discours de ce gestionnaire signalant l'infériorité des Syriens en termes de la culture et de la civilisation par rapport aux Turcs peut être interprété avec l'impact de la montée du néo-ottomanisme en Turquie. Ce type de discours qu'on a entendu plusieurs fois pendant les entretiens mérite d'être analysé en détail dans de recherches futures.

3.4.1.2. L'Association de la Fraternité des Bénévoles (Gönüllüler Kardeşliği Derneği, GÖN-KAR-DER)

En 2011 une personne âgée de 50-60 ans, le Hadji inspiré par les efforts de sa fille et sa femme pour aider les Syriens a décidé de louer un magasin afin de collecter

et redistribuer les vêtements d'occasion et d'autres types d'aides en nature offerts par les voisins du quartier. Il a emporté des bureaux, des tables etc. de l'association de *hemşeri* d'Erzurum pour meubler l'endroit. En 2014, il l'a transformé en association locale s'appelant l'Association de la Fraternité des Bénévoles. Le Hadji a recruté presque 10 Syriens : des dentistes, des traducteurs, des aides-soignants et des infirmières.

La distribution des aides en nature est réalisée selon certains principes. Tout d'abord, le Hadji a créé une base de données en enregistrant les données démographiques indiquées sur la carte d'identité des Syriens. A partir de ces informations, il a précisé le nombre d'enfants, de patients et d'hommes adultes ou de garçons aînés qui sont en bonne santé dans chaque famille. Ensuite, il a divisé les familles en catégories en vue de déterminer leur état économique. Dans ce cadre-là, les familles dans lesquelles il n'y a pas d'homme adulte (décédés en guerre) et/ou ayant plusieurs enfants et/ou patients catégorisées sous la rubrique de « mauvais état ». S'il y a des hommes en âge de travail dans la famille, alors cette famille est dans un « état intermédiaire » ou parfois même en « bon état ». Grâce à ce mécanisme de détermination des critères pour l'aide, le Hadji n'a pas besoin de visiter les maisons de réfugiés bien qu'il le fasse de temps en temps.

Dans un deuxième lieu, on enregistre les aides données à une certaine famille. Le Hadji note dans les dossiers d'Excel ce qu'une famille a reçu et en quelle date. A l'exception des vêtements d'occasion, les articles de valeur tels que les montres, les chaussures, les couvertures et la nourriture sont tous enregistrés dans le système. Le 23 novembre 2017, il a été indiqué que 2187 familles (cela est équivalent à approximativement à 10.000 personnes, si on prend en compte le nombre moyen des membres d'une famille syrienne autour de 5 d'après l'idée générale des interviewés) ont été inscrites dans son ordinateur ont reçu des aides. Les Syriens habitant à l'extérieur de Sultanbeyli n'en peuvent pas tirer parti, car le Hadji ne veut pas attirer plus de réfugié vers l'arrondissement.

La distribution des aides n'est pas la seule activité de l'association. On offre également des services sanitaires dans ce magasin. A notre surprise, dans une chambre transformée en clinique dentaire, les dentistes syriens font des opérations chirurgicales à des prix très raisonnables. Etant fier de son entrepreneuriat le Hadji ne s'abstient pas de nous montrer la clinique. Car, le Maire, le *Kaymakam* et même

certaines députés en rendent compte, mais ferment les yeux face à ces pratiques officieuses comme pour le cas du MD.

Les opérations dentaires ne sont pas gratuites. Le Hadji reçoit de l'argent pour chaque service en vue de créer une source financière pour les coûts d'exploitation. 40% des prix ont été payés aux dentistes. Les prix sont inférieurs au prix du marché. Par exemple, une opération d'extraction dentaire coûte seulement 20-30 livres turcs [5-7,5 euros] pour un Syrien tandis que le prix du marché déterminé par l'Union des Dentistes pour l'année 2017 est 100 livres turcs [25 euros].¹⁶²

Dernièrement, le Hadji a ouvert une auberge d'étudiants au sous-sol pour les étudiants célibataires. Il reçoit un montant symbolique de ses clients toujours dans le cadre d'approvisionnement des coûts d'exploitation. Avant, cet espace a été utilisé en tant que salon de mariage pour les Syriens.

Le Hadji n'est pas content du fait que l'assistance aux Syriens soit transformée en capital politique par l'AKP. L'affichage de l'assistance par le MD et ses bonnes relations avec un nombre important de financeurs le dérangent. Sauf le soutien de la Municipalité d'Üsküdar, il disait que ses activités n'ont jamais été soutenues par la Municipalité ou le *Kaymakam* de Sultanbeyli.

"Je ne le [mon assistance aux Syriens] déclare pas comme l'autre côté [MD et la Municipalité]. Je ne fais pas du porte-à-porte (...) Personne ne me soutient. Je n'annonce pas [ce que je fais]. » (Entretien avec le gestionnaire de GÖN-KAR-DER, le 4 janvier 2017)

Au niveau local, il est en contact avec le *Müftü*, les *muhtars* aussi bien que les *imams*. Il est même en communication avec certains députés de l'AKP. Après la nomination du nouvel *Müftü*, le Hadji l'a contacté afin de lui proposer d'organiser une khutbah (sermon du vendredi) dans les mosquées afin d'inciter le rapport d'Ansar-Muhadjire parmi les habitants et les réfugiés. Étant un des notables du quartier, le Hadji nous montre dans quelle mesure les rapports communautaires jouent un rôle crucial dans la politique locale.

¹⁶² 2017 Yılı Dişhekimlerinin Uygulayacakları Ağız Diş Sağlığı Muayene ve Tedavi Ücret Tarifesi [Le tarif des prix d'examen et de traitement pour les dentistes en 2017], Türk Dişhekimleri Birliği http://www.tdb.org.tr/tdb/v2/ekler/2017_Yili_Rehber_Tarife_Kitapcigi-27.12.2016.pdf.

3.4.2. Les associations supra-local de caractère islamique

A Sultanbeyli on observe une multitude d'organisations religieuses. L'augmentation dans le nombre des organisations religieuses en Turquie qui assistent les démunies à l'intermédiaire des aides sociales a été exhaustivement expliquée dans un article de Göçmen. D'après l'auteur, la prolifération de ces organisations résulte de deux changements, la montée simultanée du néolibéralisme sur le plan économique et des partis islamiques dans l'arène politique dans les années 80. Göçmen revendiquait que dans les périodes précédentes, la lacune d'une politique d'assistance en faveur des nécessiteux et de certaines fractions de la société, travaillant dans le marché informel, exclues des services des institutions du régime de bien-être dès la fondation de la République ont été remplacés par les mécanismes de soutien informel assuré par l'Etat et la famille aussi bien que par d'autres réseaux de solidarité. Ceci a été aggravée par une série de transformations néolibérales dans l'économie du pays qui ont ouvert la voie pour « *les nouvelles formes de pauvreté* »¹⁶³.

C'est dans ce cadre-là et grâce à un double mécanisme lié à l'ascension de l'islam politique, ces organisations religieuses se sont multipliées : d'une part, les réseaux de réciprocité ont été établis lors de l'émergence d'une bourgeoisie conservatrice qui prépare le terrain pour la base économique des organisations religieuses ; d'autre part, l'approche conservatrice basée sur la vision de philanthropie islamique au regard de la politique sociale a gagné d'importance en parallélisme avec la diffusion de la tendance néolibérale au niveau mondiale. Etant accompagnées de financement de fondations économiques basé sur le capital « *islamiste* », les organisations religieuses sont devenues des acteurs de la nouvelle approche dans la politique sociale formée par un programme politique simultanément émergé, le programme de l'« *Ordre Juste* » (*Adil Düzen* en turc) du Parti de la Providence (*Refah Partisi* en turc, RP) ayant certains points communs avec la vision de l'Etat-Providence en matière de réalisation de la justice sociale et de l'égalité. Néanmoins, le but de ce programme est d'« *établir des communautés et des réseaux fondés sur la moralité islamique et un sentiment de confiance* » au lieu de mettre en œuvre les

¹⁶³ Buğra et Keyder, 2006, 220 cité par Göçmen, **op.cit.**, p.96.

mécanismes de la « *redistribution d'Etat ou bien élargir la portée de politiques du bien-être* ». ¹⁶⁴

A travers certaines modifications en ce qui concerne les lois d'associations et la législation fiscale, les partis politiques islamiques attribuent une place privilégiée aux ces organisations motivées par la religion. Si on jette un coup d'œil à ces modifications dont Göçmen mentionnait dans son article, on voit d'abord que l'introduction de la nouvelle loi d'associations en 2004 ; a) on a établi le Département des Associations sous l'administration du Ministère de l'Intérieur en vue de « superviser » l'établissement et l'opération des organisations de la société civile, b) on a ouvert la voie pour l'élaboration des projets conjoints entre les institutions étatiques et les associations de la société civile ; dans un deuxième lieu, toujours dans la même année, une autre modification concernant la législation sur l'impôt sur le revenu a vu le jour a) grâce à l'instauration du système de banque alimentaire, les entreprises qui font un don alimentaire aux associations et fondations de la société civile tirent parti de l'immunité fiscale, grâce à la révision de la même loi dans la même année b) la portée de l'immunité fiscale a été prolongée dans une certaine mesure comprenant les donations d'une multitude d'articles à côté des aliments tels que les vêtements, les produits de nettoyage et le carburant, c) les associations volontaires sélectionnées par le Conseil des Ministère peuvent recevoir le statut d'Association d'Intérêt Public (*Kamu Yararına Çalışan Dernek*, en turc) et ont l'occasion de profiter de certaines droits telle que l'immunité fiscale. ¹⁶⁵Ces changements de lois ainsi que les autres « fruits » du néolibéralisme citées auparavant ont également incité l'accroissement dans le nombre et les activités de ce type d'organisations motivées par la religion à Sultanbeyli.

¹⁶⁴ **Ibid.**, p.97-98.

¹⁶⁵ **Ibid.**, p.98.

3.4.2.1. La Fondation de l'Aide Humanitaire des Droits et des Libertés Humaines d'IHH (İHH İnsan Hakları ve Özgürlükleri İnsani Yardım Vakfı, en turc, IHH)

L'IHH¹⁶⁶Sultanbeyli est officiellement en service depuis 2014. Selon un gestionnaire interviewé, jusqu'à cette date le personnel d'IHH aidait les Syriens dans le cadre d'efforts individuels. Par exemple, quelqu'un qui pratique la langue arabe offre le service de traduction dans les hôpitaux volontairement. A partir de 2014, l'IHH orientent ses activités exclusivement vers la Syrie, les aides humanitaires collectés à Sultanbeyli (et aux alentours) sont envoyés en Syrie dans les camions. L'interviewé pense que c'est pour leurs activités d'assistance que les Syriens s'installaient dans cette région (Entretien avec un gestionnaire d'IHH Sultanbeyli, le 27 décembre 2016).

On s'est entretenu avec lui dans une période où il y avait une énorme mobilisation pour Alep. 105 camions d'aide humanitaire (les aides en nature comme les médicaments, les vêtements, les provisions etc.) ont été envoyés à Alep début janvier 2017.¹⁶⁷ Les aides en-nature ont été collectés dans les mosquées et les écoles (à Sultanbeyli et dans les arrondissements voisins) ; ensuite placées dans un dépôt, emballées et mises en conteneurs. Les ingénieurs d'IHH ont créé un logiciel pour la gestion des dons.

L'interviewé soulignait que le but principale d'IHH est d'empêcher les vagues migratoires vers la Turquie, alors les activités s'intensifient dans les camps de refuges dans la frontière. L'interviewé considère les Syriens en tant que « invités » en parallélisme avec la politique du gouvernement. De nos jours, l'IHH Sultanbeyli ne fournit aucune aide individuelle pour ceux installés en Turquie. L'assistance aux

¹⁶⁶ Une des organisations à motivation religieuse proliférée dans les années 1990 en vertu de la montée d'islam politique. Voir Göçmen, op.cit., p.93), l'IHH a été établi en 1992. Le revenu total d'IHH, cet acteur de l'arène internationale, était 535.159.763,87 livres turcs [approximativement 133.789.940,97 euros] tandis que ses dépenses ont atteint 469.736.226,76 livres turcs [117.434. 056, 69 euros] en 2016 (pour le compte des résultats d'année 2016 consultez <https://www.IHH.org.tr/gelir-gider-tablosu>). En outre, l'IHH jouit de l'immunité fiscale depuis 2011 en fonction de l'article No.20 de la loi No.4962 daté du 30 juillet 2003 (voir <https://www.IHH.org.tr/vergi-muafiyeti>). L'immunité fiscale dont l'IHH jouit est une conséquence d'une série de modifications au regard des lois d'associations et de la législation fiscale qui attribuent un statut privilégié à ce type des organisations à motivation religieuse. Voir Göçmen, op.cit., p.98).

¹⁶⁷ « Sultanbeyli Halep için seferber oldu » [Sultanbeyli s'est mobilisé pour Alep], le 2 janvier 2017 <http://www.sultanbeyli.istanbul/haberler/sultanbeyli-halep-icin-seferber-oldu>.

Syriens externes est devenue l'axe principale des activités. Dès le début de la crise, l'IHH est opérationnelle au niveau des frontières.¹⁶⁸ Plus récemment, un grand village pour les orphelins est en train d'être construit à Reyhanlı.

L'interviewé a partagé ses constatations sur l'accueil des Syriens par les citoyens. Pareillement, il a remarqué qu'ils sont davantage exploités par les propriétaires de maison et les employeurs. Il pense qu'ils préfèrent vivre à Sultanbeyli parce que dans cet arrondissement de la ville les loyers sont bas et ils sont discriminés dans d'autres zones d'Istanbul. Le gestionnaire est fier de l'hospitalité et du caractère philanthropique du peuple d'Anatolie. D'après lui, l'Islam a un impact sur l'hospitalité envers les réfugiés, surtout chez les habitants de Sultanbeyli, ces gens de grands cœurs, les assistent davantage malgré le fait qu'eux-mêmes ont des revenus limités.

“ [Comment les gens les accueillent, quels types de relations entre les voisins ?] *Sultanbeyli est l'un des quartiers des plus pauvres à Istanbul. La municipalité n'a pas beaucoup de revenus. Le bazar n'est pas très grand. Les gens travaillent dans d'autres districts. Les revenus sont sous le niveau intermédiaire (...) [Lors de la mobilisation pour Alep], une vieille dame a emporté du cornichon, de la confiture qu'elle a préparée chez elle [en tant qu'aides pour les Syriens]. Qu'est-ce que cela signifie ? [Cela signifie] que c'est tout ce que j'ai. Peut-être qu'elle soit en difficulté et qu'elle ne soit pas capable d'aider quelqu'un d'autre.* » (Entretien avec un gestionnaire d'IHH Sultanbeyli, le 27 décembre 2016).

En termes de coordination avec la Municipalité l'IHH est une exception parmi d'autres ONG entretenues. Le gestionnaire exprimait ouvertement qu'il ne s'agit pas de concurrence entre eux. En opposition avec les autres ONG qui pensent que la Municipalité monopolise d'une façon le domaine d'aide humanitaire, il affirme que l'assistance aux Syriens à Sultanbeyli a été mise en place grâce à certaines personnes travaillant au sein de la Municipalité.

¹⁶⁸ Le rapport d'IGAM remarque qu'à côté des activités de *Kızılay* concernant les aides alimentaires et l'hébergement, l'IHH est la première ONG qui a pu livrer des aides humanitaires aux autorités de l'AFAD dans les camps alors que les autres ONG nationales et internationales n'ont pas été autorisées d'y accéder. IGAM, *op.cit.*, p.5.

“On est très à l'aise à Sultanbeyli. De nombreux aides de la part de la Municipalité diminuent la charge de notre travail. On est heureux. Pas de concurrence. C'est [l'assistance aux Syriens] déjà le projet de Monsieur X et Monsieur Y [deux personnalités importantes travaillant au sein de la Municipalité de Sultanbeyli]. (Entretien avec le cuisinier de MİKEV, au 16 novembre 2016” (Entretien avec un gestionnaire d'IHH Sultanbeyli, le 27 décembre 2016).

En outre, l'IHH se coordonne avec d'autres plus petites organisations et initiatives., notamment on renvoie les vêtements d'occasion à GÖN-KAR-DER où il y a un dépôt de distribution. L'IHH accepte les aides humanitaires de la part de diverses ONG tel que HAKEV et gère la mobilisation de grande échelle. En un mot, on peut dire qu'au niveau local l'IHH est la plus puissante organisation civile suivant MD et a des bonnes relations avec le gouvernement.

3.4.2.2. Le Croissant Bleu International (International Blue Crescent, en anglais, IBC)

Etant une des trois institutions (les deux autres sont *Kızılay* et MD) qui ont un centre communautaire pour les réfugiés à Sultanbeyli, l'IBC vise à faire développer la communication entre les populations locales et les Syriens. Car, comme indiquait un gestionnaire d'IBC les deux groupes sont isolés l'un de l'autre. Il accentuait le fait que la différence culturelle est un obstacle devant la communication.

" [Que pensez-vous de la relation entre les réfugiés syriens et les populations locales à Sultanbeyli ?] Il n'y a pas de crise. Aucun problème particulier. Chaque partie vit dans sa propre communauté. Pas de relation. Sauf une relation entre les femmes et les voisins et les mariages illégaux avec les Libyennes et les Syriennes. C'est à cause de nombreux obstacles : le langage, les barrières culturelles (...) Notre objectif est de développer la résolution des conflits, ce qu'on fait maintenant ; et on va le faire plus professionnellement l'année prochaine.” (Entretien avec un gestionnaire d'IBC, le 16 novembre 2016)

Par ailleurs, l'interviewé soulignait aussi le fait qu'il y a un contact entre les femmes de deux groupes alors que les hommes ne communiquent pas sauf dans le lieu de travail. Malgré ce manque de communication entre deux groupes, le voisinage ouvre la voie pour l'établissement de la solidarité et de l'empathie entre les femmes selon l'interviewé. Dans ce cadre-là, l'IBC organise certaines activités afin d'établir une relation parmi les femmes. Bien qu'on ait détecté une lutte pour les « hommes » ainsi que le discours de haine envers les Syriennes. Inversement l'interviewé a indiqué qu'on observe une solidarité parmi les femmes, surtout les voisines.

L'interviewé habite dans un autre arrondissement d'Istanbul. C'est pour cette raison qu'on n'a pas pu lui adresser autant de questions qu'on a posées aux travailleurs des autres ONG. Alors, moins d'information a été acquise en comparaison avec d'autres interviewés habitant à Sultanbeyli et ayant l'occasion d'observer les Syriens dans les quartiers et en contact avec eux dans la vie quotidienne. En outre, on pense que puisque l'IBC est une ONG internationale soutenue par diverses institutions internationales (e.g. l'ONU, l'UNICEF etc.) l'interviewé se soit abstenu de répondre aux questions de manière plus approfondie.

3.4.3. Les organisations locales de charité islamique

N'étant pas des organisations de grande échelle, ces petites organisations locales qu'on peut rencontrer partout –au centre aussi bien que à la périphérie de Sultanbeyli- ont adopté une mission religieuse en vue d'aider aux vulnérables et nécessiteux. Leur activité principale est de leur servir le repas et leur distribue des aides en nature. Parmi deux organisations de charité islamique, HAKEV est une fondation religieuse qui a été établie par les membres d'un *tarik* dont le leader spirituel est Hadji Şaban, Quant à MİKEV, c'est une organisation locale ouvrant dans le quartier *Mimar Sinan* de Sultanbeyli. MİKEV a été établie par une famille riche et philanthrope. A la fois les deux ONG n'ont pas une autre succursale ailleurs.

3.4.3.1. La Fondation Hadji Şaban Efendi (Hacı Şaban Efendi Vakfı, en turc, HAKEV)

Le HAKEV qui ne se travaille qu'à Sultanbeyli est une organisation civile dont les activités sont basées sur la philanthropie islamique. Idéologiquement, l'organisation est proche du Mouvement de la Vision Nationale (*Milli Görüş Hareketi*, en turc) d'Erbakan (Entretien avec un employé du HAKEV, le 21 décembre 2016). Son activité fondamentale est de servir des plats chauds à ceux qui en ont besoin dans la cafétéria de la fondation. Il y a deux ans que ce service a commencé par le grand soutien de certains hommes d'affaires.

La personne interviewée, étant motivée par sa croyance, elle a une perspective positive au regard de l'arrivée des réfugiés qui ont fui la guerre. D'après lui, grâce aux Syriens la langue arabe est davantage pratiquée parmi les habitants. Au sein du HAKEV certains Syriens offrent des cours de langue en arabe. Il n'est pas content de l'augmentation de la discrimination et la stigmatisation à Sultanbeyli et se sent triste à cet égard.

“ [Y a-t-il des gens qui considèrent les Syriens suscite une division concernant le bien-être sociale et comme un fardeau pour celui-ci ?] *À mon avis, je crois qu'ils [les Syriens] ne seront pas un fardeau, mais ils provoqueront une productivité (bereket, en turc). [Je le dis] non seulement en termes de religion, mais aussi de la perspective humaniste. Quiconque a une conscience intacte pense de cette manière au regard de ces personnes-là qui viennent de sortir de la guerre.*” (Entretien avec un employé du HAKEV, marié, 27 ans, diplômé d'université, habite à Sultanbeyli il y a 17 ans, le 21 décembre 2016).

A part cette discours accueillant, l'interviewé croit que les Syriens devraient travailler. En tant qu'employé d'ONG, il prend l'initiative concernant la décision de distribution des aides. Comme la plupart des interviewés, il pense pareillement que les Syriens sont paresseux. Dans cet exemple, l'interviewé établit une relation avec la culture et la paresse. Il ne prend en compte pas le fait qu'ils viennent d'un pays qui n'est pas intégré au système capitaliste global autant que la Turquie.

“Je propose parfois des emplois aux hommes [syriens] pour savoir s'il est sincère ou non. Je pense que quelqu'un qui est vraiment dans le besoin accepte n'importe quel emploi tout de suite. Je perds ma sensibilité pour certaine famille graduellement si j'offre un emploi à l'homme adulte qui est la tête de la famille le rejette une ou deux fois. Cela [recevoir d'aide sans vouloir travailler] est une sorte d'abus. De cette façon, la personne [qui reçoit d'aide] est habituée à demander, recevoir [des aides] et à la paresse. Encore une fois je souligne que cela peut être lié à la culture, peut-être que ce n'est pas quelque chose d'étrange dans leur culture, mais dans notre culture, il l'est.” (Entretien avec un employé de HAKEV, 27 ans, marié, diplômé d'université, habite à Sultanbeyli il y a 17 ans, le 21 décembre 2016).

Ainsi, cet employé reproduit « la rationalité néolibérale » basée sur le développement de soi et la responsabilité individuelle dans tous les domaines de la vie¹⁶⁹ mais surtout en matière de réussite économique et il ignore les obstacles structureaux qui diminuent l'opportunité d'emploi aussi bien que les mauvaises conditions de travail dont les employés souffrent. De plus, l'interviewé croit que la divergence culturelle constitue des obstacles devant la discipline de travail chez les réfugiés syriens. A ce point, il méconnaît la différence concernant les conditions de marché dans les deux pays. Autrement dit, dans un pays comme la Syrie où le pouvoir d'achat n'est pas volatile et les horaires de travail sont courts en comparaison avec la Turquie, les gens ne travaillent pas autant que les citoyens turcs. En arrivant dans un pays incorporé au marché global, il est évident que les conditions de travail sont plus exigeantes pour les réfugiés.

Le HAKEV se coordonne avec d'autres ONG locales et nationales. Ils participent notamment à la mobilisation pour Alep (dirigé par l'IHH). En outre, le HAKEV oriente ceux qui leur demande la livraison à domicile de plats préparés vers le MİKEV. L'interviewé indiquait que depuis un an le SYDV leur fourni du pain (400 baguettes par jour) pour qu'ils les distribuent aux Syriens.¹⁷⁰ Toutefois, il

¹⁶⁹ Can, *op.cit.*, p.95.

¹⁷⁰ En opposition avec ce que l'interviewé a exprimé, la directrice du SYDV disait pendant l'entretien que le SYDV assistent les Syriens sur la demande individuelle et qu'il n'y a aucune autre activité spécifique pour eux. Néanmoins, on sait que l'employée du HAKEV connaît un employé du SYDV s'occupant de la distribution du pain. Alors, il est fort probable que la directrice ne voulait pas nous informer sur ce type d'aide non-individuel.

mentionnait la concurrence entre les ONG. A cet égard, on a appris que le HAKEV n'a pas de bonnes relations avec la Municipalité. Le bureau de *Müftü* ne soutient pas les activités de HAKEV non plus.

3.4.3.2. La Fondation Mimar Sinan de la Prospérité, de la Culture et de l'Education (Mimar Sinan İmar Kültür Eğitim Vakfı, en turc, MİKEV)

Cette organisation locale offre des aides en nature aux réfugiés. Principalement, elle serve sur demande des plats aux ménages. En outre, des radiateurs et du charbon sont distribués aux ménages en hiver. On a contacté un cuisinier travaillant dans cette organisation qui se trouve à l'orée de Sultanbeyli. Selon l'interviewé, les aides sont distribuées après une inspection dans la maison du demandeur. Il explique la nécessité de l'investigation par le fait que les Syriens font fréquemment des fausses déclarations. Il s'est plaint de perdre sa confiance en eux.

L'interviewé indiquait que les Syriens sont paresseux, ils ne travaillent pas et survivent en recevant des aides de la Municipalité et des organisations d'aide etc. Il a accentué que ce qui a faim peut faire n'importe quoi. Ainsi, on peut déduire de son raisonnement que, d'après lui, ils peuvent menacer la sécurité publique s'ils ne reçoivent pas des aides.

Il attirait l'attention que 70% des citoyens n'aime pas les Syriens. Néanmoins, malgré son mécontentement vis-à-vis leur impact sur le marché de l'immobilier et du travail, il les tolère puis qu'il a adopté une perspective spirituelle et religieuse

« [Qu'est-ce qui a changé avec l'arrivée des Syriens ?] Bien sûr, il y a un peu de problèmes pour les Turcs. Mais en termes de morale, il n'y a pas de problème. Certains pensaient que c'est [l'arrivée des Syriens] gênant, mais Allah donne le rızık, il l'augmente chaque jour, c'est suffisant pour tout le monde. » (Entretien avec le cuisinier de MİKEV, marié, 45 ans, habite à Sultanbeyli il y a 10 ans, au 16 novembre 2016).

Lui personnellement, il a été vraiment touché par le discours néo-ottomaniste et islamiste. Ces deux idéologies influencent davantage son attitude vis-à-vis les Syriens. On pense que cet entretien est utile pour comprendre l'impact de la religion et de la politique du gouvernement sur les populations en difficulté économique.

Bien que l'interviewé ait un faible revenu et que les Syriens soient considérés par les groupes démunis comme concurrents dans le secteur immobilier et le marché du travail, il tolère tous les aspects négatifs de la présence syrienne grâce à sa sympathie pour ses coreligionnaires.

“Si les Syriens étaient chrétiens, la guerre ne durerait pas longtemps, ils [les Etats puissantes] l'auraient fini. Avez-vous compris ? Ils ont été soumis à la persécution parce qu'ils étaient musulmans. Écrivez-le. Au cours des 7-10 prochaines années, toutes ces personnes opprimées seront assistées, toutes. 2030 sera l'année des musulmans si Dieu le veut.” (Entretien avec le cuisinier de MİKEV, marié, 45 ans, habite à Sultanbeyli il y a 10 ans, au 16 novembre 2016).

Pour résumer, on voit que les employés des organisations de charité islamique sont motivés par la mission islamique de leur emploi, ils peuvent adopter un discours plus hospitalier au regard de la présence syrienne. Selon ces interviewés, leur poste est une occasion pour remplir à la fois les deux missions. D'une part, grâce à leur emploi il peuvent gagner leur vie. D'autre part, ils travaillent pour obtenir une bonne place dans l'au-delà. Même si l'arrivée des Syriens affecte négativement les conditions de vie de la grande partie des habitants, d'après nos observations ce qui ont des motivations religieuses peuvent plus facilement accepter la situation.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

LE ROLE DE LA SOCIETE CIVILE EN TERMES D'ACCUEIL DES REFUGIES SYRIENS A SULTANBEYLI

La politique de portes ouvertes de l'AKP a permis aux millions de réfugiés syriens d'entrer en Turquie. Néanmoins, le gouvernement n'a pas pris les précautions nécessaires pour satisfaire les besoins (e.g. logement, alimentation, et pour aller plus loin l'accès, au marché du travail, l'éducation et les services sanitaires) de cette énorme population obligée de quitter son pays. Seulement 10% de la population syrienne assistée par l'Etat vit dans les camps de refuge. Le reste habite dans les villes, essaie de gagner sa vie généralement en travaillant dans le secteur informel ou grâce à l'aide fournie par l'entourage familial aussi bien que l'assistance sociale de la part de certaines ONG.

Dans ce contexte, les organisations de la société civile -le plus souvent des organisations ayant des motivations religieuses- ont pris l'initiative d'assurer l'assistance sociale en faveur des Syriens. A côté de ces organisations, dans certains cas, les municipalités fournissent des aides humanitaires. A Sultanbeyli, la Municipalité a pris un rôle très actif à l'égard de l'assistance aux Syriens. Comme on a cité au-dessus cette « *municipalité constitutive* » au sens utilisé par Erder amobilisé ses ressources tels que les réseaux sociaux et les fonds pour les Syriens, les nouveaux habitants de Sultanbeyli. A la différence de ce qui se passe dans la majorité des arrondissements d'Istanbul, la Municipalité et d'autres institutions publiques telles que GİGM, la préfecture de police et le *Müftülük* se coordonnent en matière de gestion de cette énorme vague migratoire vers Sultanbeyli. Pareillement, certains *muhtars* de quartiers assument la responsabilité de contribuer à l'installation des réfugiés dans les quartiers et d'organiser les voisins dans le but de créer une solidarité entre les deux groupes.

La mobilisation pour l'assistance aux Syriens au niveau local est gérée par la Municipalité. A travers l'établissement d'une association, certaines personnalités notables travaillant au sein de l'organisation municipale ont mis en œuvre un projet

d'assistance sociale aux réfugiés financé partiellement par la Municipalité de Sultanbeyli. Cette association offre des services informels dans le domaine de l'éducation et de la santé et fournit des aides en nature et financières exclusives aux Syriens. Grâce à sa proximité du gouvernement, l'association surmonte plusieurs obstacles économiques et bureaucratiques devant la réalisation du projet d'assistance. Dans ce cadre, plusieurs fonds locaux, nationaux et internationaux sont alloués à cette association.

L'abondance des aides pour les réfugiés provoque le mécontentement chez les habitants. Afin de diminuer cette irritation, l'Association des Réfugiés a alloué des bâtiments mis à disposition exclusive des réfugiés dans lesquels les enfants syriens reçoivent leur scolarisation. Aussi, les Syriens bénéficient des services sanitaires à des prix raisonnables dans le même bâtiment. Néanmoins, la séparation de deux groupes suscite plus de rumeurs et fantasmes concernant les Syriens et diminue les canaux de communication entre les deux groupes.

Parallèlement à ces activités informelles tolérées par les autorités officielles, l'association de la Municipalité de Sultanbeyli coopère avec les autres ONG locales dont la plupart adopte une vision de philanthropie islamique en termes d'assistance à la population syrienne. Ce type d'organisations basées sur la philanthropie islamique ont proliféré suite au coup d'Etat de 1980, dans l'ère néolibérale. Leur nombre a augmenté au cours des années 2000 suite à la victoire de l'AKP dans l'arène politique. Une partie de ces organisations ont de bonnes relations avec le gouvernement et au niveau local avec la Municipalité. En coopération avec le SYDV et la Municipalité, ces organisations religieuses contribuent à travers l'assistance sociale au renforcement de la communauté islamique préexistante, en construisant les rapports de réciprocité et le sentiment de gratitude chez les Syriens. Mais il faut noter également que malgré cette coopération, on voit une concurrence sévère entre les ONG afin d'obtenir un prestige social dans le domaine associatif.

Le fonctionnement de tous ces établissements, y compris le SYDV, est basé sur la rationalité néolibérale qui attribue de l'importance à la responsabilité individuelle en matière de lutte contre la pauvreté et incite les donations volontaires au lieu de mettre en œuvre un régime de bien-être sociale embrassant l'ensemble des membres de la société sur un plan plus égalitaire. Les pratiques et les

discours des employés et des gestionnaires des ONG interviewés mettent en avant cette rationalité néolibérale.

Quant aux parties politiques d'opposition et leurs branches civiles, ils sont presque totalement exclus de cette lutte pour le prestige. Cela partiellement résulte du fait qu'ils ne soient pas d'accord avec la présence syrienne. Tous les représentants des partis politiques interviewés indiquaient qu'en tant que partis d'opposition ils font face aux contraintes budgétaires. De plus, ils ont souligné le fait que les acteurs d'accueil proches au gouvernement tels que la Municipalité de Sultanbeyli, MD et certains d'autres organisations de caractère religieuses ne leur laissent aucune place dans cette compétition.

En bref, on peut dire qu'une grande partie d'acteurs de la société civile à Sultanbeyli fonctionne en concordance avec le gouvernement et même parfois remplace l'Etat en matière de politique d'assistance sociale pour les réfugiés syriens. Contrairement à l'approche dans la littérature sur la société civile réclamant une dichotomie, une sorte d'antagonisme entre l'Etat et la société civile qui joue un rôle crucial en termes de protection de la démocratie, des droits et des libertés individuelles vis-à-vis la domination étatique ; les acteurs de la société civile agissent comme des figures promouvant la réconciliation entre le pouvoir administrative et les citoyens à Sultanbeyli.

CONCLUSION

Un quartier informel établi dans les années cinquante à la périphérie d'Istanbul, Sultanbeyli est toujours le centre d'attention de plusieurs recherches en sciences sociales. Non seulement parce qu'il s'agit d'une zone urbaine informelle, mais aussi les dynamiques socio-politiques propres à cet arrondissement orientent les chercheurs vers Sultanbeyli.

L'histoire d'établissement de Sultanbeyli est marquée par la tradition municipale des partis politiques le RP et le FP. Cette tradition managériale au niveau locale peut être désignée comme le résultat de la synthèse d'une politique de soutien à l'occupation des terrains publiques, à la construction des *gecekondu*s par les habitants, migrants anatoliens, et à la création d'une communauté islamique au tour des réseaux informels et de *hemşerilik*. Pendant longtemps, Sultanbeyli a accueilli plusieurs migrants venant de différentes régions de l'Anatolie. Chaque groupe des nouveaux arrivants se sont incorporés dans la dynamique des normes informelles et inédites du quartier, qui a joué un rôle crucial dans leur intégration à la vie urbaine. Ils profitaient du soutien des réseaux sociaux ; mais en contrepartie de ce soutien était souvent le fait d'être exploités par les anciens habitants ayant une place privilégiée dans la vie socio-économique et socio-politique du quartier.

A partir de 2011-2012, on observe la présence d'un nouveau groupe d'arrivants, cette fois-ci, les réfugiés syriens installés à Sultanbeyli suite à une migration forcée. La politique de « portes ouvertes » du gouvernement turc à l'égard des Syriens a facilité l'entrée de millions de réfugiés en Turquie qui a accueilli plus de trois millions des Syriens selon les statistiques officielles d'août 2017. Environ 16% de cette population enregistrée en Turquie habite à Istanbul tandis que Sultanbeyli accueille tout seul plus de 20.000 Syriens. L'équivalent de 6% de la population totale du quartier.

Dans ce contexte, on se centre sur l'analyse des pratiques et des discours d'accueil et d'hospitalité envers les réfugiés syriens à Sultanbeyli en se référant à la rhétorique d'hospitalité du gouvernement. L'étude est composée de deux parties dont la première se penche sur les rapports sociaux entre les habitants locaux et les nouveaux arrivants. Dans la deuxième partie, on aborde le rôle des acteurs de la société civile tels que les ONG, les institutions publiques, les partis politiques et les autorités locales s'occupant de l'accueil des Syriens au niveau local. L'enquête de terrain a été réalisée grâce aux entretiens semi-directif face-à-face avec les habitants de Sultanbeyli (e.g. petits commerçants, employés de magasins) et représentants des établissements cités ci-dessus.

Dans la première partie, tout d'abord, on examine les traits généraux des habitants et des réfugiés syriens tels que le niveau d'éducation générale, les types d'emplois occupés, les données démographiques, etc. à partir des constatés de l'enquête de terrain. Deuxièmement, en partant de l'analyse de discours des interviewés on désigne les limites d'hospitalité envers Syriens.

Pendant la rédaction de la première partie, on a fait recours à deux concepts principaux mettant l'accent sur les rapports sociaux entre les populations établies et les nouveaux arrivants : le concept d'« *established-outsiders* » d'Elias et Scotson (1994 [1965]) et de « *la pauvreté en alternance* », une appellation d'Işık et Pınarcıoğlu (2001) pour définir les rapports de domination s'interpénétrant avec ceux de solidarité parmi les habitants de Sultanbeyli.

Dans les discours des habitants qu'on a contacté quatre éléments primordiaux répétés par plusieurs interviewés méritent d'être analysés.

Le premier aspect commun des discours (re)produit à l'égard des réfugiés est le mécontentement, résultant de la concurrence pour les ressources socio-économiques limitées. On observe les différentes formes de cette concurrence : la concurrence entre les employés dans le secteur de l'immobilier et entre les locataires pour le logement, le problème concernant le partage de la provision des services sociaux y compris la redistribution de l'assistance sociale par l'Etat et la lutte pour les « hommes » entre les femmes syriennes et les femmes locales, constituent les points de conflits principaux.

Le deuxième aspect commun qu'on a détecté dans la plupart des discours est la stigmatisation du mode de vie et de la culture syriens. Ce type de discours accentue l'infériorité de la culture et civilisation syrienne par rapport à celle des habitants locaux. Les critiques sont souvent adressées au manque de discipline au travail, aux mariages précoces, au taux de fécondité élevé et à la pauvre hygiène chez les Syriens. On explique ces discours stigmatisant par la discréditation des *outsiders* par les membres du groupe des établis comme souligné dans la recherche d'Elias et Scotson à *Winston Parva*.

Troisièmement, les discours des interviewés nous montrent qu'étant l'acteur le plus puissant, le gouvernement exerce un pouvoir d'influence sur le citoyen en termes d'adoption des discours affirmatifs à travers les couvertures médiatiques de la politique d'« hospitalité ». Bien que les partis politiques d'opposition aient un impact plus limité ou secondaire sur la reproduction des discours et des pratiques d'accueil et rejet à Sultanbeyli par rapport au parti politique au pouvoir, leur politique vis-à-vis les Syriens a également des répercussions notables sur l'attitude non-accueillante de leurs supporteurs.

Enfin, à part leur point de vue politique les interviewés restent sous l'influence des discours nationalistes ou religieux. Un supporteur d'hospitalité envers les Syriens peut être une personne qui a voté un parti d'opposition mais ayant des motivations religieuses qui le pousse à avoir ce positionnement. Pareillement, ceux qui supportent le gouvernement peuvent s'opposer à l'accueil des réfugiés s'ils attribuent une place plus privilégiée dans leur esprit aux citoyens turcs face à un étranger.

Evidemment, ces quatre dimensions des rhétoriques s'interpénètrent dans la plupart des entretiens. Chaque facteur contribue jusqu'à une certaine mesure à dessiner les limites d'hospitalité envers les réfugiés, une « *hospitalité conditionnelle* » comme l'appelle Derrida (1997).

La deuxième partie concernant l'analyse de l'accueil des Syriens par les acteurs de la société civile commence par un cadre historique de la germination de la notion de la société civile en Occident. Cela est suivie par la précision des débats sur le (non) développement de la société civile en Turquie et sa place et fonction dans l'histoire de la Turquie moderne. Dans un deuxième temps, on étudie les activités de la société civile, surtout celles des ONG et des gouvernements locaux à l'égard des

Syriens en Turquie. Finalement, la recherche se concentre sur l'analyse des discours et pratiques d'accueil des acteurs de la société civile à Sultanbeyli envers les Syriens.

La société civile est un terme vague et ambiguë, l'interprétation de cette notion évolue pendant les époques et selon le pays concerné. En Turquie, les débats en sciences sociales axent le sens propre de la notion sur certains aspects. Une partie des auteurs considère une dichotomie entre l'Etat et la société civile. Faisant rappel à la forte structure de l'Etat héritée de l'Empire ottoman, ces auteurs soulignent en général l'importance du rôle de la société civile en termes de démocratisation de la Turquie. Inversement, certains autres réclament que ces deux figures sont en coordination et le développement de la société civile ne sert pas toujours à l'épanouissement des droits et libertés individuelles face à la domination étatique. Il est également mis en avant que la propagation particulièrement dans l'ère néolibérale des organisations de la société civile dont le principe de fonctionnement basé sur le bénévolat et la charité assistent d'une façon à l'Etat en assumant ses responsabilités concernant la provision des services publics tels que la santé et l'éducation. En gardant ces réflexions à l'esprit on s'est penché sur l'état global des activités des acteurs de la société civile à l'égard des Syriens à l'échelle nationale.

En Turquie, approximativement 10% de l'ensemble de la population syrienne vivent dans les camps de refuge où l'Etat leur fournit l'hébergement et l'aide alimentaire en coordination avec certains ONG dont le nombre reste très limité. Quant à l'assistance à 90% des Syriens qui habitent dans les villes, les ONG prennent un rôle beaucoup plus actif que l'Etat. Quant à la place des gouvernements locaux, en termes d'accueil des Syriens, on voit qu'il y a un manque de communication et de coordination entre les autorités locales tels que les municipalités, *kaymakamlık*, la préfecture de police etc.

En opposition avec le contexte général, la Municipalité de Sultanbeyli ayant un rôle pionnier en termes d'accueil des réfugiés. La Municipalité a créé un logiciel en vue de faciliter le partage d'information avec le GİGM et la police aussi bien que les autres ONG dans le but d'augmenter la coopération entre ces différentes parties. En tant que « *municipalité constitutive* », au sens utilisé par Erder (1996), héritière d'une tradition managériale particulière au niveau local, la Municipalité de Sultanbeyli prend en charge de l'assistance aux nouveaux habitants du quartier à travers des pratiques informelles. Cependant, l'assistance aussi bien que les autres

services éducatifs et sanitaires sont fournies dans une sphère semi-informelle à l'intermédiaire d'une association établie grâce aux efforts de certains gestionnaires municipaux.

Le reste des ONG à Sultanbeyli n'offrent pas généralement des services sanitaires et éducatifs. Leur domaine d'activité est limité à l'aide humanitaire. La majorité d'entre elles peuvent être catégorisée comme des organisations religieuses ayant proliféré dans l'ère néolibérale (Göçmen, 2014). On observe à la fois une concurrence et une coordination entre ces organisations de la société civile elles-mêmes ainsi qu'avec la Municipalité. La lutte pour le prestige dans le domaine de l'aide humanitaire constitue un obstacle énorme pour réussir cette coordination.

Les partis politiques d'opposition interviewés et leurs branches civiles ne se mobilisent pas pour accueillir les réfugiés. D'une part, l'opposition est contre la politique de portes ouvertes et d'hospitalité ainsi que la naturalisation des Syriens ; d'autre part, les représentants de ces partis expriment souvent que la Municipalité de Sultanbeyli étant l'acteur dominant du domaine ne laisse aucune place aux organisations d'opposition, elle les exclue de la concurrence pour ce prestige humanitaire. Ces partis croient que le gouvernement instrumentalise les réfugiés afin d'obtenir leur soutien dans les élections. Les entretiens avec les représentants justifient l'attitude de leurs supporters qu'on a analysé dans la première section. A cet égard, la proximité au gouvernement et/ou son idéologie est décisive en matière de l'accueil et d'hospitalité envers les Syriens.

En fonction des discours des interviewés syriens, on constate que l'assistance sociale aux Syriens (la politique de portes ouvertes en générale) crée un sentiment de gratitude chez les réfugiés envers le gouvernement. Les activités de la Municipalité de Sultanbeyli et d'autres associations religieuses contribuent simultanément à la construction des rapports de réciprocité et un sentiment d'endettement envers le parti politique au pouvoir et de la solidarité dans une communauté religieuse basée sur la philanthropie islamique. Cependant, le statut temporaire des réfugiés est une source de mécontentement chez eux.

Dans ce contexte, les constatés de cette étude justifie les arguments de certaines auteurs (Ayman-Güler, 1999 ; Can, 2007 ; Tuğal, 2010) qui réclament une coordination et une continuation entre l'Etat et la société civile et des autres qui considèrent que les gouvernements locaux (Tekeli, 1991 ; Ortaylı, 1999 ; Ayman-

Güler, 1999) et la société civile (Can, 2007) ne sont pas nécessairement des acteurs démocratiques. On revendique que la société civile à Sultanbeyli, toujours guidée en grande partie par la Municipalité dont le fonctionnement étant incorporée dans les réseaux clientélistes et informels ; d'une part, devient une branche, une extension du gouvernement et d'autre part elle remplace d'une façon l'Etat en assumant ses responsabilités particulièrement dans les domaines de services éducatifs, sanitaires et de l'assistance sociale fournis aux Syriens. Cette situation alimente le mécontentement et les tensions entre les établis et les nouveaux arrivants à Sultanbeyli.

L'accueil ou le rejet des réfugiés syriens peut être interprété dans le cadre des schismes politico-idéologiques, culturelles et ethniques préexistantes dans la société. Dans cette étude et spécifiquement lors de l'analyse des limites d'hospitalité au sujet des Syriens, on a fait face aux profondes failles sociales par rapport au soutien des populations locales. La période actuelle, marquée par l'état d'urgence, fait que ces clivages remontent en surface encore plus fort.

Les résultats de ce travail de terrain réalisé dans un quartier informel d'Istanbul sont généralisables, au moins dans une certaine mesure, à l'échelle nationale. La composition ethnique et socio-économique du quartier ainsi que son caractère informel et conservateur reflètent à un certain degré les caractéristiques générales de la majorité de l'ensemble des populations du pays.

Cependant, certains aspects importants ne figuraient pas dans cette étude. On n'a pas pu contacter les représentants locaux du parti politique au pouvoir (AKP) ainsi que le deuxième parti politique le plus important à Sultanbeyli (HDP). De plus, certains bureaucrates ont refusé de s'entretenir avec nous. Evidemment, le maintien de l'état d'urgence en Turquie a limité le partage d'information entre bureaucrates et fonctionnaires et les chercheurs.

Afin de s'entretenir avec les employés syriens travaillant dans certaines associations, on a été assistés par les traducteurs bilingues non professionnels, donc la qualité de la traduction de l'arabe au turc et vice-versa peut-être mise en question. Malgré cela, on pense que ces entretiens donnent des indices importants sur les problèmes rencontrés par les Syriens dans la vie quotidienne et lors de leur interaction avec le groupe des établis.

En raison de certains facteurs comme la barrière de langue et la contrainte budgétaire (on n'a pas pu obtenir un budget pour un service professionnel de traduction), cette étude s'est concentrée uniquement aux pratiques et discours des populations et acteurs de la société civile locaux. Les recherches plus poussées pourraient aborder le sujet à partir de la perspective des réfugiés eux-mêmes afin de dresser un portrait plus holistique des limites de l'hospitalité. En outre, dans le cas de Sultanbeyli on a constaté que c'est les rapports d'*established-outsiders* qui déterminent les frontières du groupe par rapport à la concurrence pour l'obtention des ressources et la stigmatisation envers les nouveaux arrivants. Les recherches futures pourraient se concentrer sur l'aspect ethnique de la formation du groupe qui n'a pas été abordé dans cette étude.

Un dernier aspect étroitement lié à ce sujet, mais n'a pas été mentionné dans cette étude, est la problématique de l'intégration des Syriens. Il est probable qu'au moins une grande partie de cette population resterait en Turquie. On observera au fil des années comment l'intégration ou la non-intégration sera réalisée. Tout de même, il est évident que l'Etat devrait s'acquitter immédiatement ses responsabilités à l'égard de cette intégration, particulièrement dans le domaine de l'éducation et de la santé et prendre des précautions en vue d'empêcher l'exploitation des Syriens dans le secteur informel. La première étape devrait consister à clarifier l'ambiguïté de leur statut juridique. Les établissements tels que les municipalités et les ONG ne devraient pas offrir des services aux réfugiés dans des endroits spécifiques en les séparant du reste de la société, en diminuant les canaux de communication possibles entre les deux côtés. La grande partie de la société civile, plus précisément les fractions plus séculaires et/ou nationalistes, ignore la présence syrienne. Cette attitude ne servirait qu'à l'exclusion des Syriens et rendrait leur vie plus difficile. L'Etat, la société civile et les citoyens devraient coopérer avec les réfugiés eux-mêmes, sachant qu'ils font déjà partie de cette société, afin d'assumer ensemble leurs responsabilités en termes de la mise en œuvre de politiques plus satisfaisantes.

BIBLIOGRAPHIE

Livres/chapitres des livres

Akşit,E., « Kadınların Hamamı ve Dönüşümü » dans Cins Cins Mekan, Ayten Alkan (ed.), İstanbul: Varlık, 2009, pp.136-167.

Alkan,A., **Yerel Yönetimler ve Cinsiyet, Kadınların Kentte Görünmez Varlığı**, Ankara: Dipnot, 2005.

Baklacioğlu, N. et Kıvılcım,Z., **Sürgünde Toplumsal Cinsiyet İstanbul'da Suriyeli Kadın ve LGBTİ Mülteciler**, İstanbul : Derin Yayınları, 2015.

Çakır, S., « Osmanlı'da Kadınların Mekanı, Sınırlar ve İhlaller » dans **Cins Cins Mekan**, Ayten Alkan (ed.), , İstanbul: Varlık,2009, pp.76-101.

Derrida, J., **De l'hospitalité, Anne Dufourmantelle invite Jacques Derrida à répondre**, France, Calmann-Lévy, 1997.

Durak, Y., **Emeğin Tevekkülü, Konya'da İşçi-İşveren İlişkileri ve Dindarlık**, Tanıl Bora (ed.),İstanbul:İletişim, 2013.

Elias, N. et Scotson, J.L. **The Established and The Outsiders, A Sociological Enquiry into Community Problems**, Great Britain, Sage Publications et Theory, Culture & Society, School of Human Studies, University of Teesside, 1994 [1965].

Erder,S., « Nerelisin hemşerim ? » dans **İstanbul, Küresel ile Yerel Arasında** , Çağlar Keyder (ed.), , İstanbul: Metis, 2013.

Erder,S., **İstanbul'a Bir Kent Kondu, Ümraniye**, İstanbul: İletişim, 1996, pp.303-304.

Işık, O. et Pınarcıoğlu, M. M., **Nöbetleşe Yoksulluk Gecekondulaşma ve Kent Yoksulları : Sultanbeyli Örneği**, İstanbul : İletişim, 2001.

İnalcık, H., “Tarihsel Bağlamda Sivil Toplum ve Tarikatlar”, ”, E.Fuat Keyman et A. Y. Sarıbay (ed.), **Küreselleşme, Sivil Toplum ve İslam**, Vadi, 1998, pp.74-87.

Kalaycıoğlu, E., “Sivil Toplum ve Neopatrimonyal Siyaset”, E.Fuat Keyman et A. Y. Sarıbay (ed.), **Küreselleşme, Sivil Toplum ve İslam**, Vadi, 1998, pp.111-135.

Öncü,A., « İstanbullular ve Ötekiler », Çağlar Keyder (ed.), **İstanbul, Küresel ile Yerel Arasında**, , İstanbul, Metis, 2013, pp. 117-144.

Park, R. E., **Human Communities, The City and Human Ecology**, Glencoe, Illinois, The Free Press, 1952.

Tuğal, C., **Pasif Devrim, İslami Muhalefetin Düzenle Bitinleşmesi**, İstanbul: Koç Üniversitesi, 2010.

Articles

Altunkaynak, S.,“Intersecting Lives in Post-migration Period: The Dynamics of Relations Between “Host” Women from Turkey and “Guest” Women From Syria”, **Alternative Politics/Alternatif Politika**, 2016,Vol.8, No.3, pp.488-504.

Bell, A. “Being « at home » in the Nation: Hospitality and Sovereignty in Talk About Immigration”, **Ethnicities**, 2010, Vol. 10, No.2, pp. 236-256.
<https://doi.org/10.1177/1468796810361653>.

Bonacich, E., “A Theory of Ethnic Antagonism: The Split Labor Market”, **American Sociological Review**, 1972, Volume 37, No.5, pp.547-559.
<https://doi.org/10.2307/2093450>.

Bozkurt, U., “Neoliberalism with a Human Face: Making Sense of the Justice and Development Party’s Neoliberal Populism in Turkey”, **Science & Society**, 2013, Vol. 77, No. 3, pp. 372-396., <https://doi.org/10.1521/siso.2013.77.3.372>.

Can, Y. İ. “Türkiye’de Sivil Toplumu Yeniden Düşünmek: Neo-liberal Dönüşümler ve Gönüllülük”, **Toplum ve Bilim**, No.108, 2007, p.88-128.

Çelik, A., “Muhafazakâr Sosyal Politika Yönelimi: Hak Yerine Yardım-Yükümlülük Yerine Hayirseverlik”, **İstanbul Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi**, 2010, No.42, pp. 63–81

Danış, D., & Parla, A. Nafile Soydaşlık: Irak ve Bulgaristan Türkleri Örneğinde Göçmen, Dernek ve Devlet, **Toplum ve Bilim**, 2009, No.114, pp. 131–158.

Fassin, D., “Compassion and Repression: The Moral Economy of Immigration Policies in France”, **Cultural anthropology**, 2005, Vol.20, No.3, pp. 362–387.

Göçmen, I., “Religion, politics and social assistance in Turkey: The rise of religiously motivated associations”, **Journal of European Social Policy**, Vol. 24, No.1, 2014, pp.92-103.

Güney, Ü. ve Konak, N., “Bolu’da Suriyeli ve Iraklı Sığınmacılar, Milliyetçilik , Erillik ve Vatandaşlık Temelinde Öteki Algısı”, Didem Danış (ed.), **Alternative Politics/Alternatif Politika**, 2016, Vol. 8, No.3, pp.505-535.

İçduygu, A., & Aksel, D. B. “Turkish Migration Policies: A Critical Historical Retrospective”, **Perceptions**, 2013, Vol. 18, No. 3, pp. 167-190.

Komsuoğlu, A., « Birimiz Hepimiz, Hepimiz Birimiz İçin Mi-Dağınık Bir Siyasetin Topluma Sunduğu Elde Kalan Tutkal : Klientalist Ağlar », **Toplum ve Bilim**, No. 116, 2009, pp.21-54.

Lordoğlu, K. et Aslan, M., « En Fazla Suriyeli Göçmen Alan Beş Kentin Emek Piyasalarında Değişimi: 2011-2014 », **Çalışma ve Toplum**, 2016, Vol. 49, No.2, <http://www.calismatoplum.org/sayi49/lordoglu.pdf>.

Pérouse, J-F., « Phénomène migratoire, formation et différenciation des associations de *hemşehri* à Istanbul : chronologies et géographies croisées », *European Journal of Turkish Studies*[Online], 2005, No.2.Consulté à l'adresse <http://ejts.revues.orgwww.ejtd.revues.org/369>.

Soykan, C. "The New Draft Law on Foreigners and International Protection in Turkey", **Oxford Monitor of Forced Migration**, 2012, Vol.2, No.2, pp. 38–47.

Wimmer, A. "The Making and Unmaking of Ethnic Boundaries: A Multilevel Process Theory", **American Journal of Sociology**, 2008, Vol. 113, No. 4, pp. 970-1022. <https://doi.org/10.1086/522803>.

Yaylacı-Göktuna, F. et Karakuş, M. « Perceptions and Newspaper Coverage of Syrian Refugees in Turkey », **Migration Letters**, 2015, Vol.12, No.3., pp.238-250.

Yılmaz, Z., « AKP ve devlet hayırseverliği: Minnet ekonomisi, borç toplumu ve siyasal sermaye birikimi », **Toplum ve Bilim**, 2013, No.128, pp. 32-70.

Yılmaz, B., "Yeni Türkiye, Yeni Refah Rejimi, Yeni Yöneti(ş)im ve Yoksulluk", 2015, **İdeal Kent**, 2015, No. 16, pp.183-209.

Bulletins de séminaire et de conférence

Ayman-Güler, B., « Küreselleşme Döneminde Yerel Yönetimler », **Sivil Toplum İçin Kent, Yerel Siyaset ve Demokrasi Seminerleri**, 3 novembre 1997-16 janvier 1998, Demokrasi Kitaplığı, 1999, pp. 133-164.

Ortaylı, İ., « Yerel Yönetim Geleneği ve Geleneğin Etkinliği », **Sivil Toplum İçin Kent, Yerel Siyaset ve Demokrasi Seminerleri**, 3 novembre 1997-16 janvier 1998, Demokrasi Kitaplığı, 1999, pp.105-113.

Tekeli, İ. « Türkiye’de Belediyelerin Gelişimi ve Sivil Toplumcu Nitelikleri Üzerine », Yurdakul Fincancı (ed.), **Sivil Toplum**, Türkiye Sosyal Ekonomik Siyasal Araştırmalar Vakfı, İstanbul, 1991, pp.115-122.

Tekeli, İ., « Yerel Siyaset ve Demokrasi, Çoğulculuk,Sivil Toplum », **Sivil Toplum İçin Kent, Yerel Siyaset ve Demokrasi Seminerleri**, 3 novembre 1997-16 janvier 1998, Demokrasi Kitaplığı, 1999, pp. 195-231.

Compte-rendus

İltica ve Göç Araştırmaları Merkezi, **Sivil Toplum Örgütlerinin Türkiye’deki Suriyeli Mülteciler İçin Yaptıkları Çalışmalar ile İlgili Rapor**, Ankara, İltica ve Göç Araştırmaları Merkezi, 2013, <http://www.igamder.org/wp-content/uploads/2012/06/Suriye-STK-Raporu.pdf>.

İstanbul Politikalar Merkezi, **Suriyeli Topluluklarla Etkileşim, İstanbul’da Yerel Yönetimlerin Rolü**, 2017, http://ipc.sabanciuniv.edu/wp-content/uploads/2017/01/Suriyeli-Topluluklarla-Etkile%C5%9Fim-Istanbuldaki-Yerel-Yonetimlerin-Rolu_Auveen-Woods-Nihal-Kayal%C4%B1.pdf.

Kirişçi, K., **Syrian refugees and Turkey’s challenges: Going beyond hospitality**, Washington, DC: Brookings Institution, 2014.

M. Murat Erdoğan et al., **“Kopuş”tan “Uyum”a Kent Mültecileri, Suriyeli Mülteciler ve Belediyelerin Süreç Yönetimi: İstanbul Örneği**, İstanbul: Marmara Belediyeler Birliği Kültür Yayınları, 2017.

Soykan, C. et Biner, Ö., **“Bize Misafir dediler. Söyleyiniz, kimdir misafir? Var mıdır kanunda karşılığı?”: Suriyeli Mültecilerin Perspektifinden Türkiye’de Yaşam**, 2016,

<http://www.academia.edu/download/44697067/SURIYELI-MULTECILERIN-PERSPEKTIFINDEN-TURKIYE-DE-YASAM.pdf>.

TÜSEV, **Türkiye’de Sivil Toplum: Bir Dönüm Noktası, Uluslararası Sivil Toplum Endeksi Projesi Türkiye Ülke Raporu II**, No. 51, 2011.

Yurttaşlık Derneği, **Türkiye’de Sivil Toplum ve Suriyeli Mülteciler**, İstanbul, Yurttaşlık Derneği, 2017, <http://www.hyd.org.tr/attachments/article/216/turkiyede-sivil-toplum-ve-suriyeli-multeciler.pdf>.

Zümray Kutlu, **Bekleme Odasından Oturma Odasına, Suriyeli Mültecilere Yönelik Çalışmalar Yürüten Sivil Toplum Kuruluşlarına Dair Kısa Bir Değerlendirme**, Anadolu Kültür et Açık Toplum Vakfı, 2015, <http://aciktoplumvakfi.org.tr/medya/02062015beklemeodasi.pdf>.

Sources en ligne

“CHP’li Özel’den Cumhurbaşkanı Erdoğan’a ‘Suriyelilere vatandaşlık’ tepkisi” [Réaction d’Özel de CHP contre le Président Erdoğan concernant ‘citoyenneté aux Syriens’], Sözcü, 3 juillet 2016, <http://www.sozcu.com.tr/2016/gundem/chpli-ozelden-cumhurbaskani-erdogana-suriyelilere-vatandaslik-tepkisi-1301825/>

“Compte des résultats d’année 2016 », İHH İnsani Yardım Vakfı, <https://www.IHH.org.tr/gelir-gider-tablosu>.

“Dans la Syrie en guerre, divorces et polygamie se répandent”, **Nouvelobs**, 12 septembre 2016, [Source: Agence-France Presse], <http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20160912.AFP7433/dans-la-syrie-en-guerre-divorces-et-polygamie-se-repandent.html>.

“Definition of the term ‘refugee’[Definition du term du “réfugié”], **Convention and Protocol Relating to The Status of Refugees** [Convention et protocole relatif au statut des réfugiés], <http://www.unhcr.org/3b66c2aa10>.

“HDP’li Tüzeli, Suriyeli mültecilerle ilgili mecliste konuştu”, [Tüzeli de HDP perlent à propos des réfugiés syriens dans le parlement], **Evrensel**, 17 janvier 2014, <https://www.evrensel.net/haber/88452/hdpli-tuzeli-suriyeli-multecilerle-ilgili-mecliste-konustu>.

« Immunité fiscale », **İHH İnsani Yardım Vakfı**, <https://www.IHH.org.tr/vergi-muafiyeti>.

“Milletvekili Seçimi İl Birleştirme Tutanağı”[Procès-verbal de fusion provinciale des élections parlementaires] (pour les résultats des élections du 7 juin 2015), **Yüksek Seçim Kurumu** [Haut Conseil pour les Elections], 8 juin 2015, <https://sonuc.ysk.gov.tr/module/sspsSandikTutanakBilgisi.jsf?id=6492491&sid=13884&fileName=%C4%B0STANBUL-1 %C4%B0STANBUL-1 Milletvekili%20Se%C3%A7imleri%20%C4%B0l%20Birle%C5%9Firme%20Tutanaklar%C4%B1%20.jpg&fileType=2>.

“Milletvekili Seçimi İl Birleştirme Tutanağı”[Procès-verbal de fusion provinciale des élections parlementaires] (pour les résultats du 1 novembre 2015, **Yüksek Seçim Kurumu** [Haut Conseil pour les Elections], 2 novembre 2015, <https://sonuc.ysk.gov.tr/module/sspsSandikTutanakBilgisi.jsf?id=9734511&sid=14868&fileName=%C4%B0STANBUL-1 %C4%B0STANBUL-1 Milletvekili%20Se%C3%A7imleri%20%C4%B0l%20Birle%C5%9Firme%20Tutanaklar%C4%B1%20.jpg&fileType=2>

“Muhalefetten ‘Suriyelilere Vatandaşlık’ Tepkisi”, [La réaction d’opposition concernant la ‘naturalisation des Syriens’], **Al Jazeera Turk**, 12 juillet 2016, <http://www.aljazeera.com.tr/haber/muhalefetten-suriyelilere-vatandaslik-tepkisi>.

“Nüfus Durumu” [l’Etat Civile], **Sultanbeyli Kaymakamlığı [Bureau du Gouvernement de District de Sultanbeyli]**, <http://www.sultanbeyli.gov.tr/ilcemizin-nufus-durumu>.

“Suriyeli Mülteciler Dosyası: Sağlık Hizmetleri Bedava” [Dossier de réfugiés syriens: les services sanitaires sont gratuits], **BBC Türkçe**, 8 octobre 2015, http://www.bbc.com/turkce/haberler/2015/10/151008_multeciler_saglik.

“Tanrıkulu: Türkiye’ye sığınan kaç Suriyeli çocuk kayıt altına alınmıştır?””[Tanrıkulu : Combien d’enfants réfugiés en Turquie ont été enregistrés ?], **site officiel du CHP** , 15 juin 2017, <https://www.chp.org.tr/Haberler/4/tanrikulu-turkiyeye-siginan-kac-suriyeli-cocuk-kayit-altina-alinmistir-60055.aspx>.

« Başbakan Yıldırım : üç milyon Suriyeli kardeşimize kucak açtık »[Premier Ministre Yıldırım: on a ouvert nos bras à 3 millions de nos frères syriens] , **Star**, le 1 février 2017, <http://www.star.com.tr/video/basbakan-yildirim-3-milyon-suriyeli-kardesimize-kucak-actik-video-727340/>

« Cemevine haciz ayıbı » [Le scandale de confiscation du cemevi], **Milliyet**, 11 avril 2015, <http://www.milliyet.com.tr/cemevine-haciz-ayibi--gundem-2042258/>.

« Erdogan : Assad bana göre teröristtir » [Selon moi Assad est un terroriste], **Sözcü**, 31 octobre 2014, <http://www.sozcu.com.tr/2014/dunya/erdogan-Assad-bana-gore-teroristtir-636455/>

« Erdogan : Suriyelilere kapımız açık » [Erdogan: Notre porte est ouvert aux Syriens], **T24**, 8 juin 2011, <http://t24.com.tr/haber/erdogan-suriyelilere-kapimiz-acik,149922>.

« Erdoğan’dan Suriyeliler için vatandaşlık açıklaması » [Proclamation d’Erdoğan sur la naturalisation des Syriens], **Deutsche Welle Türkçe**, 6 janvier 2017, <http://www.dw.com/tr/erdo%C4%9Fandan-suriyeliler-i%C3%A7in-vatanda%C5%9Fl%C4%B1k-a%C3%A7%C4%B1klamas%C4%B1/a-37043731>.

« Hollywood Yıldızı Lohan’ın Suriyelileri Ziyareti » [La visite chez les Syriens de la star d’Hollywood Lohan], **Habertürk**, 26 septembre 2016, <http://www.haberturk.com/gundem/haber/1301849-hollywood-yildizi-lohanin-suriyelileri-ziyareti>.

« Hollywood Yıldızı Lohan Yine Sultanbeyli’de » [La star d’Hollywood Lohan est encore à Sultanbeyli], **Hürriyet**, 4 octobre 2016, <http://www.hurriyet.com.tr/hollywood-yildizi-lindsay-lohan-yine-sultanbeylide-40239742>.

« Sultanbeyli’de Alevi Protestosu » [La manifestation des Alévies à Sultanbeyli], 4 avril 2006, <http://www.internethaber.com/sultanbeylide-alevi-protestosu-9974h.htm>.

« Türkiye’de mülteci sayısı 3 milyon 551 bin 78’e yükseldi » [Le nombre des réfugiés en Turquie a augmenté à 3 millions 551 milles 78], **T24**, 15 février 2017, <http://t24.com.tr/haber/turkiyede-multeci-sayisi-3-milyon-551-bin-78e-yukseldi,389055>.

« Yavuz Selim Mahallesi Pir Sultan Oluyor » [Le quartier Yavuz Selim devient (le quartier) Pir Sultan], **Vatan**, 12 février 2010, <http://www.haber7.com/guncel/haber/481326-yavuz-selim-mahallesi-pir-sultan-oluyor>.

« Yıllara göre geçici koruma kapsamındaki Suriyeliler » [Les Syriens sous la protection temporaire par année], **İç İşleri Bakanlığı Göç İdaresi Genel Müdürlüğü [Ministère des Affaires Intérieures Direction Générale de la Migration]**, http://www.goc.gov.tr/icerik6/gecici-koruma_363_378_4713_icerik (accédé au 20 aout 2017)

« Yıllara Göre İl Nüfusları 2000-2016 » [Les populations des villes par année 2000-2016], **İç İşleri Bakanlığı Göç İdaresi Genel Müdürlüğü [Ministère des Affaires Intérieures Direction Générale de la Migration]**, <http://www.tuik.gov.tr/UstMenu.do?metod=temelist>.

« YÖK’ten Suriyeli Öğrenciler İçin Flaş Karar » [Décision de dernière minute de YÖK (Institut d’Enseignement Supérieur) à l’égard des étudiants syriens], **Hürriyet**, 9 janvier 2015, <http://www.hurriyet.com.tr/yokten-suriyeli-ogrenciler-icin-flas-karar-27933009>.

2017 Yılı Dişhekimlerinin Uygulayacakları Ağız Diş Sağlığı Muayene ve Tedavi Ücret Tarifesi [Le tarif des prix d’examination et traitement pour les dentistes en 2017], Türk Dişhekimleri Birliği http://www.tdb.org.tr/tdb/v2/ekler/2017_Yili_Rehber_Tarife_Kitapcigi-27.12.2016.pdf.

Oğan'dan Suriyeli mülteci açıklaması" [Déclaration d'Oğan concernant les réfugiés syriens], **Yeni Çağ**, 3 mars 2017, <http://www.yenicaggazetesi.com.tr/ogandan-suriyeli-multeci-aciklamasi-158309h.htm>.

RTE Haber, **Cumhurbaşkanı Erdoğan'ın Birinci Muhtarlar Toplantısı Konuşması** , 27 janvier 2015, <https://www.youtube.com/watch?v=f9RkAoTBYMM>.

Tjamag, **A.Jacques Chirac-Le bruit et l'odeur**, YouTube, 30 mai 2011. <https://www.youtube.com/watch?v=e4pun9Cdp6Q>.

Üç Milyar Euro Türkiye'ye Gidiyor" [Trois milliards d'euros vont à la Turquie], **Deutsche Well Türkçe**, 3 février 2016, <http://www.dw.com/tr/%C3%BC%C3%A7-milyar-euro-t%C3%BCrkiye-gidiyor/a-19025629>.



CURRICULUM VITAE

Dilara NAZLI est née à Istanbul en 1992. Elle s'est inscrite en 2006 au Lycée Anatolien Burak Bora où elle suivait des cours d'anglais langue étrangère. Suite à sa réussite dans l'examen d'entrée à l'université en 2010, elle a commencé ses études universitaires dans le département de Gestion de l'Université Galatasaray après une année de classe préparatoire pour les cours en français. Entre 2015 et 2017, elle poursuivait ses études dans le programme de master de sociologie au sein de la même université.

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite:Galatasaray Üniversitesi

Enstitü:Sosyal Bilimler Enstitüsü

Adı-Soyadı:Dilara NAZLI

Tez Başlığı:İstanbul'da Suriyeli Mültecilere Yönelik Kabul ve Misafirperverlik

Savunma Tarihi:11/09/2017

Danışmanı: Doç. Dr. A. Didem DANIŞ ŞENYÜZ

JÜRİ ÜYELERİ

Ünvanı, Adı, Soyadı

İmza

Doç.Dr. İpek MERÇİL

Doç. Dr. Sibel YARDIMCI

Doç. Dr. A. Didem DANIŞ ŞENYÜZ

Enstitü Müdürü

Prof. Dr. M. Yaman ÖZTEK